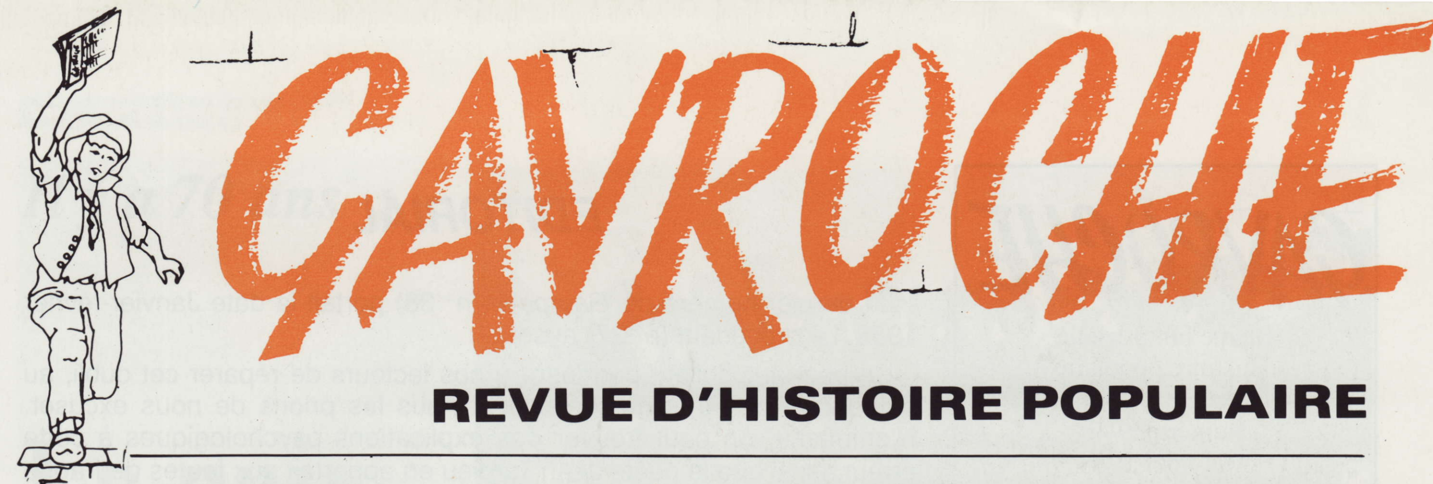


REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

LE NUMERO : 50 F   Numéro double   BIMESTRIEL N° 39/40 - MAI-AOUT 1988

GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire

Numéro 39/40
Mai-août 1988

Publication des
Edtions Floreéal
BP 872
27008 Evreux cedex
Dépôt : 41, rue de la Harpe
Tél. : 32.33.22.33

Directeur gérant :
Georges PELLETIER
Directeur de la publication :
Georges POTVIN
Avec la collaboration
pour ce numéro de
Julien PAPP
Guy CITERNE
Isabelle LEVY
Thierry MARICOURT
Georges PELLETIER
Georges POTVIN

Commision paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02.42-9705

Les manuscrits ne sont pas renvoyés.

Les articles publiés dans cette revue sont
résumés et indexés dans HISTORICAL
ABSTRACTS and AMERICA : HISTORY and LIFE

Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
14, rue de Nanteuil
75015 Paris - Tél. 45.32.06.23

Imprimé en France

Composition :
Scoop Presse Normande à Evreux
Impression : 27 Offset-Gravigny

COUVERTURE :
Combattants de l'Armée rouge montés sur un train blindé. *(voir article de Julien Papp page suivante)*

EDITORIAL

Le dernier numéro de *Gavroche* (n° 38) portait la date Janvier-février 1988. Le précédent (n° 37) aussi...

Un petit autocollant permettra à nos lecteurs de réparer cet oubli, au demeurant pas très grave, et dont nous les prions de nous excuser. N'empêche, on peut trouver des explications psychologiques à cette erreur, ainsi que le poète Jean Tardieu en apportait aux fautes de frappe de son personnage, le Pr Froeppel, avant que celui-ci ne sombre en plein délire.

Gavroche n'en est pas encore là. Mais peut-être avons-nous à notre insu été poussés à la faute par notre petit bonhomme, inaltérablement gamin, immortellement héroïque, et dont l'image n'a pas vieilli - et ne vieillira sans doute jamais. Hélas! Si le temps s'est arrêté pour lui en 1832, par la volonté du père Hugo, pour nous il continue à défiler de terrifiante façon, toujours accélérant, semble-t-il.

Il se peut aussi que, las d'être figé en ces années 1830, Gavroche ait voulu figer de même momentanément notre temps et profiter de cet arrêt pour sauter de son époque dans la nôtre où, observateur agissant et commentateur pittoresque, il aimerait sans doute bien voir ce qui s'y passe.

Si c'est le cas, le pauvre Gavroche n'est pas au bout de sa peine... Que d'événements pour susciter sa gouaille, sa révolte, sa pitié! Deux exemples : quelle serait son attitude face au terrorisme ? Surement se refuserait-il à le confondre avec la révolution, voire avec l'émeute. Et puis : que ressentirait-il devant les centaines de milliers d'enfants qui meurent de faim, chaque année ? A quoi servirait-il d'avoir "un coeur gros comme çà" si l'on ne possédait qu'un quignon de pain blanc à partager ?

Non, nous t'aimons trop, Gavroche, pour te laisser venir en ce siècle où les victimes des guerres, des famines, des tyrannies et des révoltes se comptent par millions ; où c'est à l'échelle des continents que la misère des uns s'étend, tandis que la richesse des autres s'accroît.

Dans un monde si mouvant, si dur, si plein de menaces et si désespéré que ton histoire, qui s'achève si vite et si mal, nous en paraît moins tragique.

Tu pourrais cependant y chanter tout ton soûl la chanson "Où vont les belles filles Lon la" que tu poussas naguère rue des Vieilles Haudriettes :

"Mais il reste encor des bastilles
Et je vais mettre le holà
Dans l'ordre public que voilà..."

Georges POTVIN

Il y a 70 ans :

La paix de Brest-Litovsk et la guerre civile en Russie



Durant les pourparlers de Brest-Litovsk... scènes de fraternisation de soldats russes et allemands.

Le 3 mars 1918, après plusieurs mois de négociations, une délégation du gouvernement bolchévik signait la paix avec les représentants des Puissances centrales et leurs alliés, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Bulgarie. L'enjeu des négociations et les événements qui les ont accompagnées et suivies constituent un fait essentiel de la situation militaire et diplomatique au tournant des années 1917-1918 et ils ont laissé des traces profondes dans l'histoire du pouvoir soviétique.

Les épreuves de la guerre

La crise révolutionnaire de l'année 1917 avait pour cause immédiate la guerre. Malgré leur patriotisme réputé le peuple et les soldats russes s'étaient montrés peu motivés par l'entreprise (la grandeur slave, les Dardanelles...), à laquelle le régime tsariste n'avait pas su les associer. Dans l'énorme masse des mobilisés (14 millions d'hommes) 9 soldats sur 10 étaient des paysans, dont l'inertie et la mauvaise volonté provoquaient la plainte des officiers dès l'ouverture du front. Ces derniers étaient d'ailleurs arrogants et brutaux envers leurs soldats, qui les haïssaient à leur tour.

Mal équipées et mal entraînées pour une guerre mécanisée qui mettait en cause avant tout les possibilités industrielle des belligérants, les troupes russes furent vaincues dès le 30 août 1914 à Tannenberg et il y eut 500 000 morts pour cette première année de la guerre. La Russie se trouvait coupée alors des pays de l'Europe centrale, qui habituellement lui fournissaient la moitié de ses importations. Les communications avec les Alliés ou les pays neutres étaient devenues fort difficiles, en sorte que la Russie se vit pratiquement isolée du monde en 1916. Cet isolement aggravait la crise : désorganisation des transports et du ravitaillement, baisse de la production, hausse énorme des prix, pénurie de toutes sortes.

Sur le front, on récupérait les fusils sur les morts, et l'armement lourd manquait encore plus. On comptait à la fin de 1916 près de 2 millions de morts et plus de 4 millions de mutilés; le nombre des déserteurs s'élevait à près d'un million.

Après la révolution d'Octobre, la "Paix immédiate" : Un parlementaire russe est conduit, les yeux bandés, dans les lignes autrichiennes.



Instinct et raison

Au milieu du grand élan nationaliste de l'été 1914, où "l'instinct collectif avait parlé plus fort que l'idéal ou la raison", seuls ou presque, parmi les forces idéologiques organisées, les Bolchéviks (fraction majoritaire avec Lénine du Parti social-démocrate russe, depuis 1903), quelques Menchéviks (minoritaires du même parti), comme Martov, ou socialistes indépendants comme Trotsky, ont pris position contre l'Union sacrée.

Ce refus s'est traduit par l'organisation des deux célèbres conférences, l'une à Zimmerwald (5-8 septembre 1915), l'autre à Kienthal (24-30 avril 1916), rassemblant des socialistes hostiles à la guerre (*Voir encadré page suivante*). Mais c'est en Russie même, après l'abdication du Tsar en Février 1917 et le retour dans le pays des émigrés révolutionnaires, que la propagan-



Des soldats allemands transmettent aux soldats russes le courrier destiné aux prisonniers allemands en Russie.

de bolchévique en faveur de la paix s'est développée, en s'opposant à la volonté des gouvernements provisoires successifs de continuer la guerre : répondant à une aspiration quasi générale, cette propagande (fondée sur les "thèses d'Avril" de Lénine) se confondait dès lors avec la lutte pour le pouvoir.

Une fois la victoire acquise (insurrection dans la nuit du 24 au 25 octobre selon l'ancien calendrier russe), le Congrès des Soviets promulgua le décret sur la paix : celui-ci constituait, avec le transfert du pouvoir politique aux soviets et la suppression de la grande propriété foncière, une des causes essentielles de la victoire du régime nouveau.

Dès le 26 octobre, le Conseil des commissaires du Peuple propose par radio aux Alliés et aux Puissances centrales d'entamer des pourparlers en vue d'une paix sans annexions ni indemnités de guerre. Mais l'Entente (France, Grande-Bretagne, Italie) ignore cet appel et la Russie soviétique s'engage dans la voie d'une paix séparée.

L'armistice sur le front russe

On signa d'abord un accord d'armistice qui laissa les armées en présence de la Baltique à la mer Noire, les troupes allemandes occupant une partie importante du territoire russe, et les Russes quelques espaces en Galicie et en Turquie.

Les adversaires de la paix séparée criaient à la trahison par la voix des journaux non bolchéviks, sans influencer notablement le sentiment général. Il est vrai que ce sentiment confirmé par une énorme manifestation qui eut lieu le 28 décembre "pour une paix démocratique" n'était pas en accord avec les résultats des élections à l'Assemblée constituante qui venaient de se dérouler et qui donnèrent une grande majorité de voix au parti de Kerensky, chef du dernier gouvernement provisoire et partisan véhément de la poursuite de la guerre. "La Constituante ramenait au pouvoir ceux que l'insurrection soviétique en avait chassés... Il aurait fallu recourir à un nouveau soulèvement dans quelques semaines", écrivait Trotsky. L'Assemblée ne survécut pas à son incohérence et à la confusion générale, elle fut dissoute en janvier 1918 par les Bolchéviks. Cependant, les pourparlers de paix se poursuivaient depuis le 22 décembre à Brest-Litovsk, où l'armistice venait d'être signé. La ville, que les troupes du Tsar avaient incendiée était située sur une bonne voie stratégique, en territoire occupé par les Allemands, qui avaient installé là leur quartier général, dans une forteresse.

Une première délégation soviétique fut présidée par Adolf Davidovitch Joffé, un vieil ami de Trotsky; elle comprenait aussi Kamenev et une ancienne terroriste, Madame Bitsenko, ainsi qu'un ouvrier, un matelot et un paysan : leurs manières de moujik amusaient passablement les plénipotentiaires austro-hongrois et allemands.

Les personnages principaux de ce côté-là étaient von Kühlmann, "un esprit pratique fort au-dessus de l'ordinaire", le comte Czernin, que "Kühlmann dominait de toute la tête", et le général Hoffmann, qui "apportait aux pourparlers une note rafraîchissante. Ne manifestant aucune sympathie pour les malices de la diplomatie, il mit plusieurs fois sa botte de soldat sur la table autour de laquelle avaient lieu les débats."

De Léon Trotsky, qui nous a laissé les impressions précitées, von Kühlmann a retenu "son visage finement taillé, typiquement juif (qui) était, grâce au jeu de

Le Manifeste de Zimmerwald rédigé par L.Trotsky,

Ce texte allait connaître une grande diffusion. En voici les passages les plus significatifs: "PROLETAIRES D'EUROPE ! Voici plus d'un an que dure la guerre ! des millions de cadavres couvrent les champs de bataille. Des millions d'hommes seront, pour le reste de leurs jours, mutilés. L'Europe est devenue un gigantesque abattoir d'hommes.

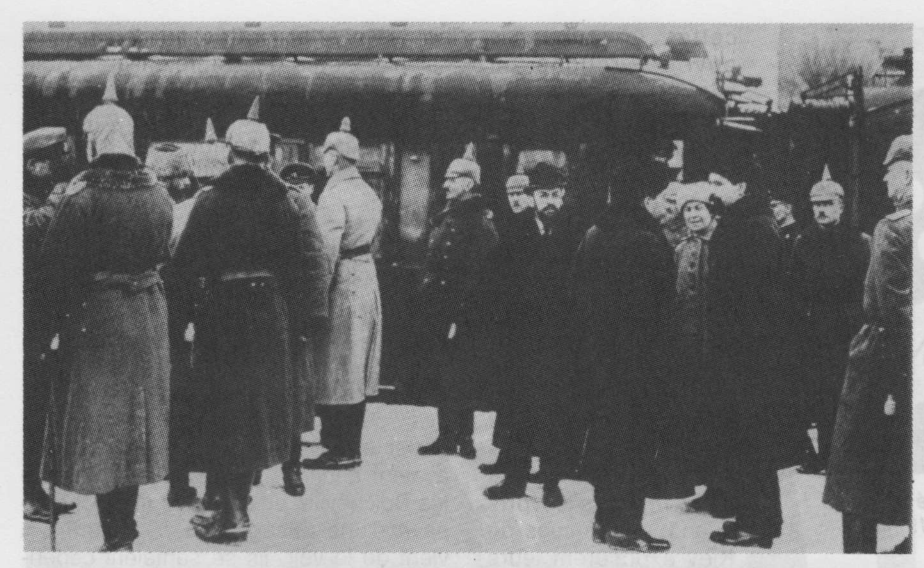
Quels que soient les responsables immédiats du déchaînement de cette guerre, une chose est certaine : la guerre qui a provoqué tout ce chaos est le produit de l'impérialisme...

Les capitalistes de tous les pays, qui frappent dans le sang des peuples la monnaie rouge des profits de guerre, affirment que la guerre servira à la défense de la patrie, de la démocratie, à la libération des peuples opprimés. Ils mentent. La vérité est qu'en fait qu'ils ensevelissent, sous les foyers détruits, la liberté de leurs propres peuples en même temps que l'indépendance des autres nations...

Les institutions du régime capitaliste qui disposaient du sort des peuples : les gouvernements -monarchiques ou républicains-, la diplomatie secrète, les puissantes organisations patronales, les partis bourgeois, la presse capitaliste, l'Eglise : sur elles toutes pèse la responsabilité de cette guerre surgie d'un ordre social qui les nourrit, qu'elles défendent et qui ne sert que leurs intérêts...

Ouvriers et ouvrières, mères et pères, veuves et orphelins, blessés et mutilés, à vous tous qui souffrez de la guerre et par la guerre, nous vous crions : Par-dessus les frontières, par-dessus les champs de bataille, par-dessus les campagnes et les villes dévastées :

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !"



Le 3 décembre 1917, à la gare de Brest-Litovsk : la première délégation soviétique accueillie par des officiers allemands.

ses muscles, d'une constante mobilité. A travers ses grosses lunettes, son regard subtil, perçant, fixait son vis-à-vis avec insistance. Son expression montrait nettement qu'il eût préféré terminer...ces pourparlers...par quelques grenades jetées aux meilleurs endroits du tapis vert..."

Les belligérants et la paix séparée

L'enjeu des négociations était immense pour chacun.

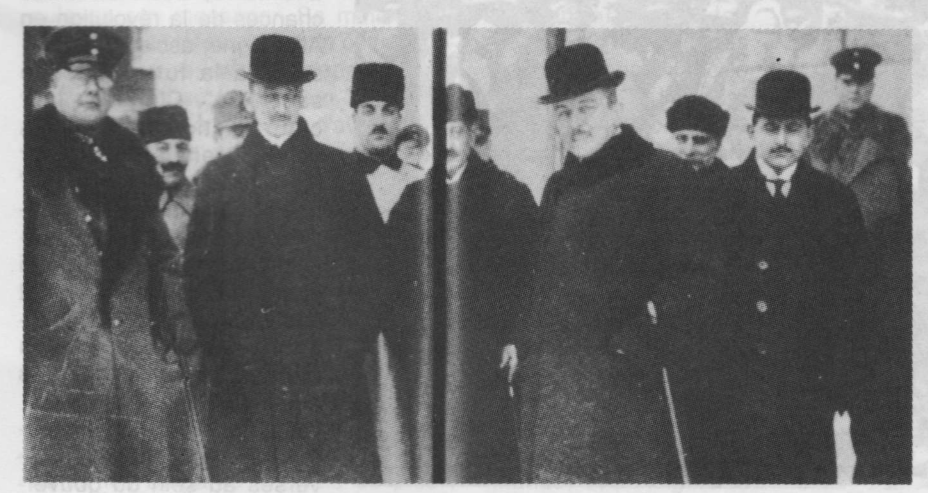
Pour l'Entente, il n'était pas question de participer aux pourparlers de paix. Six semaines auparavant quand il leur fut demandé de s'associer à l'armistice, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie s'adressèrent seulement au général Doukhonine, commandant en chef des armées tsaristes en pleine décomposition, pour le prier de "maintenir l'armée russe face à l'ennemi commun". Le général appela donc ses troupes à rester fidèles aux alliances, mais il fut massacré par les soldats à Moghilev.

Quant à la légitimité les Occidentaux ne reconnaissaient aucun droit aux Bolchéviks de représenter le peuple russe. Adoptant les positions du Président américain Wilson, définies dans les "Quatorze points", le 8 janvier 1918, ils considéraient que le pouvoir des Rouges était issu d'un coup de force, et les mesures révolutionnaires heurtaient leurs habitudes et leurs intérêts : comme on le sait, dès la prise du pouvoir les nouvelles autorités s'attaquèrent aux bases de l'ancien régime et de la société bourgeoise et publièrent les traités secrets conclus entre les Alliés et la Russie des tsars(10 nov.1917).

Le 21 janvier 1918 ce fut l'annulation des emprunts contractés sous les tsars et par le gouvernement provisoire : rien qu'en France, 1.600.000 porteurs en furent plus ou moins affectés.

Pour les Puissances centrales la défection de la Russie fut une aubaine. De la concordance favorable des circonstances naquit la légende du "wagon plombé qui a changé la face du monde" : l'illustre véhicule aurait ramené en Russie, en la personne de Lénine et ses camarades exilés une bande d'espions allemands !

Une partie de la délégation des Puissances Centrales à Brest-Litovsk. De g. à dr. : le général Hoffmann, Von Kuhlmann, secrétaire d'Etat allemand aux Affaires Etrangères, et le Comte Czernin.



En tout cas, la défection de la Russie entraîna bientôt celle de la Roumanie, permettant aux Allemands de concentrer leurs efforts contre les Français et les Anglais sur le front occidental. Dès l'armistice ils y auraient transféré d'importantes forces, non sans laisser près d'un million d'hommes de troupes d'occupation à l'Est, pour défendre "l'Europe entière contre la peste bolchévique", comme allait le déclarer en Février 1918 le prince Léopold de Bavière, présent lui aussi à Brest-Litovsk à la signature du premier armistice.

Prévoyant la grande offensive en mars, avant que les troupes américaines ne soient engagées dans la bataille, l'E.M. allemand avait hâte de conclure la paix.

Ses diplomates admettaient le principe de la paix "sans annexion", souhaitée par les Bolchéviks, mais tenaient fermement, et à leur manière, à la mise en oeuvre d'une autre idée émise également par les Soviets : le droit de "libre disposition", allant jusqu'à la formation d'Etats indépendants de peuples intégrés dans l'Empire des tsars(parfois depuis le XVIIe siècle). Il s'agissait précisément des pays baltes, de l'Ukraine, des territoires polonais et finlandais occupés présentement par les Allemands.

Pour la délégation russe la "libre disposition" devait être déterminée par plébiscite libre, c'est-à-dire consécutivement au retrait des troupes d'occupation.

Pour l'ennemi, il n'en était pas question : ce que cherchaient justement les Allemands, et dans une moindre mesure l'Autriche-Hongrie, c'était de créer à la faveur de leur présence militaire une série d'Etats vassaux rejetant le bolchévisme et fournissant denrées et matières premières nécessaires à l'effort de guerre décisif des Empires centraux.

Si le diplomate autrichien était moins ferme envers ces projets c'est que l'état de ses armées n'était guère brillant (ce que l'Allemand ne manquait pas de lui rappeler à l'occasion avec sarcasme) : les dispositifs de la Double monarchie étaient ébranlés par les désertions massives et par l'agitation grandissante des minorités nationales, encouragées dans l'indépendance par les puissances de l'Entente.

Le problème de l'autodétermination

L'ambiguïté du principe de la "libre disposition" trouva un début d'application durant les pourparlers mêmes, dans deux régions.

En Finlande, où Staline, commissaire aux Nationalités, se rendit à la mi-novembre 1917 pour annoncer au congrès du Parti social-démocrate finlandais l'indépendance du pays, grand duché russe depuis 1809; en même temps, il lança un appel à "une alliance



Le "télescopage" des événements... "Liberté ! Egalité ! et Fraternité !" Carte postale éditée à Odessa en 1917... et

volontaire et honnête entre les peuples russes et finlandais". Mais les partis bourgeois redoutant la popularité de la propagande socialiste et la contagion du bolchévisme étaient hostiles à une telle alliance. Ils firent appel à un ancien général de l'armée tsariste, le baron Mannerheim qui, avec l'aide du général allemand von der Goltz écrasa les socialistes en cinq mois de guerre civile (décembre 17-avril 18) : celle-ci coûta la vie de 24 000 Finlandais, dont plus de 10 000 ouvriers massacrés. Pour faire payer leur "aide" les Allemands mirent la main sur l'économie de la Finlande, qu'ils prévoyaient de transformer en monarchie qui serait attribuée à l'un des fils du Kaiser...

L'Ukraine, "qui était à la fois la Beauce et la Ruhr" de la Russie, décréta son autonomie en juin 1917. Son parlement, la Rada, était dominé par des éléments nationalistes (des "socialistes modérés" menchéviks et SR), hostiles aux Bolchéviks et prêts à poursuivre la guerre aux côtés des Occidentaux, qui reconnurent donc le gouvernement de Kiev. Mais la Rada était en conflit avec ses propres conseils d'ouvriers et de soldats qui, sous l'impulsion de Pétrograd, créèrent une République soviétique d'Ukraine, avec Kharkov comme capitale.

Ce coup de force était en germe depuis novembre 1917 quand le gouvernement de Kiev, exerçant sa souveraineté, avait interdit la traversée de son territoire aux Bolchéviks voulant acheminer des troupes contre le général blanc Kalédine, qui combattait dès cette époque les ouvriers rouges du bassin de Donietz.

Finalement, la Rada renonça de poursuivre la guerre mondiale, et après avoir écarté son ministre de la guerre Petlioura, partisan de cette politique, envoya une délégation à Brest-Litovsk pour conclure la paix avec les Allemands. La présence de celle-ci avait été acceptée par les Bolchéviks, qui furent d'autant plus surpris quand les hommes de Kiev exposèrent leurs griefs contre les Rouges en présence des Allemands : "ce qui me pesait, écrit Trotsky, ce n'était pas du tout, comme se l'imagine à tort Czernin, de nous entendre insulter par des compatriotes en présence d'étrangers. Non, ce qui était intolérable, c'était cet avilissement volontaire, frénétique, d'hommes qui représentaient après tout, d'une façon ou d'une autre, la révolution devant de hautains aristocrates qui les méprisaient. Une bassesse prétentieuse, une servilité de larbins qui bavaient d'enthousiasme, voià ce qui sortait à flots de ces misérables démocrates nationalistes, inféodés pour un instant au pouvoir".

..."La libération du travail" symbolisée sur une bannière portée en juillet 1917 par des ouvriers de l'usine métallurgique de Pétrograd.



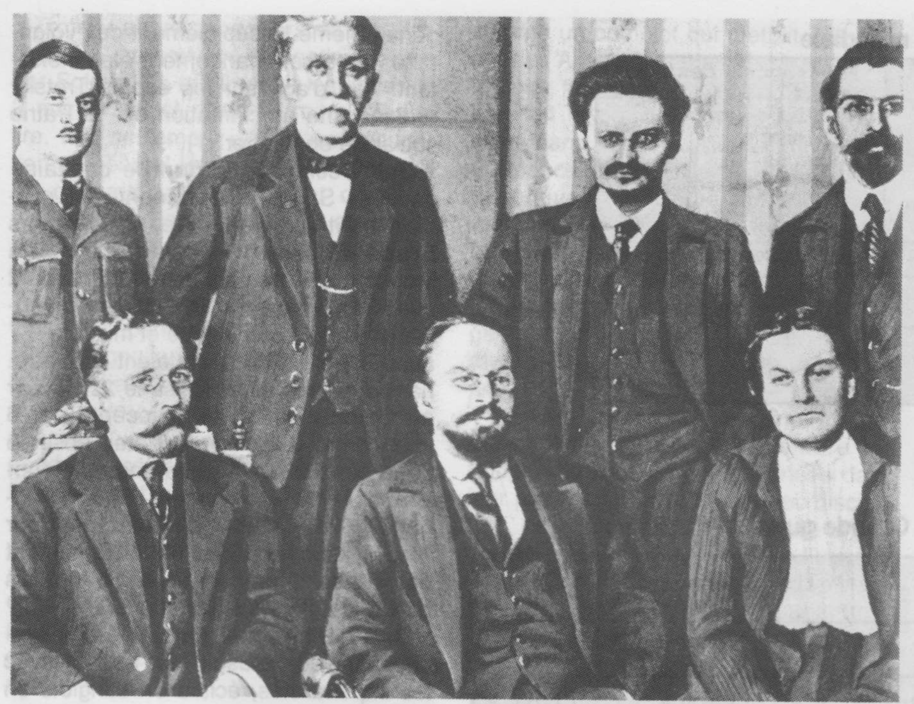
Les Bolchéviks et la paix

La délégation des Soviets abordait les pourparlers de paix sans avoir les moyens nécessaires dans ce contexte : la force et des alliés.

En décembre 1917-janvier 1918 il n'y avait plus d'armée russe à proprement parler et les principes généreux qu'ils avaient énoncés se retournaient contre les Bolchéviks eux-mêmes menaçant le pays d'une désagrégation, comme on vient de le voir. Ils se sentaient cependant encouragés par les mouvements qui s'étaient manifestés contre la guerre durant l'année 1917 un peu partout dans les pays belligérants, car leur succès aurait créé un environnement politique favorable. En avril 1917, en arrivant à la gare de Pétrograd (où s'élevait presque simultanément le son de la Marseillaise et de l'Internationale, comme pour marquer le téléscopage des événements) Lénine n'avait-il pas déclaré : "...L'aube de la révolution socialiste mondiale se lève. En Allemagne tout bouillonne. L'impérialisme européen peut s'effondrer du jour au lendemain. La révolution russe accomplie par vous a ouvert une ère nouvelle. Vive la révolution socialiste mondiale !"

Les grandes grèves de l'Italie du Nord, de Budapest et plus récemment celles d'Autriche et d'Allemagne semblaient justifier cet espoir. Or, si pour sauver la révolution en Russie les Bolchéviks se trouvaient dans la nécessité de conclure la paix, ce faisant "ils renforçaient l'impérialisme allemand, détruisant les chances de la révolution en Allemagne, assise indispensable à la future Europe socialiste". C'était là leur contradiction majeure. A celle-ci venaient s'ajouter les exigences "pratiques" que les Allemands présentèrent fin décembre : un projet de paix annexionniste qui comportait le détachement des pays baltes et l'indépendance, sous contrôle ou influence allemande, des autres territoires occupés.

La réponse à donner souleva de violents controverses au sein du gouver-



La délégation soviétique à Brest-Litovsk à l'arrivée de Trotsky. Au 1er rang (de g. à dr.) : Kamenev, Joffé, Mme Bitsenko ; au 2ème rang : le Dr E. Skliansky, homme de confiance de Trotsky ; Stoutchka ; Trotsky ; Karakhan.

nement, divisant les Bolchéviks eux-mêmes et les SR de gauche avec lesquels ils partageaient encore les responsabilités.

On admit en dernière instance qu'il fallait gagner du temps : pour temporiser, il fallait un temporisateur, écrit Trotsky, qui partit pour Brest-Litovsk début janvier, en qualité de commissaire aux Affaires étrangères. C'est à partir de là que commencèrent véritablement les négociations.

Dans l'ambiance de Brest-Litovsk

"J'avoue, continue-t-il, que je m'y rendis comme à un supplice...Ce n'est pas sans une émotion vive et désagréable que je me rendis à la première entrevue avec les diplomates. Dans le vestibule, devant le portemanteau, je tombai sur Kühlmann. Je ne le connaissais pas. C'est lui-même qui se présenta et il ajouta aussitôt qu'il était "très heureux" de me voir, car il vaut beaucoup mieux traiter avec le maître de la maison qu'avec son messager. Sa mine montrait qu'il était très satisfait de cette "subtile" manoeuvre, calculée d'après la psychologie qu'il se faisait d'un "parvenu". Mon sentiment à moi était d'avoir mis le pied dans une saleté. Je fis même, involontairement, un pas en arrière..."

Trotsky ne cessait de faire traîner les conversations. Dans ses discours, il parlait surtout du socialisme européen, s'adressant par delà des diplomates au prolétariat allemand. Ses interlocuteurs s'exclamaient parfois par un "Unerhört ! Incroyable !" ou un "Genug ! Assez !"

Le comte Czernin notait sur son carnet : "Ce n'est pas le temps qui manque ici : tantôt les Turcs ne sont pas prêts, tantôt les Bulgares une fois de plus ; puis les Russes font traîner les choses..." Lui-même allait à la chasse ou lisait des mémoires sur la Révolution française, en rêvant qu'il se trouverait bien une Charlotte Corday pour Trotsky aussi. Celui-ci profita de ses loisirs pour lire les journaux allemands et dicta également une histoire de la révolution d'Octobre, qui allait être traduite bientôt en une douzaine de langues européennes et asiatiques.

L'affrontement des conceptions

La position de Trotsky, "Ni paix ni guerre" provoquait des débats ardents à Pétrograd. Pour lui il était absolument nécessaire de démontrer aux ouvriers européens, au prolétariat allemand en particulier, que les Bolchéviks n'étaient pas de connivence avec le gouvernement allemand. Pour contredire sans appel la propagande tenace menée par l'Entente, selon laquelle les rôles avaient été distribués à Brest-Litovsk, et donc pour garder la confiance du monde ouvrier international, il fallait assumer le risque de la rupture des pourparlers et d'une nouvelle offensive allemande, et ne signer la paix que devant cet emploi évident de la force.

Pour Lénine, cette solution était trop risquée. Il admettait certes que la révolution allemande était infiniment plus importante que la russe et il était prêt à sacrifier celle-ci pour celle-là. Mais quand se produirait-elle ? Dans l'incertitude, il importait avant tout de sauvegarder la révolution russe.

Lénine proposait donc "de négocier jusqu'au moment où l'ennemi présenterait un ultimatum et de signer alors".

Mais s'il fit des réserves à l'égard de la proposition de Trotsky, il combattait sévèrement les partisans de la guerre révolutionnaire.

Ce troisième point de vue était défendu par la "gauche bolchévique" qui s'était regroupée autour de Boukharine. Elle refusait toute négociation, et reprenant le vieux mot d'ordre de Lénine de l'époque de Zimmerwald, elle demandait l'extension de la révolution par la guerre. L'attitude des SR de gauche qui s'opposaient également à toute transaction avec les Allemands découlait plutôt de leur patriotisme. Or les Russes ne voulaient plus de la guerre, que ce fût patriotique ou révolutionnaire.

Finalement, au cours de deux séances décisives du Comité central les 22 et 25 janvier 1918, la position de Trotsky fut adoptée.

De leur côté les Impériaux ne se laissaient pas berner. Là n'était d'ailleurs

Fraternisation de soldats russes et autrichiens à l'automne 1917.



Les belligérants de la Première guerre mondiale

Entrée en guerre	Entente	Puissances centrales
1914	Serbie Russie France Belgique Grande-Bretagne Japon	Autriche-Hongrie Allemagne Turquie
1915	Italie	Bulgarie
1916	Roumanie Portugal	
1917	Grèce Etats-Unis	

Les pertes humaines des principaux pays belligérants de la Grande guerre

	Population en 1914	Mobilisés	Morts	Pourcentage des morts par rapport	
	en millions			à la population	aux mobilisés
Allemagne	68	13	1,8	2,65 %	13,85 %
Autriche-H.	50	9	1,2	2,40 %	13,33 %
Etats-Unis	95	4	0,1	0,10 %	2,50 %
France	39,7	8,4	1,4	3,52 %	16,66 %
Italie	35,6	5,2	0,4	1,12 %	7,70 %
Royaume-Uni	45,7	8	0,9	1,96 %	11,25 %
Russie	159	15	1,7	1,06 %	11,33 %

pas tellement la question car ils avaient compris d'emblée la portée de la propagande bolchévique. Ils entravaient par exemple les contacts sur le front russe après avoir admis dans un premier temps la fraternisation des soldats des deux armées, et refusèrent à Trotsky "l'autorisation d'aller à Vienne afin de mener des pourparlers avec les représentants du prolétariat autrichien". (!). Mais c'est peut-être justement parçe qu'ils côtoyaient les Rouges que les diplomates avaient acquis une connaissance plus réelle de l'état d'esprit de leur peuple et qu'ils hésitaient à dénoncer l'armistice. Comme l'écrit A.Fontaine, "les plénipotentiaires des empires centraux, qui avaient vu pendant des semaines leurs vis-à-vis russes appeler leurs soldats à la révolte, avaient mieux saisi le véritable caractère de la vague qui allait bientôt déferler sur l'Europe". Ce furent les E.M. et le Kaiser qui les pressaient car ils n'avaient en vue que leur "suprême offensive" sur le front occidental : le printemps s'approchait et Ludendorff avait besoin du blé d'Ukraine et de la paix à l'Est, que ce fût par l'écrasement ou par la neutralisation des Bolchéviks.

La rupture de l'armistice

Pour débloquer la situation les Puissance centrales signèrent la paix avec la Rada ukrainienne le 9 Février. Le même jour, les Bolchéviks refusant la validité de cet accord, occupèrent Kiev et le lendemain leur délégation quitta Brest-Litovsk, sans dénoncer l'armistice. Trotsky fit seulement une déclaration devant la conférence, dans le sens d'une "paix de fait", qui s'achevait ainsi : "Nous démobilisons notre armée. Nous refusons de signer une paix d'annexions. Nous déclarons l'état de guerre entre les Empires centraux et la Russie terminé".

Le haut commandement allemand s'en moquait...Le 13 Février il décida la reprise des hostilités et dès le 18 les troupes se mirent en mouvement, sans rencontrer de résistances ; ce fut une promenade, "la guerre la plus comique que j'aie jamais vue", disait le général Hoffmann

Après avoir pris Dvinsk les Allemands débarquent en Finlande, occupent en quelques jours Minsk, Rovno, Pskov et marchent sur Pétrograd où l'angoisse grandit. En Ukraine, les troupes occupent Kiev et poussent jusqu'à Rostov sur le Don. En même temps, les Turcs s'emparent, dans le Caucase, de Kars, d'Ardahan et de Batoum.

Les nouvelles firent blémir Lénine."Il était extrêmement ému, raconte Trotsky. Je ne l'avais jamais vu et ne l'ai jamais trouvé depuis dans un pareil état".

Les chefs appelèrent la population à la résistance. L'Armée Rouge, créée par un décret le 12 janvier, reçut en quelques jours plus de 100 000 volontaires. Mais c'était peu et la débandade de ce qui restait de l'ancienne armée gênait même le déploiement des volontaires et le commandement était inexistant. Afin d'agir sur les esprits Trotsky rédigea une proclamation de "la Patrie socialiste en danger"(1).

Des Occidentaux, dont le capitaine Jacques Sadoul appartenant à la mission militaire française, et l'Anglais Bruce Lockhart, ancien consul à Moscou, qui avaient gardé le contact avec Trotsky prirent l'initiative de proposer une aide économique et militaire aux Soviets s'ils continuaient la guerre. La proposition fut soumise le 22 Février au Comité central qui l'accepta par 6 voix contre 5. Lénine qui était absente de la séance avait laissé une note souvent citée, avec variantes, par les historiens : "Veuillez compter ma voix pour l'acceptation de l'appui et de l'armement des bandits impérialistes anglo-français contre les brigands allemands".

Boukharine, chef de la gauche bolchévique qui refusait tout accord avec les impérialistes, éclata en sanglots en embrassant Trotsky : "Que faisons-nous! Nous transformons le parti en un tas de fumier !"

Le "Diktat de Brest-Litovsk"

Le 23 Février Berlin fit parvenir au Conseil des commissaires du Peuple les nouvelles conditions de paix : elles dépassaient tout ce qu'on pouvait imaginer, d'autant plus que des exigences turques venaient s'y ajouter. Au terme du "diktat de Brest-Litovsk" le gouvernement soviétique dut renoncer à la Pologne, aux pays baltes, à la Finlande et à une partie de la Bielorussie; au Sud, il dut céder Kars et Batoum à la Turquie.

En plus de ces amputations territoriales qui coûtaient à la Russie le quart de sa population, le tiers de ses terres arables et de son réseau ferroviaire et les trois quarts de sa production de charbon et de fer, les Allemands imposèrent le paiement d'une énorme indemnité (plus d'un milliard et demi de dollars-or).

La nouvelle de ces exigences provoqua à nouveau de vifs débats, Lénine menaçait même de démissionner, et la "paix immédiate" fut votée par le Comité exécutif central des Soviets par 116 voix contre 85 et 25 abstensions.

(1) "Tout ce qui ne pourra pas être évacué sera détruit. Evacuer les grains ou les enterrer. Détruire ce qu'il ne sera pas possible de cacher. Emporter les machines entières ou démontées. Détruire celles que l'on ne pourra pas évacuer. Enterrer les métaux. Evacuer les locomotives et les wagons. Enlever les rails. Miner et faire sauter les ponts. Incendier les bois et les récoltes à l'arrière de l'ennemi...

Dresser des embuscades. Combattre à l'arme à feu et à l'arme blanche. Assurer l'arrière. Exterminer sans exception les espions, les provocateurs, les traîtres contre-révolutionnaires qui secondent directement ou indirectement l'ennemi..."

Trotsky abandonna alors sa mission et ce fut une nouvelle délégation dirigée par Sokolnikov qui franchit les lignes le 3 mars 1918 et signa le traité, sans le lire. Il fit seulement une brève déclaration au général Hoffmann pour dire qu'il ne doutait pas un instant que "ce triomphe de l'impérialisme et du militarisme sur le prolétariat international ne fût que provisoire".

Le 16 mars, les Soviets ratifièrent le traité. On apprit quelques jours plus tard avec indignation que dans le Reichstag les social-démocrates allemands avaient voté la ratification du "Diktat allemand", seuls les socialistes indépendants, ceux de Karl Liebnecht et de Rosa Luxembourg, avaient voté contre.

Trotsky reconnaissait qu'en signant plutôt la paix les conditions auraient été moins désastreuses. Mais il restait convaincu qu'il avait fallu payer ce prix pour dissiper la légende de la connivence du bolchévisme avec l'impérialisme austro-allemand.

Paix et croisade anti-bolchévique

Cette question était de toute première importance, et la presse officielle occidentale allait forger essentiellement sur ce terrain l'idéologie de la croisade anti-bolchévique.



L'Hetman (ou ataman, chef de clan) Skoropadsky, chef du gouvernement fantoche que les Allemands ont installé en Ukraine après avoir dispersé la Rada centrale le 27 avril 1918.
Le général monarchiste est photographié ici à Kiev, accompagné d'un représentant de l'armée occupante.

Si à partir du printemps 1917 les événements de Russie avaient donné un élan aux mouvements pacifistes et révolutionnaires, le retard ou les échec essuyés dans leur coordination et dans leur aboutissement firent avorter la possibilité d'une paix révolutionnaire (c'est-à-dire où il n'y aurait eu ni vainqueurs ni vaincus). Dès l'hiver 1917-1918 les négociations de Brest-Litovsk révélaient ce fléchissement et le fait militaire reprenant ses droits la fraternisation sur le front de l'Est pouvait être présentée comme un complot qui mettait à la portée des Allemands une paix victorieuse.

Cette façon de présenter les choses justifiait la position des jusqu'au boutistes dans le camp allié (Lloyd George, Clémenceau...), tout en leur permettant de pouvoir confondre enfin l'ennemi national (l'Allemand) et l'ennemi social ou de classe (le Bolchévik et tous ceux qui prônaient la fraternisation).

Que la confusion reposait sur l'amalgame et un contre-sens ne serait clairement perceptible qu'à partir de l'automne.

En effet, quand les semaines précédant l'armistice du 11 Novembre les troupes du Kaiser sont ramenées dans leur pays "en bon ordre et avec discipline", ce n'est pas tant à cause d'une défaite militaire infligée par les Français et les Anglo-Saxons qu'à la suite de la révolution qui menaçait de submerger l'Allemagne (grandes manifestations à Berlin le 26 octobre, mutinerie des matelots à Kiel le 1er novembre, extension des grèves sur toute l'Allemagne puis abdication de Guillaume II et proclamation de la République les 5 et 9 novembre).

En même temps, des solidarités camouflées jusqu'alors par des doubles jeux (on n'y dénonçait que celui des Bolchéviks, qui n'était point camouflé; tout au contraire...) sont devenues visibles. Au moins pour la postérité, car c'est dans un télégramme secret que Hindenburg écrivait à ses généraux que "le Haut Commandement allemand est disposé à faire route commune avec le chancelier Ebert, chef du parti social-démocrate modéré pour empêcher l'extension en Allemagne du bolchévisme".

De même, du côté des Alliés ceux qui avaient entretenu le mythe de la connivence des Rouges avec "l'ennemi héréditaire" n'incitent guère à poursuivre celui-ci dans sa retraite: au contraire, un grand journal, la Gazette de la Croix, écrit par exemple que "la lutte contre le bolchévisme doit servir de lien entre les trois puissances alliées et leurs ennemis. Une Allemagne forte résistera au bolchévisme". A quelques mois de distance, la concordance est parfaite avec la déclaration précitée de Léopold de Bavière (Février 1918).

L'intervention armée

Après avoir apporté son soutien aux milieux les plus hostiles à la Révolution russe, au général tsariste Kornilov notamment contre Kérensky durant l'été 1917, puis aux Cosaques de Kalédine contre les Rouges en Ukraine dès le début de 1918, l'Entente trouva dans le traité de Brest-Litovsk un fondement légal en quelque sorte pour intervenir directement contre la Russie soviétique. Ces interventions militaires se déployaient principalement dans trois régions.

A l'Extrême-Orient, des navires de guerre japonais, britanniques et américains furent envoyés devant Vladivostok à partir de janvier 1918, cela -disait-on- pour empêcher que les stocks d'armes très importants que les Alliés avaient acheminés à cet endroit pour les Russes, ne tombent entre les mains des Allemands. Mais les Allemands se trouvaient de là à quelque onze fuseaux horaires de distance...séparés du Pacifique par l'immensité sibérienne. L'avance depuis le 5 avril de plus de 70 000 Japonais en Sibérie inquiétait même les Américains : on savait en effet que les Japonais s'intéressaient davantage aux diverses possessions susceptibles d'être vacantes en Extrême-Orient (en premier lieu celles des Allemands bien sûr) qu'au projet allié qui avait envisagé de les engager sur le front occidental.

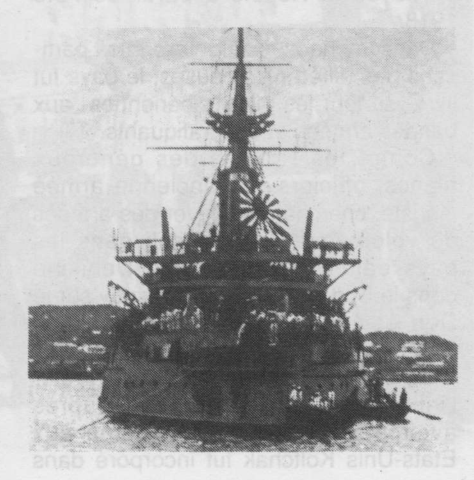
Les deux autres zones d'intervention étaient la mer Blanche et le Caucase.

Sur la côte nord, à Murmansk et à Arkhangelsk arrivèrent depuis le 1er



Le général Kaledine, initiateur de la guerre civile, fit fusiller le 29 décembre 1917 à Rostov les membres du Soviet. "Ce fut terrible de verser le premier sang" avait-il dit par la suite. Abandonné par ses Cosaques qui avaient reconnu les Soviets d'Ukraine, et chassé de Taganrog par les gardes rouges au début de février 1918, il se suicida le 11 à Novotcherkassk, où il s'était retiré avec ses troupes.

Un cuirassé japonais dans la rade de Vladivostok au printemps de 1918.




Un détachement de jeunes soldats requis pour le prélèvement des denrées agricoles, à l'époque du "Communisme de guerre".

juillet, à l'origine pour "protéger" là aussi des dépôts d'armes, des détachements anglo-français puis des Américains et des Italiens, tandis que l'intervention anglaise en Azerbaïdjan apporta son concours à la contre-révolution musulmane. Cette collaboration se traduisit notamment par l'exécution sans jugement de 26 commissaires bolchéviks à Bakou, le 20 septembre.

La guerre civile

Outre les opérations directes les Alliés prirent en effet en charge la cause de la contre-révolution intérieure en intervenant dans la guerre civile que le traité de Brest-Litovsk avait exaspérée. "L'Eglise orthodoxe de Russie, qui groupe la majorité des paysans slaves, prend ouvertement parti contre le pouvoir soviétique (...) les anciens officiers tsaristes humiliés par la révolution d'Octobre, les bourgeois et les propriétaires terriens (...) quelques généraux blancs, une partie des socialistes révolutionnaires, forment l'ensemble hétéroclite qui sera appelé l'Armée blanche".

La "sale paix" avait aggravé les dissensions au sein du pouvoir soviétique et eut des prolongements dans les conflits qui s'étendirent sur la majeure partie de la Russie à partir de l'été 1918.

Dans le chaos, s'affrontèrent les partisans des différentes causes, le pays fut livré -surtout les villes sibériennes- aux bandes armées et aux trafiquants.

Contre les Rouges des généraux blancs, officiers de l'ancienne armée tsariste, cherchaient à lever des armées de volontaires : Ioudenitch dans les pays baltes, Kornilov puis Denikine dans le Sud de l'Ukraine, Krasnov sur le Don et surtout l'amiral Koltchak en Sibérie. Celui-ci en qui "le War Office avait deviné l'homme capable d'arrêter l'infiltration rouge en Sibérie" (après avoir été chargé d'une mission aux Etats-Unis Koltchak fut incorporé dans les forces anglaises de Mésopotamie), pouvait s'appuyer sur un Directoire constitué à Oufa, en Sibérie occidentale, par les SR de droite, et qui avait déjà levé quelque 150 000 hommes. Une autre force sur laquelle il pouvait compter était formée de 45 à 60 000 Tchèques, anciennes recrues de l'armée austro-hongroise qui se rendaient en masse pendant la guerre. La Révolution les libéra et ils constituaient sous Kérensky une véritable armée, en accord avec le Conseil national fonctionnant à Paris autour de Benès et Masaryk. Les Bolchéviks consentirent à leur rapatriement par le Transsibérien via Vladivostok, mais exigèrent leur désarmement. Le conflit éclata lorsque les Japonais débarquèrent en Sibérie. Dès le 17 mai 50 000 Tchèques attaquèrent Tcheliabinsk, puis s'emparèrent de nombreuses villes sur la Volga, dans l'Oural, en Sibérie.

Leur intervention fut à l'origine de l'exécution de Nicolas II et de la famille impériale, qui étaient internés à ce moment à Ekaterinbourg, dans la zone des opérations. Le Soviet de l'Oural craignant de ne pouvoir empêcher leur libération décida de son propre chef l'exécution immédiate du Tsar et de sa suite : 11 personnes en tout furent fusillées dans la nuit du 15 au 16 juillet 1918. Le procès des Romanov était prévu pour la fin du mois...

Entre l'enclume et le marteau

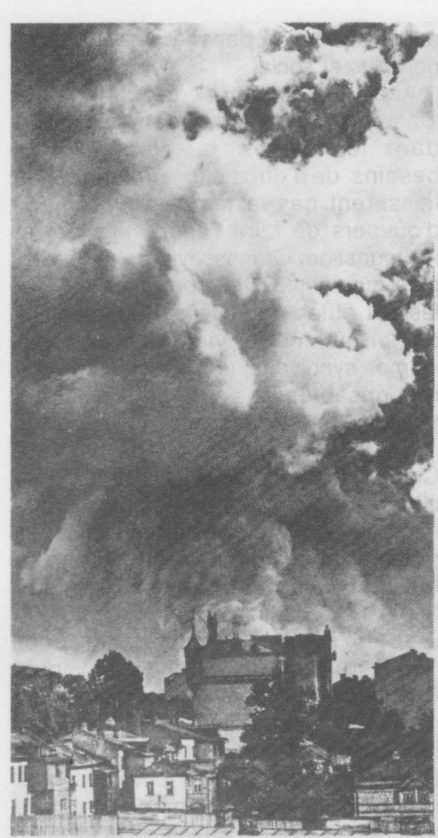
Les forces de l'Est, regroupées par l'amiral Koltchak (qui finit en nov.18 par faire arrêter et emprisonner le directoire SR et former un gouvernement monarchiste à Omsk), par le général Krasnov et l'attaman Doutov ayant pris l'allure d'un nouveau front oriental, les Allemands firent savoir qu'ils marcheraient sur Moscou. La ville, devenue capitale depuis le 16 mars, risquait d'être prise entre l'enclume et le marteau.

Au Nord, à Yaroslav, l'ambassadeur de France Noulens et le britannique Lockhart provoquèrent le soulèvement des gardes blancs pour établir la liaison par Vologda avec les unités débarquées à Mourmansk et à Arkhangelsk.

Sur la mer Noire, en Crimée, un parlement tatare installa le 1er juin un gouvernement contre-révolutionnaire, tandis qu'en Ukraine les paysans se soulevèrent et des guérillas anarchistes diri-

Le colonel tchèque Gajda, et le général anglais Knox passent en revue la légion tchèque en juillet, aux environs de Ekaterinbourg, où la famille impériale vient d'être éxécutée.





L'action terroriste des S.R contre les Allemands en Ukraine : explosion dans une banlieue de Kiev le 14 juin 1918.



L'occupation allemande en Ukraine au printemps de 1918 : soldat allemand sortant d'une maison paysanne.

gés par Makhno (que la Révolution venait de libérer après neuf années de prison) livraient des combats violents contre les Allemands depuis le début août.

"Le front de la guerre civile devenait de plus en plus un anneau qui devait se resserrer plus étroitement autour de Moscou", écrivait Trotsky.

La situation du gouvernement bolchévik était d'autant plus désespérée que les SR de gauche avec lesquels les Rouges partageaient le pouvoir demeuraient violemment hostiles à la "paix ignoble" de Brest-Litovsk et réclamaient sa rupture.

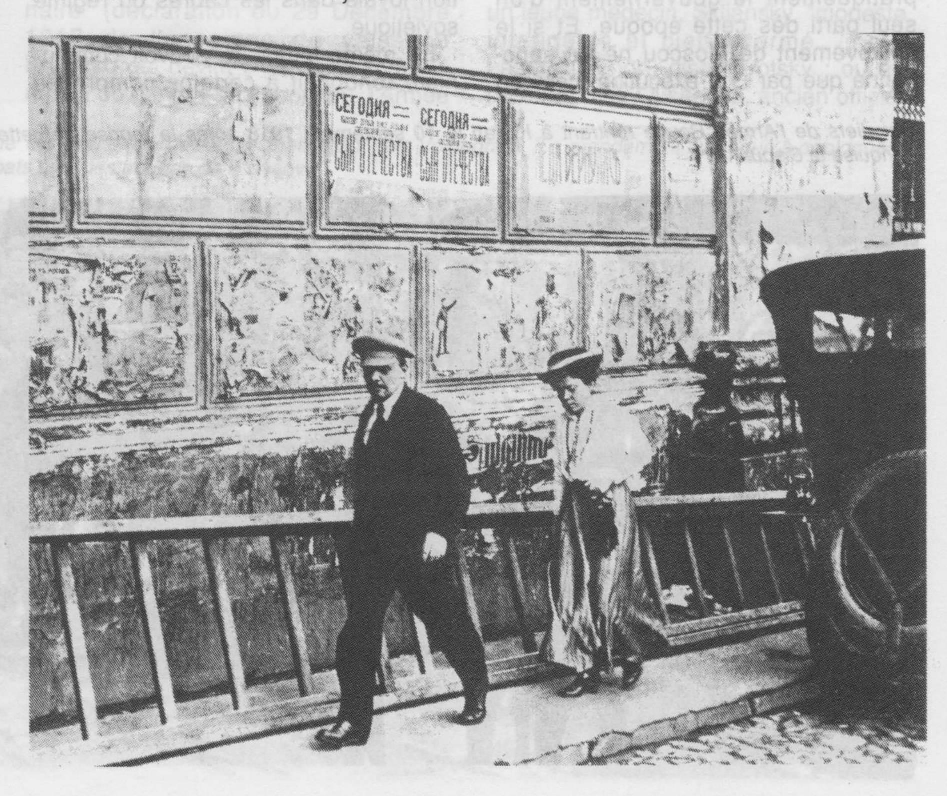
Le 4 juillet, au Ve Congrès des Soviets, Lénine et Trotsky durent affronter la fureur des délégués SR, dont le chef Marie Spiridonova prenait la défense de l'Ukraine et "accusa les bolchéviks de connivence avec l'Allemagne et d'iniquité envers les paysans", puis elle quitta l'assemblée.

Pendant les débats (le Congrès réunissait 733 députés communistes, 353 SR de gauche, 17 maximalistes, 10 sans partis, 4 anarchistes, 4 menchéviks internationalistes et 3 députés des nationalités) les SR tuèrent le comte Mirbach, ambassadeur d'Allemagne à Moscou et, s'appuyant sur la Tchéka dont ils avaient la direction, ils provoquèrent une insurrection en proclamant que "le peuple voulait la guerre contre l'Allemagne". Mais le peuple (de Moscou en l'occurrence) ne bougea pas.

Les métamorphoses de la Révolution

Il est certain que le traité avec l'Allemagne eut en Ukraine des répercussions particulièrement dramatiques, aggravées par les missions de Staline. Celui-ci, commissaire aux Nationalités (et qui ne s'était guère manifesté dans les débats qui faisaient rage autour de Brest-Litovsk) après avoir encouragé les soviets ukrainiens à envoyer des délégués à Brest-Litovsk proposa en avril à son gouvernement de désavouer ces soviets et de reconnaître la Rada. Or le 27 Avril les Allemands déposèrent

Arrivée de Lénine et de sa soeur Maria Oulianova, au Vème Congrès des Soviets, qui s'ouvre à Moscou au théâtre Bolchoï le 4 juillet 1918.





Staline envoyé en Ukraine comme directeur général du ravitaillement.

celle-ci pour la remplacer par un gouvernement fantoche, présidé par l'ataman monarchiste Skoropadsky, très impopulaire en Ukraine. Sans scrupules, Staline envisageait alors des négociations et la paix avec ce gouvernement ouvertement contre-révolutionnaire...

En tout cas, le "suicide politique" des SR de gauche fit du pouvoir soviétique pratiquement le gouvernement d'un seul parti dès cette époque. Et si le soulèvement de Moscou ne fut sanctionné que par une exécution, celle du suppléant du chef de la Tchéka pour "abus du pouvoir", les atrocités, les exactions et les attentats commis par les Blancs entraînèrent dans la 2e partie de l'année l'organisation de la terreur rouge. De ce raidissement du pouvoir l'attentat commis contre Lénine le 30 août 1918 par une SR de droite, Dora Kaplan, fut comme un signe de départ. Le lendemain, la Krasnaïa Gazeta - Journal Rouge de Pétrograde écrivait : "Il est temps que nous commencions aussi...Chaque goutte de sang de Lénine doit coûter aux bourgeois et aux blancs des centaines de morts...Les intérêts de la Révolution exigent l'extermination physique de la classe bourgeoise. Ils sont sans pitié, soyons sans pitié".

La Tchéka créée le 7 décembre 1917 comme une "Commission extraordinaire de répression de la contre-révolution" prenait à partir de l'automne 1918 l'allure d'une police politique. Ses commissions locales étaient particulièrement dures, que Félix Dzerjinsky chef de l'institution, ainsi que le Parti s'efforçaient de modérer; cela d'autant plus que des maniaques et des bandits s'infiltraient dans cet appareil répressif.

Dans l'ensemble, contre 22 exécutions dans la première moitié de l'année la Tchéka aurait fusillé plus de six mille personnes dans les six derniers mois de 1918.

C'est alors que disparaissait également les dernières traces de la liberté politique, comme les journaux d'opposition bourgeoise, qui subsistaient à Pétrograd jusqu'au 3 Août 1918.

Toutefois, les Menchéviks furent autorisés à redevenir légaux en Novembre quand ils s'engagèrent à agir en opposition loyale dans les cadres du régime soviétique.

En même temps, le pouvoir communiste renonçait à certains compromis admis au départ dans le domaine économique et social.

Après Brest-Litovsk on abandonna ainsi la pratique de l'économie mixte dans les usines, où d'ailleurs les besoins de l'efficacité immédiate ne laissèrent pas le temps aux comités d'ouvriers de faire l'apprentissage de l'autogestion. Grands viviers des idéologies ouvriéristes (soutenus surtout par les SR et les Anarchistes), les comités devinrent dès janvier 18 des organismes syndicaux, dont Trotsky, devenu responsables des affaires militaires, envisageait l'étatisation.

En plein milieu du chaos, la 1ère Constitution adoptée en Juillet par le Ve congrès des Soviets consacrait la transformation de la propriété, consolida les mesures révolutionnaires et organisa les pouvoirs publics : congrès des Soviets à la base (1 député pour 25 000 électeurs dans les villes et pour 125 000 dans les campagnes), puis Comité central exécutif (Vtsik, avec 200 membres au plus) désignant à son tour le Conseil du commissaire du peuple (avec 18 commissaires entourés chacun d'un collège), la même structure existant à l'échelon provincial et local.

L'annulation des dettes publiques et privées de l'ancien régime, un des motifs de l'intervention alliée, fut inscrite dans la loi comme "le premier coup porté au capital financier international des banques".

L'Armée Rouge

Avant que la défaite allemande ne rendît nulle le traité de Brest-Litovsk et ne permît une intervention plus conséquente des Alliés contre les Soviets, Trotsky prit en main l'organisation de l'Armée Rouge, qui allait sauver la Révolution et le régime. La genèse de cette armée comportait, comme celle de tant d'autres institutions, les

Cavaliers de l'Armée Rouge rentrant à Kazan le 10 septembre 1918 après la reprise de cette ville que les légionnaires tchèques avaient conquise le 6 août.





Organisateur et meneur d'hommes, Trotsky, Commissaire à la guerre, s'adresse aux soldats rouges sur le front de la guerre civile.

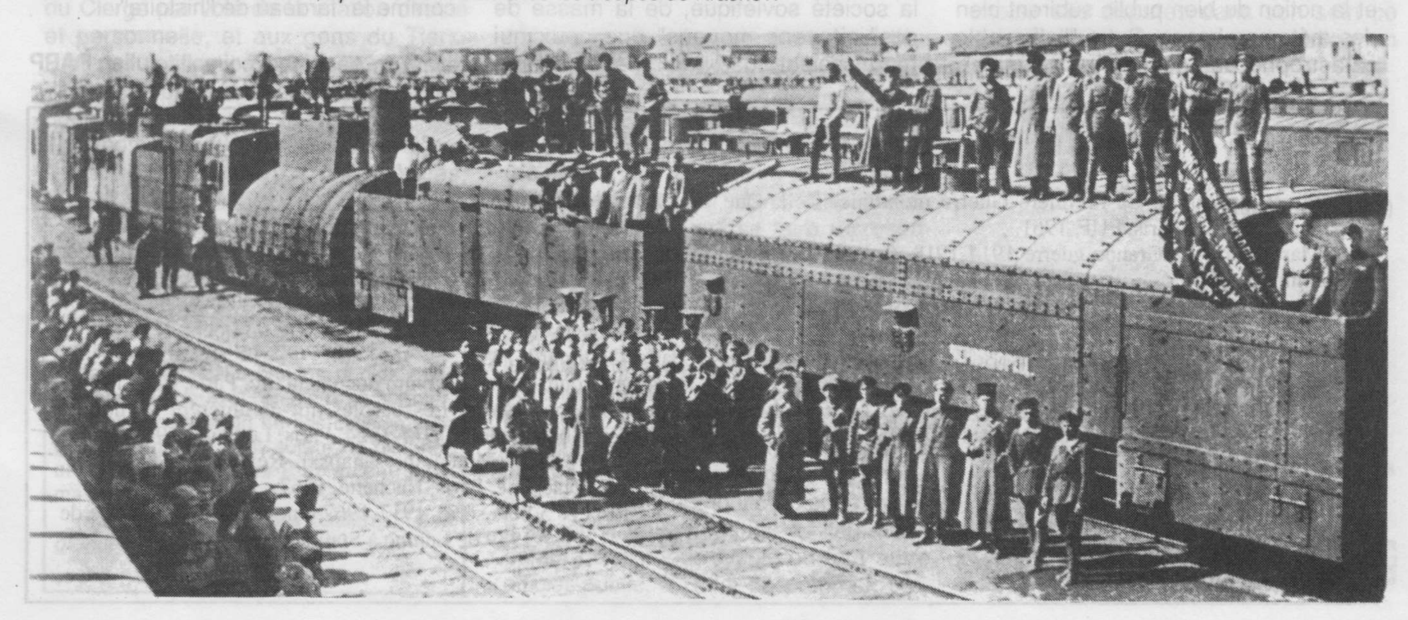
marques des improvisations, des solutions inventées dans le feu de l'action et sous l'empire de la nécessité. L'ensemble de ces mesures constitue ce qu'on prit l'habitude de désigner par "communisme de guerre".

Se présentant au départ comme "une armée populaire-socialiste révolutionnaire" (déclaration du 29 Décembre 1917 de l'enseigne de vaisseau Krylenko qui devint chef d'EM après le rappel du général Doukhonine), l'Armée Rouge fut créée par un décret en janvier, son recrutement étant fondé sur le volontariat. Six mois plus tard, son caractère démocratique subit bien des fléchissements : l'élection des officiers fut supprimée, le service obligatoire et la peine de mort rétablis, cette dernière -comme l'écrivit Trotsky- pour placer "les soldats devant le choix d'une mort possible à l'avant ou d'une mort certaine à l'arrière".

L'Armée Rouge, d'où restait néanmoins exclue la jeunesse des classes possédantes, se renforçait également par l'apport de nombreux prisonniers de guerre allemands, autrichiens, hongrois, serbes..., dont les survivants allaient former les noyaux des partis communistes d'Europe centrale, dans les années I920. A l'automne 1918, les effectifs furent portés à 3 millions d'hommes. Pour encadrer cette armée Trotsky fit appel à un grand nombre d'anciens officiers tsaristes, ce qui ne manquait pas de susciter des critiques y compris dans son propre camp. Mais l'organisateur de l'Armée Rouge payait de sa personne : parti de Moscou le 7 août 1918 pour Kazan, sur la Volga, où la situation était alors la plus critique, il allait passer deux ans et demi dans son fameux train blindé, pour coordonner les batailles et encourager les soldats des unités dispersées sur une douzaine de vastes fronts mobiles.

Tout en maintenant des moeurs et une camaraderie égalitaires il mit en place une organisation rigoureuse, centralisée. Comme toute armée populaire et révolutionnaire l'Armée rouge rejetait les privilèges et fondait l'honneur sur le talent, le dévouement et l'instruction. Parmi ses artisans on rencontre ainsi un jeune médecin, Skliansky, "modeste, infatigable et bien informé... notre Lazare Carnot", disait Trotsky ; ou encore Antonov Ovséenko, ancien officier;

Le train blindé "Tchernomorets", dans la gare de Tsaritsyne (qui deviendra Stalingrad, puis Volgograd). Il a grandement contribué à débloquer cette ville à la mi-octobre 1918, après les combats avec les troupes de Krasnov.





L'enseigne de vaisseau Krylenko, l'un des artisans de l'insurrection d'Octobre est proclamé le 20 novembre 1917 commandant en chef de l'armée bolchévique.

"Soldats !... Soyez vigilants afin d'éviter des exécutions sommaires indignes d'une armée révolutionnaire", dit-il entre autre dans sa proclamation.

GUERRES CIVILES ET INTERVENTIONS 1918-1920

Ivan Smirnov, mécanicien de précision; Smilga, économiste ; Toukhatchevsky, jeune officier...

Mais déjà, pendant que les hommes les plus capables et les plus conscients partaient pour les fronts, "d'innombrables abus se produisaient dans les services du ravitaillement, des privilèges s'établissaient. Le Bureau politique songea à publier des règles de conduite à l'usage des révolutionnaires investis d'autorité."

La guerre civile qui s'annonçait pendant l'été 1918 allait durer quatre ans. Dans ses tourmentes les idées vastes et la notion du bien public subirent bien des métamorphoses. Outre "l'effroyable catastrophe de l'économie nationale", elle préparait aussi l'avènement, dans la société soviétique, de la masse de ces" citoyens moyens" que ceux qui "paraîssaient égaux aux grands événements" ne cessèrent de considérer comme le "fardeau de l'histoire".

Julien PAPP

Bibliographie

Pierre Renouvin, La Première Guerre mondiale, Coll. Que sais-je ? N°326, Paris, PUF, 1961.

Marc Ferro, La Grande guerre 1914-1918, Coll. Idées, Paris, Gallimard, 1969.

François-Xavier Coquin, La Révolution russe, Coll. Que sais-je ? N°986, Paris, PUF, 1970.

Jean Ellenstein, Histoire de l'URSS, 1-La conquête du pouvoir 1917-1921, Paris, Editions Sociales, 1972.

André Fontaine, Histoire de la guerre froide, 1-De la révolution d'Octobre à la guerre de Corée 1917-1950. Coll. Points, Paris, Le Seuil, 1983.

André Marty, La révolte de la mer Noire, Paris, Maspero, 1970.

1.Des tortures...et du sang !

2.Les soulèvements.

Victor Serge, Vie et mort de Léon Trotsky, tome 1., Paris, Maspero, 1973.

Léon Trotsky, Ma vie, Coll. Le Livre de Poche N°1726, Paris, Gallimard, 1953.

Isaac Deutscher, Staline, Coll. Le Livre de Poche N°1284-86, Paris, Gallimard, 1953.

King-Broué, Trotsky, Album documentaire, Paris, EDI, 1979.

Jean-Jacques Marie, Les paroles qui ébranlèrent le monde. Anthologie bolchévique 1917-1924, Paris, Le Seuil, 1967.

Frédéric Rossif-Madeleine Chapsal, Révolution d'Octobre, Coll. Télé-Hachette, Paris, Hachette, 1967.

Historia N°5 hors série, 1917-1967 cinquante ans d'histoire de Russie, 1-1917-1939 de Lénine à Staline.

LES ELECTIONS DE 1789


Costumes des trois ordres

La fin du XVIIIe siècle montre un violent antagonisme des idées et des institutions. Dans un pays demeuré féodal, le peuple, inspiré par les philosophes, a soif d'égalité. La caste des privilégiés se heurte a ceux qui réclament une évolution nécessaire des institutions.

Sur le plan économique, la situation du pays est déplorable. Le roi Louis XVI se décide "d'appeler au secours de la France, la France elle-même", en convoquant des Etats-Généraux, avec le seul souci de combler le déficit financier et retrouver la tranquillité à laquelle il aspirait : "Il espérait, disait-il dans le préambule de l'édit du 24 janvier 1789, que cette Assemblée trouverait le moyen de remédier à tous les maux, d'assurer d'une manière stable la tranquillité publique, et qu'elle lui rendrait à lui-même le calme et la tranquillité dont il était depuis si longtemps privé.".

Les opérations électorales.

En novembre 1788, à Versailles, les Notables reçoivent l'ordre de préparer un projet d'édit dont les dispositions détermineraient les circonscriptions électorales, le mode d'ajournement des électeurs, les conditions de capacité électorale et d'éligibilité, les formes de l'élection et le nombre des députés que chaque collège aurait à envoyer aux Etats-Généraux. Ces travaux aboutissent au règlement du 14 janvier 1789. La circonscription électorale est le grand bailliage, ou bailliage principal.

Les grands baillis sont chargés de faire parvenir aux électeurs des trois Ordres les lettres royales de convocation : aux membres de la Noblesse et du Clergé par voie de la citation directe et personnelle, et aux gens du Tiers-Etat par notification adressée aux syndics et officiers municipaux des villes, bourgs et paroisses.

La nomination des députés du clergé se fait directement par les évêques, abbés, curés et ecclésiastiques titulaires de biens d'église dans le ressort du grand bailliage.

L'élection est également directe pour les députés de la Noblesse. Les nobles (de même que les veuves ou les orphelins) "possédant fief" dans l'étendue de la juridiction peuvent se faire représenter, les autres sont tenus de comparaître en personne.

Pour le Tiers-Etat, c'est un peu plus complexe. Dans les huit jours à dater de la publication de la lettre de convocation, les habitants composant le Tiers-Etat des villes, bourgs, paroisses et communautés de campagne, âgés de vingt-cinq ans, domiciliés et compris aux rôles des contributions, sont invités à se réunir devant le juge du lieu, ou, à défaut devant leur syndic ou tout autre officier public, à l'effet de nommer, proportionnellement à leur population, un certain nombre de délégués, deux à raison de 200 feux et au dessous, trois au dessus de 200, quatre au dessus de 300 et ainsi de suite. Ces délégués se rendent ensuite au siège du bailliage secondaire où, en présence du lieutenant du siège, ils se réduisent au quart. Les élus de cette seconde épreuve se réunissent au bailliage principal, et, confondus avec les députés de l'arrondissement particulier de ce bailliage et avec les délégués des juridictions et des corporations des grandes villes, ils forment, sous la présidence du lieutenant, le collège auquel serait remis le sort de l'élection définitive.

En règle générale chaque ordre doit choisir ses députés dans son sein ce qui n'est toutefois pas une obligation

---

En 1614, (lors des précédents Etats généraux), l'orateur du Tiers avait dû prononcer son discours à genoux, et comme il avait eu la hardiesse de comparer les trois ordres à trois frères, dont le clergé et la noblesse étaient les deux aînés, cette image fut accueillie par les nobles avec des cris de fureur, et l'un d'eux se fit l'interprète de l'indignation de ses collègues en déclarant qu'il y avait autant de distance entre eux et le Tiers-Etat qu'entre les maîtres et les valets.

(Pierre Baudin & Raoul Cadières : Les grandes journées populaires.)

Le Bailliage

Le *bailliage*, ou *sénéchaussée* (terme employé dans les provinces du midi et de l'ouest) était une circonscription judiciaire où le *bailli* (ou *sénéchal*), rendait la justice. Comme certains bailliages étaient très étendus, ils ont été divisés en *bailliages secondaires* (ou de deuxième classe) dans le but de rapprocher les tribunaux des justiciables. Ces tribunaux étaient présidés par un magistrat appelé *lieutenant général du bailli*. Comme le gouvernement, qui ignorait le nombre d'habitants du royaume, ne connaissait pas davantage les limites de ces circonscriptions, il règna une confusion extrême lors de l'envoi des convocations.

---

tot, tot, tot,
Battez chaud
Tot, tot, tot,
Bon courage,
Il faut avoir le coeur à l'ouvrage.
(Estampe populaire)




Les trois ordres :"Cette fois je crois que nous sommes d'accord."
(Estampe populaire)

puisque les électeurs du Tiers-Etat peuvent nommer un membre de la noblesse si tel est leur libre choix.

Le doublement du Tiers.

Le ministre des finances, Necker, dans un rapport adressé au roi précise : "Je pense décidément que votre majesté peut, et qu'elle doit appeler aux Etats-Généraux un nombre de députés du Tiers-Etat égal en nombre aux députés des deux autres ordres réunis, non pour forcer, comme on paraît le craindre, la délibération par tête, mais pour satisfaire le voeu général et raisonnable des communes du royaume". Ainsi fut obtenu le doublement du Tiers.

Les cahiers de doléances

"Sa Majesté, dit le règlement du 24 janvier 1789, a désiré que des extrémités de son royaume et des habitations les moins connues, chacun fût assuré de faire parvenir juxqu'à Elle ses voeux et ses réclamations". Ainsi, conjointement aux élections, devait s'accomplir la rédaction des cahiers des plaintes et doléances.


Pièce populaire en étain frappée à l'occasion de la convocation des Etats-Généraux.

Pour le Tiers-Etat, à chaque degré de l'élection correspond un cahier spécial. Le premier reçoit à la paroisse les griefs et les voeux des plus riches comme des plus pauvres. Autant d'associations communales, autant de cahiers. Tous ces cahiers sont fondus en un seul dans l'assemblée du bailliage secondaire. Enfin, au grand bailliage, un dernier cahier résume, autant que possible, tous les cahiers qui lui sont remis.

La Noblesse et le Clergé doivent rédiger chacun le sien.

Si l'on tient compte des lenteurs de transmission, depuis l'envoi du règlement électoral du 29 janvier à la réunion des trois ordres au grand bailliage fixé généralement dans le courant du mois de mars, on voit que le temps imparti est extrêmement faible pour réaliser une besogne aussi importante. On pouvait craindre que de nombreuses paroisses ne puissent rédiger leurs mémoires dans un délai aussi bref. En réalité ces craintes ne furent point justifiées.

La rédaction des cahiers des paroisses de campagne va poser des problèmes. S'il est vrai que pour faciliter le travail, d'innombrables modèles de cahiers sont publiés, on note que les commissaires chargés de leur rédaction n'ont souvent pas l'instruction nécessaire. De plus il peuvent peser de leur influence pour altérer certaines revendications :"J'ai réussi à ne laisser entrer dans le cahier de mon bailliage que les voeux qui ont le bien général pour objet" écrit, le 9 mars au garde des sceaux, le lieutenant du bailliage de Conches. Ainsi, certaines réclamations insérées dans les cahiers des paroisses sont écartées du cahier secondaire par l'intervention du lieutenant, présidant l'assemblée. Même plainte au niveau du grand bailliage : Un député de la corporation des épiciers d'Evreux adresse à Necker, le 13 mars, la plainte suivante : "La plupart de mes concitoyens, députés avec moi pour la première fois, intimidés des menaces réitérées d'un avocat qui faisait fonctions de procureur du roi, les uns ont retranché de leurs cahiers ce qu'ils devaient faire connaître, les autres n'ont rien présenté."


Mieux vaut tard que jamais.

Ainsi, malgré la rigueur d'un hiver particulièrement froid, la précipitation des délibérations, l'inexpérience des participants et l'excitation des esprits, les élections préliminaires du Tiers-Etat et la dictée des cahiers vont se dérouler tant bien que mal. Il subsiste peu de cahiers du premier degré qui sont égarés ou détruits. C'est une perte regrettable, car leur rédaction, malgré leur manque d'éloquence, nous apporte des renseignements précieux. Que de misères et de douleurs ne révèlent-ils pas !

Certains se bornent à déclarer que les habitants de la paroisse, obligés de chercher au jour le jour leurs moyens de subsistance, ne peuvent s'occuper des moyens propres à soulager les besoins de l'Etat ! Que penser du sombre cahier des habitants de Connelles qui, ayant vu leurs navets et leurs noix détruits par la gelée, leurs bestiaux décimés par l'épizootie, leurs fruits abattus par une trombe, semblent, au lieu d'aspirer à la vie nouvelle, ne plus rien attendre que de la mort !

L'hiver de 1789

Cette année là, le froid fut si vif, que tous les fleuves, la Seine, la Loire, le Rhône, la Garonne furent gelés. La mer même se prit le long des côtes sur une largeur de deux lieues, et les glaces bloquant le port de Marseille, interceptèrent tout commerce. Le roi fit allumer de grands feux sur les places publiques, ce qui n'empêcha pas des milliers de personnes de mourir de froid, non seulement sur les routes et dans les villages, mais dans les villes et même à Paris.

Au froid s'ajouta la famine. Les moulins s'arrêtèrent faute d'approvisionnement. Bientôt la panique se répandit dans tout le royaume : les particuliers qui avaient quelques ressources, prenant peur et craignant d'être exposés à manquer de blé, accaparèrent tous les grains qu'ils purent acheter. Par là, ils affamèrent à leur tour les moins riches et les pauvres. Dès le mois de mars la disette commença, en de nombreux endroits, les populations se soulevèrent en demandant du pain.

(Amman et Coutant, La fin de l'Ancien Régime et la Révolution -1912)

De l'influence de la Franc-Maçonnerie

Il est maintenant établi qu'il n'y a jamais eu le moindre complot de la maçonnerie française pour renverser le gouvernement en place, contrairement à ce qu'ont affirmé de nombreux auteurs du siècle dernier (R.P. Barruel, Robinson, de Lannoy etc..). Par contre, on peut admettre que la Révolution a bénéficié du travail philosophique des Loges. Ses grands principes sont ceux qu'applique la Déclaration des droits de l'homme, son personnel sera nombreux parmi les dirigeants de la Constituante et son organisation servira de modèle à l'organisation électorale du pays.

Les événements de ce début de l'année 1789 éveillent l'attention des Loges, et, sans intervenir directement dans la



Ah ! que le temps est dur ! gravure allégorique de 1788-89

campagne électorale, ils ne peuvent dissimuler leur sympathie pour les réformes. C'est ainsi qu'il n'est pas douteux que de nombreux francs-maçons sont les rédacteurs des cahiers et des brochures électorales. Cette grande puissance d'esprit et d'opinion va influencer les jeunes générations avides de changement : justice sociale, déisme vide de toute substance dogmatique, fraternité.

Maurice Jusselin, dans ses *Recherches sur des cahiers de 1789 en Eure et Loir*, note " L'amitié fidèlement entretenue entre les bazochiens (Clercs de la Bazoche de Chartres) paraissait avoir pour suite naturelle la fraternité maçonnique". Il explique que les Francs-Maçons se trouvent dans les trois ordres, notamment dans le bas clergé et sur les huit députés et suppléants du bailliage de Chartres, trois sur quatre sont francs-maçons.

L'exemple du bailliage d'Evreux

Le bailliage d'Evreux comprend six bailliages secondaires : Beaumont-le-Roger, Breteuil, Conches, Ezy-Nonancourt, Orbec et Bernay. On constate que cette circonscription ne correspond en rien à ce que devait être plus tard le département de l'Eure.

Les trois ordres, Clergé, Noblesse et députés du Tiers-Etat sortis des assemblées des bailliages secondaires sont convoqués à Evreux, le 16 mars 1789. Sept cent cinquante écclésiastiques, quatre cent trente gentilshommes, trois cents députés du Tiers, répondent à cet appel. L'ouverture de la première séance générale est annoncée à huit heures du matin par la grosse cloche de la cathédrale, et une messe du Saint-Esprit, dite par l'abbé de Cernay, invoque dit-on sur les assistants "les inspirations divines".

Après la messe, l'Assemblée se constitue dans la cathédrale même sous la présidence du grand bailli, de Courcy de Montmorin. A côté de lui, Girardin, lieutenant général du grand bailliage. A droite l'Ordre du clergé avec à sa tête les évêques d'Evreux et de Lisieux ; à gauche, la Noblesse ; au milieu, mais en arrière de quelques pas, le Tiers-Etat. A gauche du président, se trouve Gazan, le procureur du roi. Adrien Buzot (oncle du futur député), greffier, tient la plume.

De son discours inaugural on retient deux passages intéressants et quelque peu contradictoires : "Déjà, d'un bout de la France à l'autre, se sont répandues les véritables idées sociales qui établissent sur des bases solides les droits de l'homme et du citoyen. Le gouvernement, loin de gêner le cours de ces idées, leur a laissé une liberté qui répond de ses intentions généreuses." et plus loin, : "Le Tiers-Etat tiendra compte aux deux Ordres du plaisir fraternel qui a signalé parmi nous le succès de ses demandes. En échange, il n'enviera point à ses aînés quelques prérogatives honorifiques, légitimées par le temps, et qui, dans toute monarchie, accompagnent l'antiquité des races et celle des services.".

Puis commence le long appel nominal et la vérification des pouvoirs qui ne se termineront que le lendemain vers midi. Parmi les noms proclamés dans l'ordre de la Noblesse, on retient celui de Louis-Stanislas, fils de France, frère du roi, duc d'Anjou, Alençon et Vendôme, comte du Perche, du Maine et Senonches, seigneur des bailliages d'Orbec et de Bernay. Ce prince, nos lecteurs l'on déjà deviné n'est autre que le futur Louis XVIII, représenté à l'assemblée par le marquis de Chambray.

Une proposition est alors faite pour que les trois Ordres ne remettent qu'un seul et unique cahier, rédigé en commun, comme le préconisait le règlement du 24 janvier. La Noblesse propose que chaque citoyen supporte, dans une parfaite égalité, en proportion de sa fortune, les impôts et contributions du royaume, mais en même temps déclare vouloir retenir tous ses droits de propriété soit territoriale, soit seigneuriale, comme aussi tous ses privilèges honorifiques. Le Clergé fait la même déclaration, consentant à supporter sur ses biens les charges exigées par les besoins de l'Etat, il ajoute toutefois que les Etats Généraux devraient comprendre dans la dette nationale les emprunts que le Clergé avait contractés pour le roi et qui n'étaient pas acquittés.

Ces propositions, qui maintiennent la conservation des privilèges, ne sont évidemment pas retenues par le Tiers-Etat. Aussi du 18 au 23 mars, les Ordres, répartis dans des salles différentes, s'occupent activement de la rédaction de leur propre cahier.

Si, du côté de la Noblesse et du Tiers, les délibérations semblent se dérouler dans la plus grande courtoisie, il n'en est pas de même pour la Chambre du Clergé qui est le théâtre des scènes les plus orageuses. Un conflit oppose les hauts dignitaires de l'Ordre et les curés congruistes. Ces derniers ont l'avantage numérique de trente contre un. Dans la soirée du 16 mars, ils se réunissent dans une chapelle particulière. Là, un curé du diocèse d'Evreux, bientôt soutenu par un curé du diocèse de Lisieux, déclare tout net que depuis trop longtemps le Clergé inférieur gémissait sous l'oppression des évêques et que le temps était venu de secouer un joug odieux. C'est ainsi que le 17 mars, à l'ouverture de la délibération officielle, les curés repoussent avec mépris la proposition de l'évêque d'Evreux de désigner un secrétaire de son choix. Toutes les propositions faites par le prélat étant repoussées, le cahier fut rédigé dans un esprit hostile au haut Clergé. L'évêque écrit le 20 mars au garde-des-sceaux : "..Il m'est impossible, quelque chose que je puisse leur dire, de mettre aucun ordre dans l'Assemblée. J'ai voulu, par exemple, leur représenter que nos doléances devaient être renfermées dans les choses qui concernent la religion et notre état; ils n'en ont tenu aucun compte. (...) On a aucun moyen de les contenir ; et cependant ils arriveront aux Etats-Généraux sans la moindre connaissance sur nos affaires ecclésiastiques, sans aucun intérêt pour défendre nos droits, nos juridictions,

La Révolution a bénéficié du travail philosophique des Loges.



nos fiefs, nos possessions territoriales.". Le lendemain, il adresse en ces termes une lettre au ministre des finances, Necker : "Le Clergé pourra-t-il se trouver représenté lorsque le plus grand nombre de ses députés sera pris parmi les curés qui, en général, n'ont pas d'intérêt à défendre nos propriétés foncières, les droits de nos fiefs, la juridiction qui concerne la discipline et qui, à cela, joignent l'inhabitude et l'ignorance complète de nos grandes affaires dont ils ne se sont jamais occupés ?"

Ces documents montrent avec clarté, à la fois le désarroi du haut clergé et l'influence déterminante des curés dans la réussite du processus révolutionnaire. Il est vrai que ce même haut clergé aura sa revanche, quelques années plus tard, lorsqu'il dressera contre la République ses curés fanatiques dans l'ouest de la France.

Le 23 mars, les trois chambres remettent leurs cahiers et font l'objet de communications réciproques.

Les élections se déroulent les 23 et 24 mars.

L'Ordre de la Noblesse a droit à deux députés. Les suffrages se portent sur le marquis de Chambray et le comte de Bonneville que l'on retrouvera en 1793, lieutenant général dans l'armée du Nord, et qui se distinguera contre les autrichiens.

L'Assemblée du clergé élit Jean-Joseph Delalande, curé d'Illiers-l'Evêque, et Robert-Thomas Lindet, curé de la paroisse de Sainte-Croix de Bernay, deux députés aux destinées différentes. Le premier refusera de prêter le serment prescrit par la Constitution, et signera la protestation du 30 août 1791. Arrêté, il sera parmi les prêtres massacrés en septembre 1792. Le second deviendra évêque constitutionnel et député montagnard à la Convention (avec son frère Robert). Le Tiers-Etat a quatre députés à nommer. Sont élus successivement : Buschey des Noës, conseiller du roi, Denis Lemaréchal négociant, Beauperey, propriétaire. Au quatrième tour de scrutin, les suffrages se divisent entre deux personnes Buzot, jeune avocat et Signol, laboureur. Buzot, alléguant la faiblesse de sa santé, refuse cette candidature qu'il finit par accepter, cèdant aux instances des électeurs. Chacun sait la triste fin que connaîtra le célèbre girondin.

Le 27 mars, les trois ordres se réunissent de nouveau en assemblée générale. Les huit députés jurent, entre les mains du grand bailli, *de se trouver à l'Assemblée des Etats-Généraux et d'y bien et fidèlement défendre les intérêts du bailliage, de la province et du royaume, conformément aux instructions, mandats et pouvoirs qu'ils avaient reçus.*

Après leur avoir donné acte de leur serment, le grand bailli leur adresse ces paroles : "Vous êtes les députés de la nation entière ! Tous les députés aux Etats-Généraux sont les nôtres. Les trois Ordres, quoique séparés, ne sont plus qu'un même esprit, qu'une seule voix pour le bien général". La session électorale est close.

L'ouverture des Etats-Généraux

Cette manifestation, considérée par Michelet comme "l'ère véritable de la naissance du peuple", est sans aucun doute le début d'une France différente où chacun croit y voir naître la *concorde universelle.*

Les élections, commencées le 7 février, ne sont pas achevées, puisque certains députés ne seront désignés que début juin ! L'ouverture des Etats-Généraux, dont la date avait primitivement été fixée au premier mai, est reportée au 5 mai.

Le 4 mai a lieu, à Versailles, la cérémonie inaugurale. Tous les membres de l'Assemblée se rendent en procession à l'église Notre-Dame, pour y entendre la messe. Les députés des ordres privilégiés sont revêtus de magnifiques costumes aux couleurs éclatantes, tandis que les membres du Tiers portent modestement un habit noir avec le petit manteau court. Ce sera la dernière manifestation de l'ancien régime.

Georges Pelletier

BUZOT (François-Nicolas-Leonard).

Né à Evreux le 1er mars 1760, mort à St-Magne dans la Gironde, le 18 juin 1794.

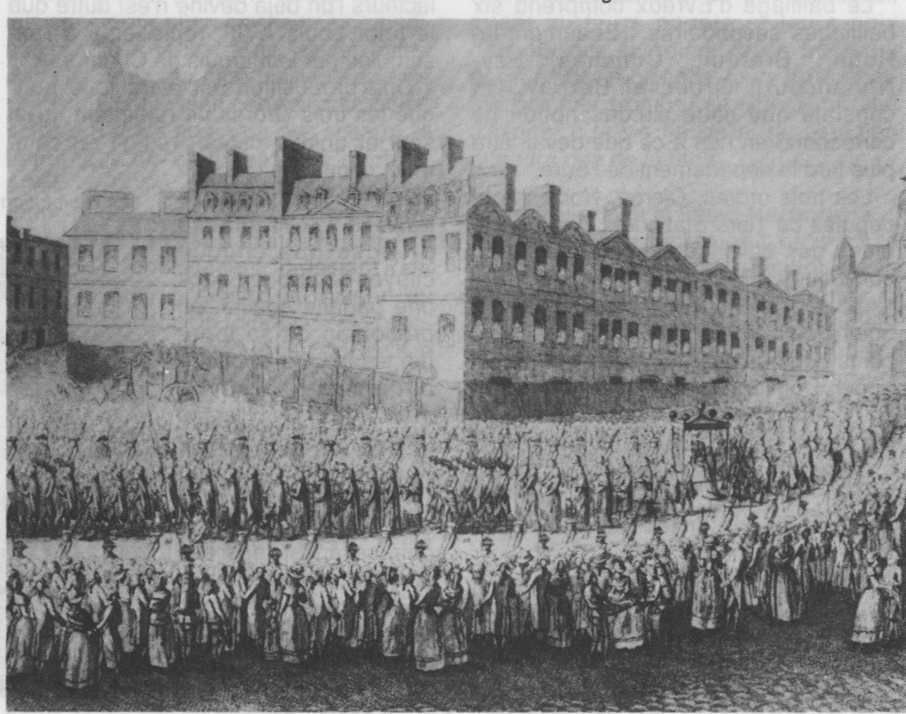
Issu d'une famille modeste, il se destine à la bazoche. A 24 ans, il épouse la fille d'un ancien maître de forges, s'alliant ainsi à la famille du garde des sceaux, Barentin. Cette circonstance n'est pas étrangère à sa nomination de député. Il siège à l'extrême gauche de la Constituante. Après son élection au siège de président de tribunal à Evreux, il fait la connaissance, à Paris, des époux Roland. La fréquentation de Madame Roland va atténuer ses convictions, provoquant toute une série de maladresses qui aboutiront à sa perte et à celle de ses amis.

LINDET (Thomas)

Né à Bernay le 13 novembre 1743, mort dans la même ville le 10 Août 1823. On le confond parfois avec son frère Robert, avocat, qui deviendra à son tour député à la Législative.

Fils d'un marchand bourgeois, Th. Lindet fait des études au séminaire, est reçu docteur en théologie, et est nommé curé de Sainte-Croix, à Bernay, paroisse alors pauvre et sans ressources. Elu député aux Etats-Généraux, il se rallie au parti de la Révolution, adhère à la Constitution civile du clergé, est élu évêque d'Evreux. Lors de la division de la France en départements, il lutte pour que Bernay devienne le chef-lieu du département de l'Eure et perd sa cause contre Buzot qui soutient les intérêts de la ville d'Evreux. Il restera depuis, son adversaire à la Convention. En 1792 il se marie contre l'avis de son frère. Son rôle, à la Convention est très effacé. Il s'occupe de l'organisation des bibliothèques des départements avec les fonds des communautés religieuses. Le 7 novembre 1793, il renonce à la prêtrise. Thomas Lindet siègera au Conseil des Anciens jusqu'en 1798, et se retirera dans sa ville natale où il exercera au barreau jusqu'en 1813. Il fut enterré civilement.

...Tous les membres de l'Assemblée se rendent en procession à l'église Notre-Dame de Versailles





Les demi-mères

Un exemple venu de haut et de loin

Emergeant de la dentelle, l'opulente rondeur d'un sein s'offre à un enfant richement emmailloté. En guise de hochet, le cordon bleu et la Croix de l'Ordre du Saint-Esprit indiquent la qualité peu ordinaire du poupon : *"Fils de France"*, futur *"Roi Soleil"*, quatorzième de sa lignée à porter le prénom de Louis.

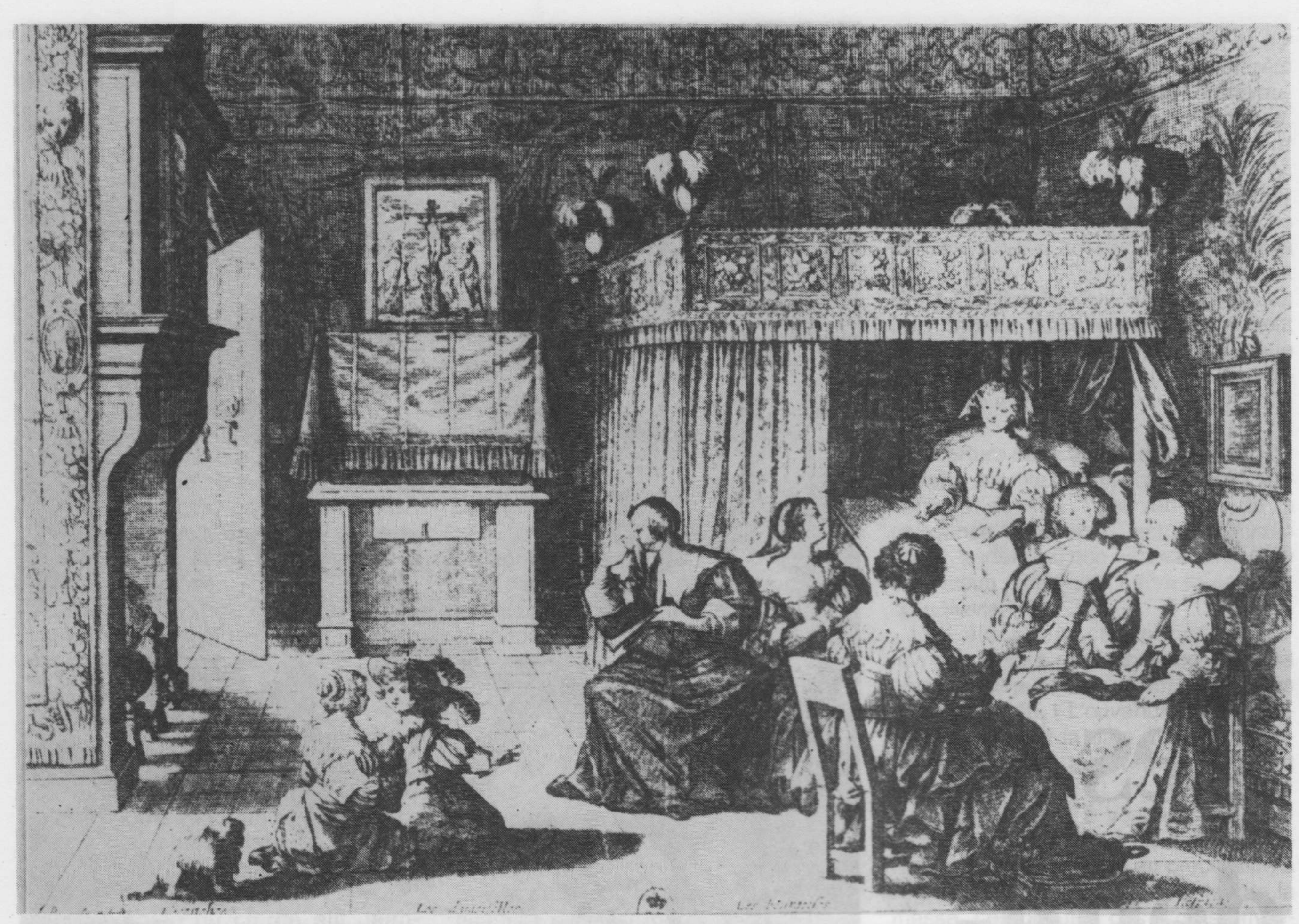
A en croire les chroniqueurs de la Cour, le Dauphin - qui serait venu au monde avec deux dents ! - épuisa successivement neuf nourrices, soigneusement choisies et surveillées par les médecins les plus réputés du Royaume. Voracité prémonitoire, écrit un diplomate hollandais : *"Le Dauphin ne se borne pas à tarir ses nourrices, il les déchire par ses morsures. C'est aux voisins de la France de se défier d'une si précoce rapacité."*

Si on admire les faits et gestes du nourrisson (dont la naissance, le 5 septembre 1638, met fin à vingt-trois années de mariage stérile) nul n'ose reprocher à la reine de ne pas allaiter son prestigieux rejeton. Respectant la tradition, Anne d'Autriche a accouché en public, protégée par la magique mâchoire de Sainte Marguerite, patronne des accouchées. A la sage-femme, aux médecins, chirurgiens, apothicaires royaux et à leurs aides - chargés du bon déroulement de l'opération - s'ajoutaient une vingtaine de prêtres (évêques courtisans, aumôniers et confesseurs) porteurs des nécessaires secours spirituels. Le Président du Parlement de Paris et le Prévôt des Marchands, les princes et les princesses participaient également au peu commun spectacle, afin de garantir la légitimité du nouveau-né.

Une fois délivrée de son royal fruit, dont chacun des assistants aura pu vérifier l'expulsion sans tricherie et le sexe, Anne d'Autriche a accompli sa mission : perpétuer la race élue de Dieu. Pour l'occasion, on aura pu lorgner l'intimité de la reine. Mais on ne verra pas ses mamelles dans l'exercice d'une fonction indigne d'une souveraine.

L'accouchée n'est certes pas une mère ordinaire. Première femme du Royaume, nimbée d'une auréole mythique, épiée de jour comme de nuit depuis qu'elle a épousé Louis XIII - Lieutenant de Dieu sur terre, oint des Saintes Huiles et magique guérisseur des écrouelles - la reine appartient à un univers de légende. Semi divinisée, elle devait assurer la pérennité de la couronne. C'est chose faite. Ou presque, *"Celui qui n'a qu'un enfant n'en a aucun"* : ce dicton vaut pour les humbles comme pour les puissants. Reste donc à la souveraine de garantir la succession royale en engendrant un héritier suppléant au plus vite : Anne d'Autriche a trente-sept ans, un âge où les grossesses commencent à devenir rares. Aux nourrices de se relayer autour du berceau de l'insatiable nouveau-né. On n'imagine pas plus une reine de France en train d'allaiter que de s'affairer devant les fourneaux d'une cuisine ou de manier un balai.

En 1778, lorsque Marie-Antoinette devint enfin grosse, après sept longues années de mariage infécond, elle émit



Trônant richement vêtue dans son lit de parade, la jeune accouchée préside une véritable réception mondaine. En dehors du cercle des visiteuses, deux enfants habillés en adultes se tiennent auprès d'un caniche. Derrière les lourds rideaux de la literie, le père dissimule son indiscrète présence. Mais, du nouveau-né, pas la moindre trace dans la chambre. Pas même un berceau. En mettant son rejeton au monde après neuf mois de grossesse, la mère a rempli sa mission, laissant à une nourrice la charge des soins fatigants et rebutants. Dans un tel contexte, la présence d'une scène de crucifixion prend une valeur pour le moins équivoque. (Abraham Bosse : Visite à l'accouchée, XVII ème siècle).

le vœu de nourrir l'enfant tant espéré. Cette manière de sacrifice, offert à Dieu en remerciement de la grâce accordée, s'inspirait de la mode lancée par Rousseau seize ans plus tôt. Cependant, après l'accouchement-spectacle de la reine, trois nourrices se chargèrent du nouveau-né : une simple fille et donc une demi-réussite. Et la reine oublia facilement sa promesse pour parfaire sa mission en donnant un héritier à la couronne.

Un exemple royal eût pourtant rendu un grand service à la cause des apologistes de l'allaitement maternel. Faute d'une telle aubaine, ceux-ci furent réduits à réinventer l'histoire, affirmant sans la moindre preuve que, en l'an de grâce 1214, Saint Louis fût nourri du lait de sa mère Blanche de Castille. Pour faire vrai, on attribua à cette dernière l'exemplaire comportement de la comtesse Ide, rapporté dans une chanson de geste du XIIIe siècle : *"Le Chevalier au Cygne et Godefroy de Bouillon"*. (1) Même si on veut bien admettre cette très douteuse et invérifiable assertion, force est bien de reconnaître que, durant des siècles, les reines de France se comportèrent en demi-mères, imitées par toutes les femmes de l'aristocratie d'abord, de la bourgeoisie ensuite.

Mais toutes celles-là peuvent-elles se sentir concernées par les multiples accusations des moralistes, tel le savant imprimeur Henri Estienne. A propos des femmes *"qui abandonnent leurs enfants aux premières nourrices venues"*, le célèbre humaniste de la fin du XVIe siècle écrit :

"Si je n'ose pas dire que telles mères sont meurtrières (et principalement quand ceci se fait par celles qui n'ont point excuse légitime les dispensant de faire office de mères), je ne ferai point difficulté de dire (...) qu'elles font pis que les païens et païennes qui exposaient leurs enfants."

Les reines et dames de qualité n'ont-elles point d'*"excuse légitime"* : tenir leur rang en l'occurence et se tenir disponible pour la nécessaire tâche de la procréation, dont nul domestique ne peut les décharger. Par ailleurs, elles ne confient pas leurs rejetons aux *"premières nourrices venues"*, mais choisissent soigneusement leurs remplaçantes, qu'elles n'hésitent pas à changer quand la santé du nourrisson laisse croire à une mauvaise qualité du lait ingéré. Enfin, la passagère mode de l'allaitement maternel, qui gagna l'aristocratie après la publication de l'*"Emile"*, s'avéra peu concluante. Conquises par les idées du philosophe, quelques nouvelles mères offrirent le sein à leurs rejetons, sans pour autant renoncer aux exténuants plaisirs de la vie mondaine. Il en résulta un tel accroissement de la mortalité infantile que les médecins durent conseiller à leurs riches clientes de pousser le sacrifice jusqu'au bout en se consacrant entièrement à leur enfant ; ou bien de revenir à l'ancienne pratique des nourrices. Une égoïste demi-mère suppléée par une robuste campagnarde vaut mieux qu'une faussement généreuse mère au lait altéré. Quant aux petits paysans souvent condamnés par un sevrage prématuré, on ne s'en soucie guère. De leur éphémère destin ne restent que quelques lignes voisines, dans les registres des baptêmes et des sépultures. Leurs génitrices, qui louèrent leurs mamelles à quelques héritiers fortunés n'ont pas laissé davantage de traces. Aussi, faute de témoignages directs, faut-il le plus souvent débusquer les nourrices et leurs enfants et par delà les discours

(1) Voir : Le devoir des mères.

d'une élite qui méprise et ignore les masses populaires, sans lesquelles il n'existerait ni roi, ni aristocrate, ni bourgeois.

Le pouvoir des pères

Si, depuis l'Antiquité, nombre de moralistes condamnèrent le refus d'allaiter et l'expliquèrent par l'égoïsme des parents, de ces derniers nous n'avons guère d'échos directs. Preuve a contrario de l'indifférence vis-à-vis de la petite enfance ? Pour conforter une telle conclusion, il nous faudrait posséder des témoignages émanant de tous les milieux sociaux. Or l'analphabétisme de la majeure partie de la population réduit celle-ci au silence et, parmi la fraction lettrée, rarissimes sont les voix féminines à se faire entendre. Rarissimes et suspectes : les femmes de lettres sont-elles véritablement représentatives de leur sexe, sinon de leur caste ?

"Je ne puis recevoir cette passion de quoi on embrasse les enfants à peine encore nés, n'ayant ni mouvement d'âme, ni forme reconnaissable au corps, par où ils se puissent rendre aimables. Et ne les ai pas soufferts volontiers, nourris près de moi", confesse Montaigne à la fin du XVIe siècle. Dans le même chapitre, intitulé *"De l'affection des pères aux enfants"*, il ajoute encore, avec sa franchise coutumière : *"J'ai perdu deux ou trois enfants en nourrice, non sans regret, mais sans fâcherie. Léonore est la seule qui ait échappé à cette infortune."*

Certes, il ne s'agissait que de filles (quatre décédées en bas âge et non deux ou trois !) et le père incomplet laisse à plusieurs reprises poindre son regret de ne pas avoir engendré de rejetons mâles. A ceux-ci, il aurait appliqué ses principes pédagogiques, mais seulement à partir du moment où ils auraient possédé une allure humaine et une capacité de raisonnement suffisante. Aux femmes du commun de s'occuper des nourrissons ; à la mère de prendre le relais pour se charger de la petite enfance des garçons et de l'éducation des filles, toutes besognes également indignes de l'attention d'un philosophe.

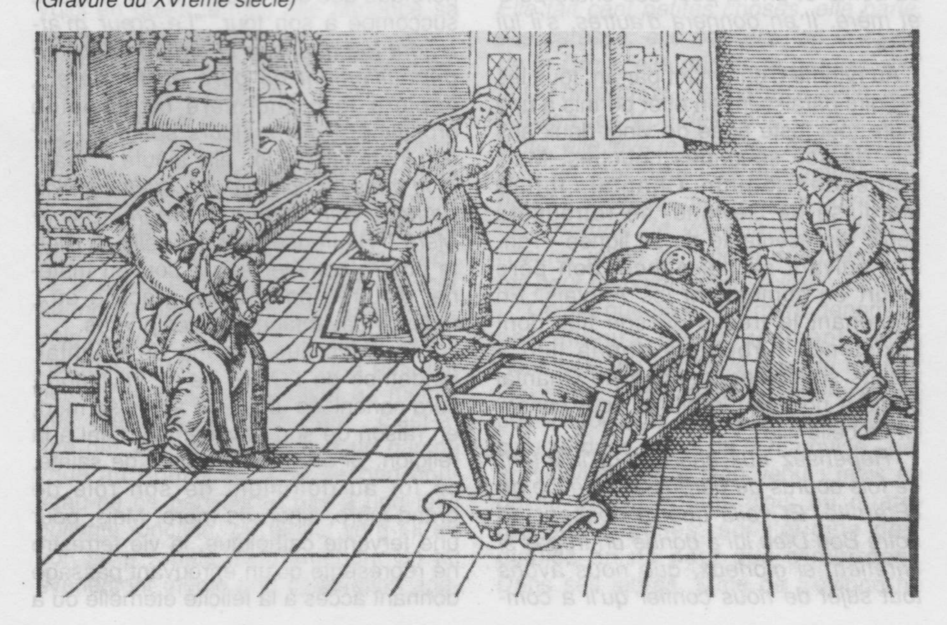
Par ailleurs, le temps d'une phrase, l'auteur des "Essais" s'apitoie assez paradoxalement sur le sort des nourrices, auxquelles il recourut pourtant sans la moindre vergogne. Celles-ci, écrit-il, *"pour un fort léger profit"* doivent abandonner leurs propres enfants *"quelque danger qu'ils puissent encourir"*. Faute de connaître le sentiment de ces mères de remplacement, troquant pour quelques sous leur propre nourrisson contre un petit étranger, du moins aurions-nous aimé recueillir l'avis de Françoise de la Chassagne, épousée sans passion par Michel de Montaigne, puis reléguée aux tâches domestiques par son seigneur et maître, tout entier préoccupé de lui-même. Renonça-t-elle à allaiter ses fillettes de son plein gré, par convenance, ou par obéissance ?

A défaut de porter un remède à l'excessive mortalité infantile, la religion permet aux parents de se consoler assez facilement. Epargnées par les souillures de l'existence, les âmes des petits chrétiens gagnent directement le paradis, bénéficiant du salut éternel grâce à leur courte vie. On ne va cependant pas jusqu'à féliciter les "demi-mères" qui, plus ou moins consciemment, abrègent les jours de leurs enfants...

"A petit mort, petit deuil"

Pour original qu'il soit, Montaine n'apparaît pas comme une exception. Sans oser pousser la sincérité aussi loin, on fait généralement peu de cas de la petite enfance à une époque où, le plus souvent, un nouveau-né chasse l'autre. *"Dieu nous l'a donné, Dieu nous l'a repris"*, notent de très nombreux pères dans leur livre de raison. Réflexe de défense, sans doute : s'attacher à des fragiles existences dont moins de la moitié dépasseront l'âge de dix ans, c'est se préparer une vie de chagrin. A ce fatalisme encouragé par la religion s'ajoute une dépréciation des chétives créatures aux fonctions essentiellement digestives. On n'accorde de décentes funérailles qu'aux enfants ayant, avec l'âge de raison, acquis une apparence humaine. Aux garçons davantage qu'aux filles, aux aînés davantage qu'aux cadets ; l'affliction se confondant avec le sentiment de gâcher un capital humain. On regrette moins la première pousse d'une graine que l'arbre greffé, taillé, arrosé. Lors des grandes hécatombes, les curés se contentent de mentionner, dans les registres de sépultures, l'inhumation de *"petits corps"*,

Dans les milieux aisés, on considère comme d'avilissantes tâches l'allaitement et l'élevage des enfants. Aussi confie-t-on ces derniers aux soins de "mères de remplacement", hébergées au domicile des parents quand une telle présence ne constitue pas une gêne.
(Gravure du XVIème siècle)



sans signaler ni les noms ni les âges.

En 1659, le médecin Eusèbe Renaudot déplore dans son journal le décès de son fils François, âgé de quelque six ans *"que nous appelions par tendresse Pépé"* . Encore le père croit-il utile de justifier son affliction : *"Sa mort nous ayant si vivement touchés par les bonnes qualités qu'il possédait au corps et à l'esprit, que ne se peut guère rien ajouter à la vive douleur que sa mère, qui l'aimait tendrement et appréhendait toujours de le perdre, et moi, en avons ressentie, et peut-être plus qu'il ne faut pour des gens qui font profession de se soumettre aux ordres d'En-haut."* En revanche, il enterre sept autres de ses enfants sans un mot de regret, sauf pour un garçon d'un an : ce dernier ressemblait au *"cher Pépé"* ...

Des rares réactions maternelles connues, retenons d'abord celle de la duchesse de Longueville. En 1650, celle-ci se console assez facilement de la perte d'une fillette âgée de quelques mois : Dieu a accordé une *"grande grâce"* à la petite fille défunte en lui épargnant, par cette mort prématurée, les inévitables souffrances et embûches de l'existence. Au contraire, la mère se pâme de désespoir lorsque disparaît son fils de vingt ans. Encore surmonte-t-elle son chagrin en apprenant que le trépassé s'est dûment confessé avant de périr glorieusement en combattant les Anglais. Somme toute un bon chrétien ne peut qu'envier le destin du jeune militaire. Après avoir célébré les funérailles dignes de l'âge, du rang et des mérites de son garçon, la duchesse se retirera dans un couvent. Pour y remercier Dieu ? En se cloîtrant, Madame de Longueville abandonne son nom, son titre et sa fortune. Mais elle gagne au moins un qualificatif : religieuse. En effet, si la langue française permet d'évoquer la situation d'une veuve ou d'une orpheline, elle ne prévoit aucun terme pour désigner une mère endeuillée...



L'enfant ne suscite un intérêt grandissant qu'une fois franchi le difficile cap des premières années, à mesure que son existence devient plus assurée et son comportement plus raisonnable. Significatif témoignage de l'indifférence vis-à-vis de la petite enfance, la langue française officielle ne comporte aucun terme pour caractériser cette première étape de la vie. Avant d'annexer, en modifiant leur sens, les mots anglais et italien *"baby"* et *"bambino"*, il fallait recourir à des vocables latins ou populaires, aux connotations assez péjoratives. Ainsi, employés dès le moyen-âge, *Marmouset* et *Marmot* désignaient-ils à l'origine un singe, puis une figure grotesque. Quant à *Poupart* ou *Poupon*, ils dérivent d'une racine latine signifiant petite fille (une créature dévalorisée) et poupée (un simulacre inanimé). Pour parler familièrement de ses petits-enfants, Mme de Sévigné utilise le provençal *Pichon* (Pitchoun), diminutif de petit:
(Fusain de Rubens : 1577/1640)

Le coeur d'une sainte

Mme de Sévigné, qui rapporte ces quelques anecdotes, pourrait tout aussi bien citer sa propre famille. Lorsqu'elle vint au monde, le 5 février 1626, elle avait été précédée par un frère, décédé à quelques mois en juillet 1624, et par une sœur, mort-née au début de l'année suivante.

Du couvent où elle s'était retirée après son veuvage, Jeanne de Chantal, grand-mère du petit défunt, écrit aux parents surtout attristés par la perte d'un héritier mâle : *"C'est une bénédiction que les prémices de votre mariage soient au ciel ; il vous impétrera* (vaudra) *des bénédictions ; et Dieu vous en donnera bien d'autres."* Lors du second décès, la Religieuse adresse de semblables condoléances/félicitations : *"... il faut bénir notre Seigneur de ce qu'il lui a plu mettre cette chère petite en Paradis, où éternellement elle louera sa bonté et priera pour ses chers père et mère. Il en donnera d'autres, s'il lui plaît."*

Au rythme d'un enfant par an, tous les espoirs paraissent en effet permis à une mère tout juste âgée de vingt-deux ans lors de ses secondes couches. Mais Marie de Rabutin Chantal, future Marquise de Sévigné, se retrouvera seule représentante de sa lignée : l'année suivant sa naissance, son père meurt en combattant les Anglais. En apprenant le trépas de son fils, dont l'existence turbulente donna lieu à maints scandales, Jeanne de Chantal prend à nouveau la plume pour consoler sa belle-fille :

"Repensez aux hasards qu'il a tant de fois courus de perdre la vraie vie de l'Eternité. Et voilà que la douceur de notre Bon Dieu lui a donné un trépas si chrétien, si glorieux, que nous avons tout sujet de nous confier qu'il a commencé une vie de gloire et de félicité interminable."

Six ans plus tard, de manière moins héroïque que son époux, la jeune veuve succombe à son tour. *"Le cœur m'attendrit fort quand je la regarde dans ce dépouillement de père et de mère"* , déplore la grand-mère de la petite orpheline. Puis, toujours soutenue par son inébranlable foi, elle ajoute : *"mais je la mets de bon coeur entre les mains de notre Bon Dieu et de Sa très Sainte Mère."* Heureusement pour elle, la fillette pourra compter sur le soutien matériel d'autres parents et, grâce à eux, recevoir davantage que des prières.

Précisons que Jeanne de Chantal, fondatrice de l'*Ordre de la Visitation* , sera canonisée un siècle après sa mort, en raison de son dévouement total à la religion. Si elle mérita le titre de sainte, ce fut au détriment de son rôle de grand-mère, sinon de mère. Mais, pour une fervente catholique, la vie terrestre ne représente qu'un éprouvant passage donnant accès à la félicité éternelle ou à

la damnation. Heureux et enviables sont les nouveaux-nés dont les âmes pures peuvent accéder directement au Paradis, à la seule condition d'avoir reçu le baptême.

Une mère exemplaire ou un amour de papier ?

Des sentiment de la petite Marie de Rabutin, nous ne savons rien. Devenue, par son mariage, marquise de Sévigné, puis veuve bientôt consolée à vingt-cinq ans, elle découvre dans la vie mondaine et dans l'écriture un véritable exutoire. Mais la prolixe épistolière se plonge rarement dans son passé, si ce n'est pour éclairer, assez tendancieusement, le présent. Dans sa volumineuse correspondance échangée avec sa fille Françoise, la célèbre marquise laisse éclater une passion maternelle hypertrophiée. Mère exemplaire ou mère abusive ? En réalité, cet amour excessif confinant à l'idolâtrie naît seulement sur le papier lorsque, après son union avec le comte de Grignan, Françoise vit loin de la demeure maternelle ; quand elles se retrouvent, les deux femmes ne s'entendent guère.

Grand-mère, la marquise de Sévigné juge nécessaire de justifier son affection pour ses petits-enfants dont elle assume la garde. A l'en croire, elle ne fait que transférer sur ceux-ci sa passion envers sa fille. Davantage que sa *"radoterie"* (selon ses propres termes) de grand-mère, nous aurions souhaité connaître son comportement de mère lors de la naissance et de la petite enfance de ses deux rejetons. Comme Françoise, Mme de Sévigné mit successivement au monde, à un an d'intervalle, une fille et un garçon. Mais elle sut s'en tenir là. Sans doute ses réactions furent-elles alors semblables à celles qui suivirent la naissance de ses petits-enfants : déception d'engendrer d'abord une fille, accueil triomphal de l'héritier ensuite, recherche d'une nourrice pour l'un et l'autre des nouveaux-nés enfin. Voici en quels termes elle annonce sa désillusion de grand-mère :

"D'abord, Hélène me dit : "Madame, c'est un petit garçon". Je le dis au coadjuteur ; et puis, quand nous regardâmes de plus près, nous trouvâmes que c'était une fille. Nous en sommes un peu honteuses quand nous songeons que tout l'été nous avons fait des béguins au Saint-Père et qu'après de si belles espérances la Signora met au monde une fille. Je vous assure que cela rabaisse le caquet" (19 nov. 1670). Heureusement, on ne brodera pas vainement (en imagination tout au moins) des *"béguins au Saint-Père"*, c'est-à-dire des bonnets destinés à un garçon voué au Pontificat. Si le second nouveau-né ne parviendra pas à une telle brillante fonction, du moins sera-t-il du bon sexe : mâle, bien entendu. Un tel événement mérite une célébration adéquate : *"On a bu à la santé du bambin à plus d'une lieue autour d'ici. J'ai donné de quoi boire, j'ai donné à souper à mes gens ni plus ni moins que la veille des Rois"* triomphe l'heureuse grand-mère.

Certes la marquise oublia sa première déconvenue pour s'enticher - tardivement - de sa fille Françoise, puis de sa petite-fille Marie-Blanche, confiée à ses soins. Cependant ses sentiments, à l'égard de la première comme de la seconde, paraissent pour le moins ambigüs. Dans ses innombrables lettres, les enfants occupent une place des plus réduites, très généralement délaissés au profit des potins et autres exercices de style. Lorsque Marie-Blanche atteint cinq mois, sa grand-mère la trouve pâlotte et la change de nourrice, notant significativement les traits essentiels de la nouvelle mère de remplacement : *"Ce fut un plaisir de la voir téter : elle n'avait jamais tété de cette sorte. Sa nourrice* (précédente) *avait peu de lait ; celle-ci en a comme une vache. C'est une bonne paysanne, sans façon, de belles dents, des cheveux noirs, un teint hâlé, âgée de vingt-quatre ans ; son lait a quatre mois ; son enfant est beau comme un ange (...) Je donne à celle-ci 250 livres par an, et je l'habillerai, mais ce sera modestement."* De Marie-Blanche, Mme de Sévigné écrit, sans jamais citer le prénom de la fillette : *"Votre petite devient aimable, on s'y attache"*. Ou bien encore : *"Je l'aime, elle m'amuse ; je la quitterai avec regret ; elle a une nourrice admirable."*

Aux yeux de sa grand-mère, la "petite" de deux ans et demi représente moins les charmes particuliers de l'enfance que ceux d'un adulte en réduction, d'une poupée vivante, voire de quelque singe savant : *"Je l'aime tout à fait. Je lui ai fait couper les cheveux. Elle est coiffée hurluberlu ; cette coiffure est faite pour elle. Son teint, sa gorge, tout son corps est admirable. Elle fait cent petites choses, elle parle, elle caresse, elle bat, elle fait le signe de la Croix, elle demande pardon, elle fait la révérence, elle baise la main, elle hausse les épaules, elle danse, elle flatte, elle lève le menton ; enfin elle est jolie en tout point. Je m'y amuse des heures entières. Je ne veux point que cela meure. Je vous le disais tout à l'heure, je ne sais point comment l'on fait pour ne point aimer sa fille."*

"Cela", que sa grand-mère dénomme par ailleurs pompeusement "Mlle Adhémar", ne conservera qu'un frère et une sœur. Une progéniture bien réduite pour l'époque et qui ne s'explique pas - comme dans le cas de la marquise - par un veuvage tôt et bien venu ; mais en partie par au moins trois ou quatre fausses couches, sur l'origine desquelles on ne peut que s'interroger. Dans ses lettres, Mme de Sévigné ne craint pas de donner des conseils de modération à sa fille et à son gendre, afin que *"rechutes fréquentes"* du mal d'enfant ne viennent ternir la *"jeunesse, la beauté, la santé et la gaité"* de Françoise *"la plus jolie fille de France"*, voire menacer sa vie. Pour réduire les grossesses, qualifiées de "maladies" ou de "malheurs", une seule solution acceptable : la continence.

"Continuez donc cette bonne coutume de coucher séparément, et vous remettez un peu, afin que je vous trouve belle" écrit-elle le 9 mars 1772, quatre mois après la naissance de l'héritier si chaleureusement accueilli. Vaines recommandations, puisque Françoise accouche de nouveau, un an plus tard, d'un petit enfant mâle sans vie.

Après avoir accompli son devoir d'épouse en engendrant une fille puis un garçon, la marquise elle-même avait obtenu que son mari fît chambre à part.

A défaut de s'occuper de leur progéniture, les dames de qualité se font un devoir de soigner les apparences en parant somptueusement l'enfant et sa nourrice. Comment, dans de telles conditions, pourrait-on les accuser de se comporter en mères indignes ?

(La nourrice : gravure du XVIIème siècle)





Sous le pinceau de Léonard de Vinci (1452/1519) et des artistes de la Renaissance, la madone allaitant devient (ou redevient) une mère à l'enfant magnifiée, gagnant en humanité ce qu'elle perd en divinité. Mais cette tentative de désacralisation se heurtera bientôt à l'opposition de l'Eglise, dont le dogmatisme intransigeant s'accroît à l'issue du Congrés de Trente (1545/1563).

Quitte à ce que celui-ci allât dépenser ses ardeurs amoureuses - et sa fortune - en d'autres lits.

Les encombrants fruits du devoir

Sous ses afféteries, Marie Rabutin-Chantal de Sévigné rejoint en fait la brutale franchise de Montaigne. A la seule différence près qu'en tant que femme elle connaît de surcroît les inconvénients et les risques de la grossesse puis, de l'accouchement. *"Une femme enceinte a toujours un pied dans la tombe"* , dit-on du nord au midi, à propos des pauvresses comme des nanties. Mal nécessaire, les enfants ne deviennent dignes d'intérêt qu'à partir du moment où ils ne sont pas trop encombrants par leur nombre et commencent à émerger de l'animalité. Aux mères de remplacement de s'occuper de l'allaitement, des langes et autres viles besognes. Un précepteur pour les garçons, les religieuses pour les filles, se chargeront ensuite de la première éducation. Comme sa mère puis sa sœur, Marie-Blanche de Grignan entra au couvent à l'âge de cinq ans : elle y restera jusqu'à la fin de ses jours. Une *"prison"* , reconnaît sa grand-mère. Mais une prison nécessaire : les parents doivent en l'occurence consentir à une telle *"barbarie"* dans l'intérêt futur des fillettes.

Peut-on généraliser de tels comportements, illustrés par des hommes et des femmes de lettre, dont la célébrité risque de survaloriser le témoignage ? En se mariant par raison, en procréant par devoir, en confiant leurs nouveaux-nés à des étrangères sous le prétexte de respecter les convenances, les mères de l'aristocratie se détachent de leur progéniture dès la rupture du cordon ombilical.

Ce rejet du nouveau-né par les familles huppées ne saurait cependant être attribué aux seules épouses, comme le prétend Jean-Jacques Rousseau :

"J'ai vu quelques fois le petit ménage des jeunes femmes qui feignent de vouloir nourrir leurs enfants. On sait se faire presser de renoncer à cette fantaisie : on fait adroitement intervenir les époux, les médecins, surtout les mères. Un mari qui oserait consentir que sa femme nourrît son enfant serait un homme perdu."

En réalité, l'égoïste volonté du *Pater Familias*, tels Rousseau lui-même ou Montaigne, pèse également d'un bon poids dans la décision. Laurent Joubert, un médecin contemporain de l'auteur des Essais, et d'aussi franc parler que ce dernier, écrit :

"Les femmes s'excusent sur leurs maris, auxquelles elles sont (comme doivent être) sujettes. Car il y a plusieurs maris qui ne veulent ouïr le bruit et le tintamarre que donnent souvent les enfants. Donc il faut faire chambre à part, et les bonnes femmes ne se consentent pas volontiers d'être séparées de leurs maris. Il y en a aussi qui ne veulent permettre à leur femme de nourrir, afin que leurs tétins demeurent plus jolis, qu'ils se plaisent à manier non pas des tétins mols. Il y en a d'autres qui haïssent la senteur du lait au sein de leurs femmes. Les voilà bien délicats ! Et la plupart de ceux qui parlent ainsi font plus souvent l'amour à la nourrice qu'à leur femme (...)"

A l'inverse de Montaigne, Laurent Joubert loue par ailleurs les charmes des *"petits enfançons"* et les plaisirs de l'allaitement. Même si de tels propos changent des habituels discours moralisateurs, on peut cependant regretter qu'ils proviennent d'un homme ; encore que celui-ci ose proclamer gaillardement son amour pour son épouse et se dresser contre les tabous sexuels. Une déclaration devenue audacieuse à une époque déchirée par les Guerres de Religion dominée par une puritaine intolérance quant aux idéologies et aux mœurs.

Les jouissances du maternage

"Pensez-vous que Nature ait donné aux femmes des mamelles pour ornement de leur poitrine et non pour nourrir leurs enfants ?" interroge Laurent Joubert, avant de fournir des arguments plus persuasifs que ses austères confrères contemporains à venir. *Si les femmes savaient quel plaisir il y a de nourrir ses enfants, duquel jouissent leurs nourrices, elles se loueraient plutôt à nourrir les enfants d'autrui que de quitter les leurs. Et d'où procède que les nourrices communément sont tant amoureuses et passionnées des enfants qui leur sont étrangers, sinon de l'extrême plaisir qu'elles y reçoivent (...) Y a-t-il passe-temps pareil à celui que donne un enfant qui mignarde et flatte sa nourrice en tétant ; quand d'une main il découvre et manie l'autre tétin, de l'autre lui prend ses cheveux ou son collet en s'y jouant (...)"* (1578)

Notons au passage qu'il faudra attendre quatre cents ans pour que des médecins osent évoquer la jouissance charnelle unissant la mère au nourrisson. De troubles rapports aux relents incestueux que l'Eglise triomphante préféra ignorer au profit d'un austère devoir supérieur. Il suffit pourtant de lire, entre autres, les pages de Rabelais consacrées à l'enfance de Gargentua, ou bien le journal d'Héroard, médecin du futur

Louis XIII, pour se convaincre qu'une telle pudibonderie est toute de commande. Paradoxalement, le gaillard défenseur du maternage, dont le discours - jugé scandaleux - fut d'arrière garde en son temps, rejoint les sentiments exprimés sans complexe aujourd'hui, après avoir été occultés pendant des siècles.

Laurent Joubert se démarque encore audacieusement des idées de son temps en adoptant une position sans équivoque dans un domaine où règne une confusion embarrassée : celle des relations sexuelles pendant la durée de l'allaitement. A partir de la Bible, des écrits des Pères de l'Eglise et des experts en théologie ou en médecine, les autorités religieuses et savantes disputent interminablement. Selon l'opinion commune, les ébats amoureux (déconseillés pendant la grossesse, sous peine d'entraîner la procréation de monstres !) risquent d'altérer le précieux lait maternel. D'autre part, ce dernier passant pour dériver du sang - dont le surplus, au lieu d'être évacué lors des menstruations, sort, transformé et blanchi, par les mamelles - une nouvelle gestation priverait le nourrisson et son frère embryonnaire d'une partie de leur alimentation. Traduction populaire : *"Le premier né suce les pieds de celui à venir"*.

Aussi, par crainte que le mari trop longtemps frustré n'aille se soulager auprès d'autres femmes et ne commette un péché mortel, des théologiens encouragent les couples aisés à placer leur nouveau-né en nourrice. En l'occasion, le devoir de l'épouse doit passer avant celui de la mère. Quant aux remplaçantes, on ne les paye pas seulement pour allaiter, mais aussi pour observer une stricte continence sexuelle. En cas de non respect de cette clause tacite, le contrat se trouverait rompu, et la contrevenante passible d'un procès.

A tous ces donneurs de leçons emberlificotés dans leur casuistique, Joubert rétorque, sans s'embarrasser d'euphémismes :

"... Il vaut mieux que la nourrice ait la compagnie de son mari, sagement et modérément, que si elle brûle d'amour. Le grand désir non satisfait est le principal qui trouble le lait, comme on voit ès nourrices fort amoureuses, qui vont après les hommes comme chiennes chaudes. Ne vaudrait-il pas mieux qu'elles eussent quelque désaltération de cette grande soif, que de les contraindre ainsi à brûler à petit feu ? Vous les verrez quelquefois si troublées de passion amoureuse qu'elles en perdent toute contenance, voire le manger et le dormir. Qui doute que pour lors le lait ne soit troublé de même, et les mamelles en danger de tarir ?"

Redoute-t-on que la nourrice ne devienne enceinte ? Laurent Joubert rappelle que, dans la plupart des cas, l'allaitement protège les femmes contre une nouvelle grossesse. Si même une telle mésaventure arrivait : *"le lait échauffé d'une femme passionnée d'amour est pire de beaucoup et plus nuisant que celui d'une femme enceinte."* Il suffit d'observer les campagnardes et leur progéniture pour s'en convaincre que faire l'amour pendant la durée de l'allaitement ne présente aucun danger. Enfin, conclut le jovial et exceptionnel médecin :

"Grand merci diront les nourrices quand elles orront (écouteront) *ceci, vous savez bien parler pour nous. Voilà une bonne recette, nous l'exécuterons volontiers. Et les maîtresses au contraire penseront que je suis amoureux des nourrices, et que j'aime à les caresser. Il est vrai, certainement, que j'aime les nourrices et que la femme au monde que je chéris le plus a nourri tous mes enfants, tant qu'elle a eu du lait ; et je n'ai pas laissé pour cela de coucher avec elle et de lui faire l'amour, comme un bon demi à sa bonne moitié, suivant la conjonction du mariage. Et - Dieu merci - nos enfants ont été nourris et sont bien advenus. Je ne donne point conseil aux autres que je ne prenne pour moi."*

Sans doute de tels propos favoriseraient-il davantage la cause de l'allaitement maternel que les appels au devoir sacré, lancés par les autorités religieuses hostiles par principe à toute jouissance physique, ou même par les philosophes rousseauistes par trop oublieux des simples réalités humaines.

Un livre de raison

Au début du XVIIIe siècle, un autre père nous fournit un témoignage d'autant plus intéressant que, contrairement aux auteurs ci-dessus cités, il ne s'adresse pas à la postérité. Ce document brut se borne à présenter des faits, sans chercher à convaincre, justifier ou expliquer. Seul le hasard a permis sa transmission jusqu'à nos jours.

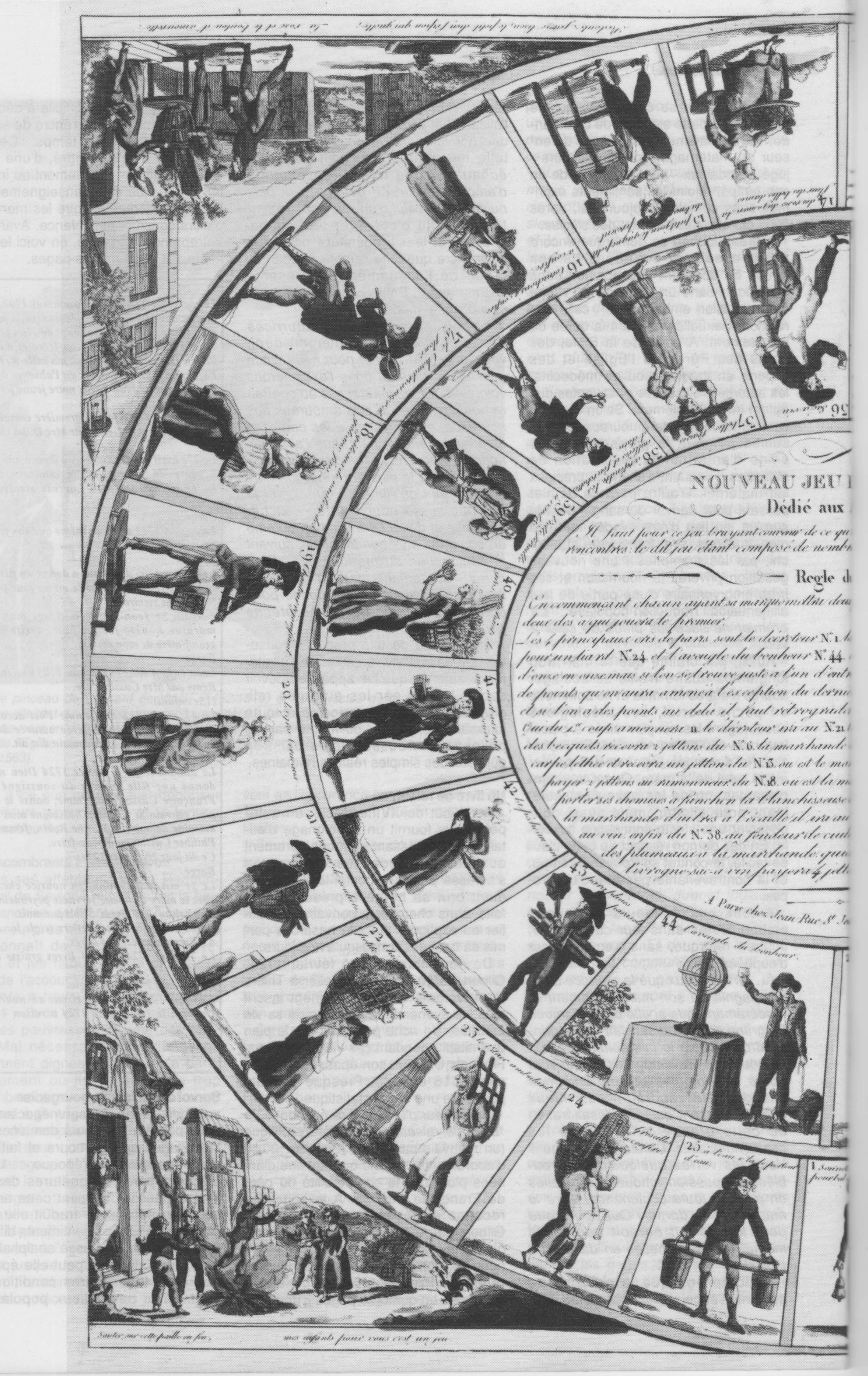
De novembre 1702 à février 1724, Gilbert Barge, artisan coutelier à Thiers en Auvergne, a soigneusement inscrit tous les événements notables de sa vie familiale. Un riche palmarès sur le plan quantitatif : pendant ces vingt-deux ans, François Cusson, son épouse, a mis au monde 16 enfants. Presque de quoi permettre une étude statistique !

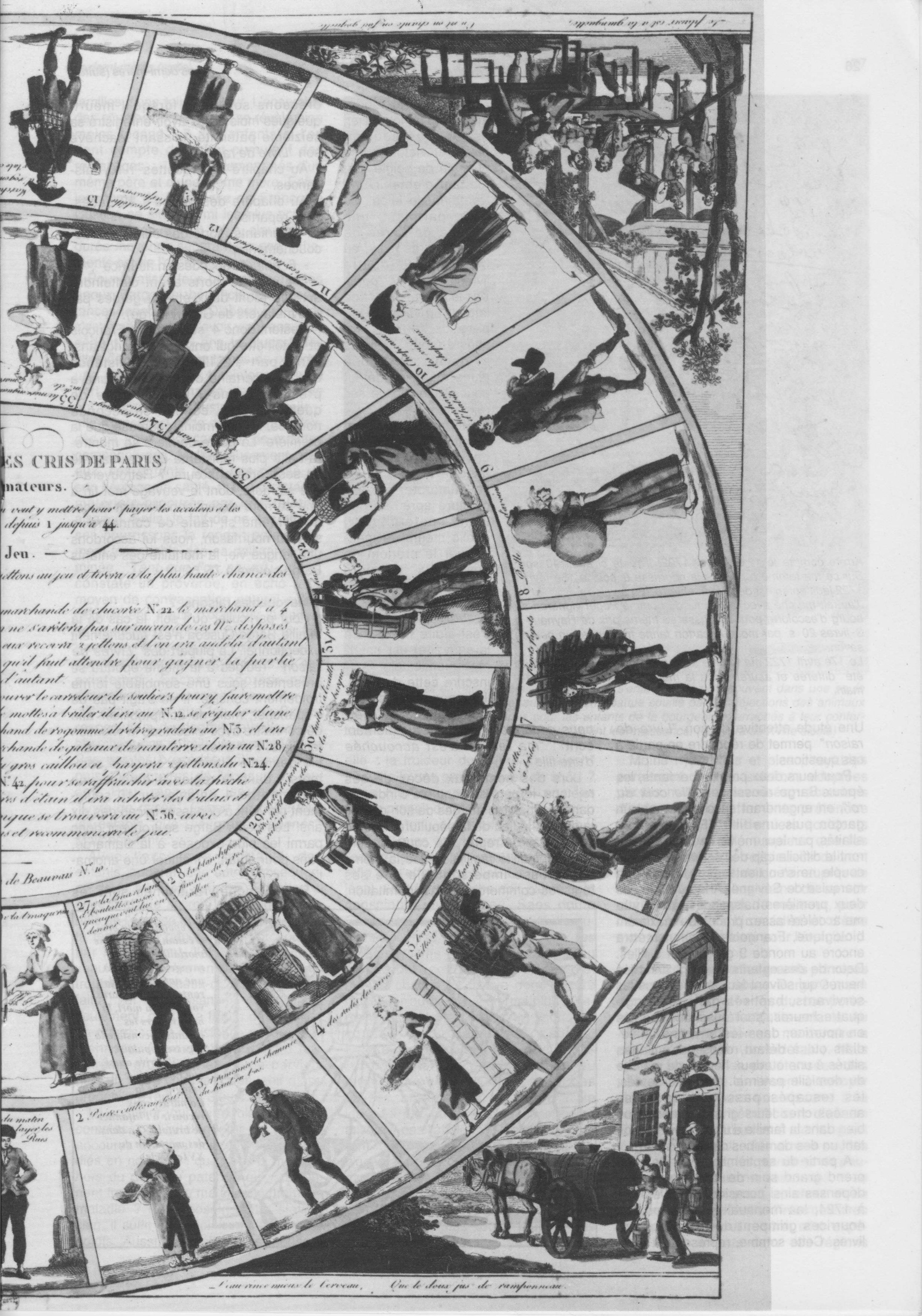
Révélateur d'une sévère économie, le *"Livre de raison"* de ce père prolifique (un mauvais carnet de 13cm sur 20) a d'abord contenu - une quarantaine d'années plus tôt - la comptabilité du père de Françoise Cusson. A la suite des recettes et dépenses de ce dernier, Gilbert Barge a méticuleusement enregistré naissances, baptêmes, mises en nourrice, communions et décès de ses rejetons. Presqu'un quart de siècle condensé en quatorze pages d'une écriture de plus en plus difficile à déchiffrer au fil des ans, et dont l'encre de surcroît s'est altérée avec le temps. Ce livret de famille avant la lettre, d'une froide sobriété, offre - directement ou indirectement - plus d'un renseignement sur les comportements, voire les mentalités d'alors concernant l'enfance. Avant d'en entreprendre l'analyse, en voici les premières et les dernières pages.

Le mercredi 29 è 9bre (novembre) 1702, Dieu nous a donné un fils appelé François a midy et une, batisé par Mre Pierre curé de Tiers le 30e. Parain François Barge mon frère et maraine honète femme Anne Ballhon ma belle-mère. Porté aux fonts batismaux en l'absence de mon dit frère par Sr Jean Barge notre jeune frère.
Barge
Le 2d may 1717 a fais la première communion dans lad. église St Genez par Mre Dulm curé.
2º
Le 27e avril 1704 dieu nous a donné une fille a 7 heures du soir qui s'apelle Antoinette, batiser le lendemain par Mre Lacroix vicaire dud. Tiers.
Barge
Le 2e may 1717 a fais de même que son frère sa première communion.
3º
Le 8e may 1705 dieu nous a donné un fils appelé Jean-François baptisé le même jour par led. Sr Lacroix vicaire.
Parrain Sr Jean-François Barge mon frère, maraine honète femme Marguerite Barge, grand-mère de mon épouse.
Barge
Ledit enfant mort le 30e juin 1705 enterré à St-Rémy par Mre Cusson curé.
(15e enfant)
Le 17 avril 1722 ma femme s'est accouchée d'une fille qui a été différée assurée dans la maison et enterrée le lendemain dist uit.
(16e enfant)
Le dimanche 20 è février 1724 Dieu nous a donné une fille de moy dit soussigné et de Françoise Cusson ma femme, batisé le même jour, parrain Sr Claude Chassaigne mon neveu, maraine damoiselle Jeanne Robin, femme a Sr Philiber Cusson mon beau-frère.
Ce dit jour 20 février 1724.
Barge
Le 21 mis ladite enfant en nourice chez Pion chez le mary de nostre servante peyronelle sapite, a raison de 4 livres 5 sols par mois.
Baillé audit acompte 2 setiers seigle le... mars, a 7 livres le setier = 14 livres.
Le 7 juillet 1724 baillé 4 livres graisse a 8 la livre.
Baillé audit 2 cartons seigle.
J'ay retiré ladite enfant et mis en nourice au champel le 1er octobre 1724 a raison 4 livres par mois.

Survol d'une famille bourgeoise

Gilbert Barge, artisan/négociant coutelier possède plusieurs domaines dans les villages des alentours et fait partie des rares lettrés de l'époque : 15 % à en juger par les signatures des nouveaux mariés. Comment cette enviable situation sociale se traduit-elle sur le plan familial ? Ses sentiments diffèrent-ils de ceux de la masse analphabète ? La fortune du père peut-elle épargner aux enfants les dures conditions qui sont celles des milieux populaires ?


NOUVEAU JEU
Dédié aux
Il faut pour ce jeu brayant convenir de ce qu
rencontres: le dit jeu étant composé de nomb
Regle d
En commencant chacun ayant sa marque mettra deu
deux dés à qui jouera le premier.
Les 4 principaux cris de paris sont le décrotteur N.° 1
pour un liard N.° 24. et l'aveugle du bonheur N.° 44.
d'onze en onze mais si l'on se trouve juste à l'un d'entr
de points qu'on aura amené à l'exception du derni
et si l'on a des points au delà il faut rétrograde
Qui du 1.er coup amènera 11. le décrotteur ou au N.° 21.
des becquets recevra 2 jettons du N.° 6. la marchande
carpe letthée et recevra un jetton du N.° 13. ou est le ma
payer 2 jettons au ramonneur du N.° 18. ou est la m
porter ses chemises à fanchon la blanchisseuse
la marchande d'huîtres à l'écaille il ira au
au vin. enfin du N.° 38. au fondeur de cuil
des plumeaux à la marchande qu
l'ivrogne sac à vin payera 4 jett
A Paris chez Jean Rue S.t Je
44 l'aveugle du bonheur.
Sauter sur cette paille en feu,
mes enfants pour vous c'est un jeu.


ES CRIS DE PARIS
mateurs.
n veut y mettre pour payer les accidens et les
depuis 1 jusqu'à 44
Jeu.
ettons au jeu et tirera à la plus haute chance et les
marchande de chicorée N°. 22. le marchand à 4
n ne s'arrêtera pas sur aucun de ces N°. disposés
eux recevra 2 jettons et en ira autant d'autant
qu'il faut attendre pour gagner la partie
d'autant
ouver le cardeur de souliers pour y faire mettre
mottes à brûler d'ira au N°. 12. se régaler d'une
hand de rogomme il rétrogradera au N°. 5 et ira
rchande de gâteaux de nanterre il ira au N°. 28
gros caillou et payera 2 jettons au N°. 24.
N°. 42. pour se rafraichir avec la pêche
rs d'étain il ira acheter des balais et
que se trouvera au N°. 36. avec
s et recommence le jeu.
de Beauvais N°. 10.
L'eau rince mieux le Cerveau, Que le doux jus de ramponneau.

Arrêté compte le 12 é février 1722. Il reste ci audit 40 solz. Sur ce ma femme a baillé a la nourrisse 8 solz le 15è février 1722 ledit enfan est décédé et enterré 18è a volorre.
J'ay fait marché avec la femme du nommé Poget vigneron au bourg d'escolorre pour nourrisse au même prix de Raynaud a 3 livres 20 s. par mois un carton farine froment et un peu de savon.
Le 17è avril 1722 ma femme s'est accouchée d'une fille qui a été différée et asurée dans la maison et enterrée le lendemain.

Une étude attentive de son *"Livre de raison"* permet de répondre en partie à ces questions.

Pour leurs deux premiers enfants, les époux Barge réussissent *"le coix du roi"*, en engendrant successivement un garçon puis une fille. (Probablement allaités par leur mère, ceux-ci franchiront le difficile cap de l'enfance). Mais le couple ne s'en tient pas là, comme la marquise de Sévigné. A la suite de ces deux premières naissances, à un rythme accéléré assez proche du maximum biologique, Françoise Cusson mettra encore au monde 9 garçons et 5 filles. Deux de ces enfants meurent dans les heures qui suivent leur arrivée. Tous les survivants, baptisés dans les vingt-quatre heures, sont aussitôt expédiés en nourrice, dans les environs immédiats ou, à défaut, dans des villages situés à une ou deux heures de marche du domicile paternel. Une fois sevrés, les rescapés passeront quelques années chez leurs grands-parents, ou bien dans la famille d'un métayer exploitant un des domaines de Gilbert Barge.

A partir du septième enfant, le père prend grand soin de noter toutes les dépenses ainsi occasionnées. De 1711 à 1724, les mensualités versées aux nourrices grimpent de trois à quatre livres. Cette somme, représentant environ le salaire hebdomadaire d'un journalier, est le plus souvent payée en nature : une quantité de seigle permettant d'obtenir une trentaine de kilos de pain parfois ; une dizaine de livres de laine d'autres fois ; ou bien encore quatre livres de graisse *"compris le pot"* et autant de lard. Il arrive aussi au père de fournir une chèvre (coût : 3 livres et demi) quand une jeune mère fait défaut pour allaiter un de ses rejetons.

Gilbert Barge, dont l'écriture se fait de plus en plus capricieuse avec le temps, cesse de numéroter sa progéniture après sa huitième paternité. Il oublie même de mentionner le prénom de ses deux derniers enfants - deux filles - dont l'une *"différée et assurée à la maison"* c'est-à-dire baptisée à la sauvette) est enterrée le lendemain. Pour inscrire cette dernière, il n'a pas utilisé sa formule habituelle *"Dieu nous a donné..."*, mais a simplement écrit : *"ma femme s'est accouchée d'une fille"*.

Lors des nombreux décès de ses rejetons, le père se contente d'indiquer, dans les maigres marges de son carnet, la date et le lieu de la sépulture. Pas un soupir, pas un regret : le coutelier tient sa comptabilité familiale avec la même sècheresse impersonnelle que ses registres commerciaux. A son imitation, dressons son bilan lorsqu'il meurt, quelques mois après avoir enregistré sa seizième paternité, laissant inachevé son *"Livre de raison"*.

Au chapitre des recettes : 16 naissances.

Au chapitre des pertes : 12 décès, ainsi répartis :

- 2 enfants morts des suites de l'accouchement ;
- 6 enfants décédés en nourrice ;
- 4 enfants morts avant d'atteindre dix ans (dont deux étaient gardés par des métayers de Gilbert Barge).

Restent donc 4 survivants : François et Antoinette qui ont plus de vingt ans, d'une part ; 2 fillettes à l'existence encore incertaine d'autre part. L'une a près de 7 ans ; l'autre, âgée de quelques mois, connaît sa seconde nourrice, un peu moins onéreuse que la première. La petite dernière se montrera-t-elle plus résistante que la majorité de ses frères et sœurs ? Retrouvera-t-elle sa mère, dont le veuvage met fin à une carrière exceptionnellement féconde ? Même si, faute de connaître le sort du nourrisson, nous lui accordons une longue vie, la mortalité des enfants Barge s'élève à 75 %.

D'inavouables raisons ?

Pour particulier qu'il soit, le cas de la famille Barge/Cusson n'est aucunement exceptionnel. La plupart des *"Livres de raison"* rédigés à la même époque se présentent sous une semblable forme froidement concise. Il ne s'agit pas de s'épancher, mais de comptabiliser afin de connaître avec exactitude la situation familiale. Par ailleurs, la mortalité infantile générale atteint de sinistres sommets : dans la région thiernoise une moyenne de 4 enfants sur 10 seulement parvient à dépasser le cap des dix ans. Les petits Barge se trouvent donc parmi les plus exposés à la Camarde, sans pour autant constituer une anomalie.

En revanche, rarissimes sont les



A l'époque de la procréation aveugle, une mortalité infantile ravageuse répond à une natalité exubérante. "Les vieillards vont vers la mort, la mort va vers les enfants", constate la sagesse populaire. Mais il arrive aussi que l'on facilite la besogne de la Camarde, sans recourir à l'infanticide brutal... (La danse des morts, fin du XVIe siècle)

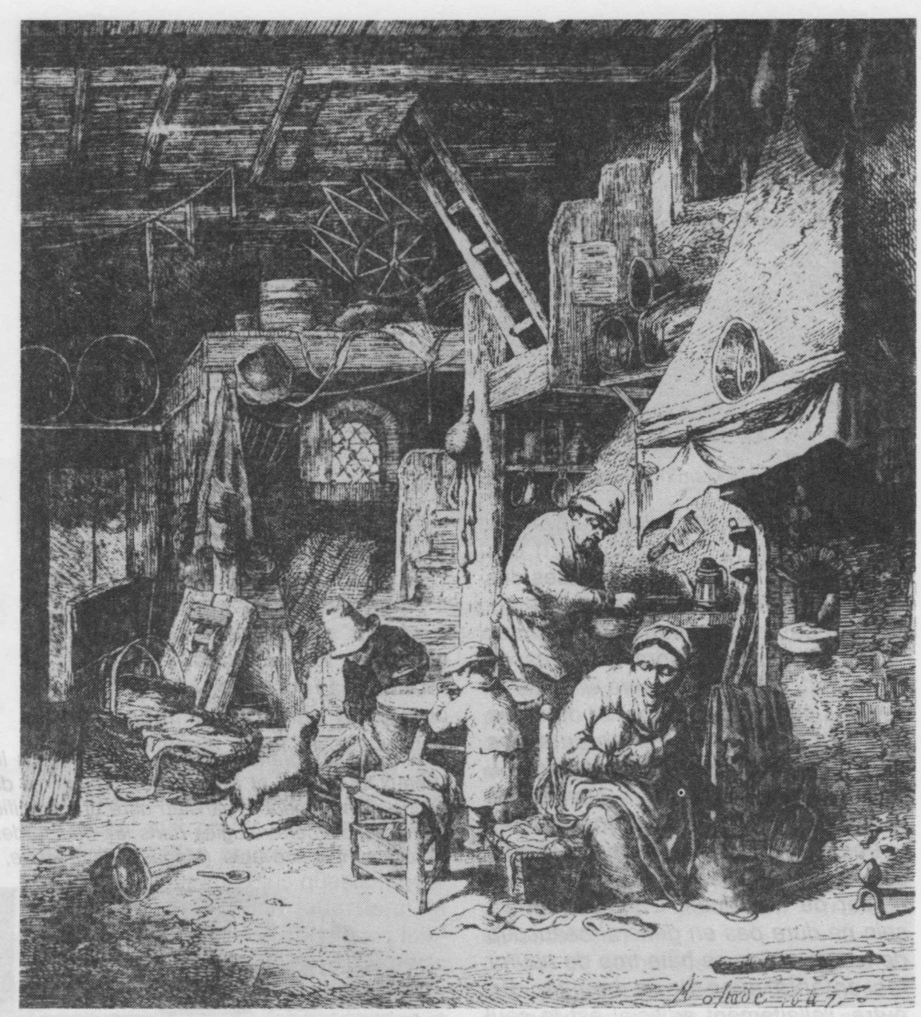
familles d'une telle ampleur. L'ensemble des couples des environs se révèle bien moins fécond : 7 à 8 enfants si l'on tient compte de l'effet cumulatif des remariages ; 4 à 5 seulement nés d'un même père et d'une même mère. Enfin, le rythme de grossesse de Françoise Cusson se situe parmi les plus accélérés de l'époque : 16 mois, alors que la durée moyenne séparant les accouchements est de l'ordre de deux ans.

Pour réaliser leur brillant score, les époux Barge ont bénéficié de circonstances inhabituelles. D'abord Françoise s'est mariée avant d'avoir vingt ans, précédant de 4 ou 5 ans la plupart des filles de la région : le temps de prendre une avance de 3 ou 4 rejetons. D'autre part, des conditions de vie confortable ont renforcé sa robustesse naturelle : elle n'a souffert ni de dénutrition ni d'excès de travail, lot commun de maintes campagnardes. Malheureusement pour eux, ses enfants n'ont pas profité de son héritage de santé, ni des avantages matériels procurés par une relative aisance. Enfin, le fait de ne pas allaiter ses nourrissons la rendait potentiellement fécondable dès sa délivrance terminée. *"Tant que l'on nourrit, on rit"*, constate un proverbe, en écho à ce moyen de contraception naturel qu'est l'allaitement. Faute d'observer la sagesse populaire, Françoise Cusson, 16 fois enceinte, aura été en *"mal d'enfant"* pendant douze années entières de son existence. Encore ignorons-nous d'éventuelles fausses-couches.

Il est certain que les époux Barge, respectueux du dogme catholique, ne cherchent pas à limiter leur progéniture. Pas par les procédés anticonceptionnels élémentaires de l'époque en tout cas. Pour reprendre les termes du *"Livre de raison"*, Gilbert accueille tous les enfants *"que Dieu nous a donnés"*. Mais pourtant...

Avec l'excessive mortalité des enfants, apparaît une autre conséquence de la mise en nourrice. En effet, si cette pratique accroît la fécondité naturelle de l'épouse en supprimant la stérilité temporaire généralement provoquée par l'allaitement, l'abandon des nouveaux-nés s'avère en revanche catastrophique pour ceux-ci. Rappelons les faits : sur 16 naissances, 4 survivants seulement, dont une fillette de 7 ans et un nourrisson à l'existence encore bien menacée. Autrement dit, malgré leur extrême prolificité, les Barge parviennent en fin de compte à s'en tenir à une progéniture réduite à 3 ou 4 enfants.

Le coutelier, qui sait si bien tenir ses comptes, pouvait-il ignorer les dangers encourus par ses nouveaux-nés expédiés en nourrice : que ceux-ci meurent hors du domicile paternel ou y reviennent fragilisés, à la merci de la première maladie ? Point besoin d'être statisticien, il suffit de savoir compter sur ses doigts. Aussi, une réflexion s'impose-t-elle : la froideur du *"Livre de raison"* traduit-elle une simple clause de style ? A sa manière, n'illustre-t-il pas les francs propos de Montaigne ?



Pour manger et dormir, les familles paysannes s'entassent le plus souvent dans une seule pièce misérablement meublée, au sol de terre battue souillé par les déjections des animaux domestiques. Une dure épreuve pour les enfants de la bourgeoisie, arrachés à leur confortable milieu familial dans les heures qui suivent leur naissance. (Gravure du XVIIe siècle)

A s'en tenir aux seuls résultats chiffrés, la mise en nourrice apparaît en l'occurence comme une limitation naturelle de l'effectif familial. Un infanticide légal. Que la démarche soit pleinement consciente importe peu. Sans doute Gilbert Barge a-t-il suffisamment d'arguments pour se déculpabiliser. Tous ses enfants, même décédés en venant au monde ont reçu baptême ou ondoiement : chacun se trouve donc assuré d'accéder au bonheur éternel plus sûrement que s'il avait vieilli, au risque de commettre de damnables péchés. D'autre part, en père consciencieux, n'a-t-il pas cherché des nourrices au moment voulu ? Ne les a-t-il pas payées, en argent ou en nature ? Ne les a-t-il pas changées quand elles ne faisaient pas l'affaire ? Lorsqu'il ne pouvait trouver de mamelles à louer, n'achetait-il pas une chèvre, en plus des gages des mères de remplacement ? En somme, Dieu lui a accordé une nombreuse progénitude, mais a jugé utile de reprendre au plus tôt la plupart des petits innocents.

Moins hypocrites et plus pitoyables paraissent d'autres solutions adoptées par les milieux défavorisés : abandons d'enfants ou étouffements prétendus involontaires. Ces derniers accidents prennent une telle ampleur que les autorités civiles et religieuses doivent interdire aux mères de dormir auprès de leur nourrisson, sous peine de se voir condamner, en cas de malheur, pour infanticide dans l'immédiat et d'être excommunié et damné pour l'éternité.

L'art d'accommoder les grands principes

Sans doute les époux Barge/Cusson seraient-ils fort étonnés du comportement de leurs arrières petits-enfants. Au XIXe siècle, l'allaitement mercenaire a pris une extension considérable. Mais seules les familles prolétarisées des villes industrielles continuent à envoyer massivement leurs nourrissons à la campagne. Ne bénéficiant d'aucun congé légal, astreintes à de longues journées de travail, chichement payées et logées à l'étroit, les ouvrières ne peuvent ni garder leurs nouveaux-nés, ni se montrer difficiles quant au choix d'une nourrice. Par un réseau d'intermédiaires qui profitent de leur misère, elles expédient leurs enfants dans des régions



Une cité ouvrière à la fin du XIXeème siècle.

éloignées, spécialisées dans l'élevage à bas prix (mais à hauts risques !) des petits citadins défavorisés : gosses des milieux populaires ou de l'assistance.

A l'occasion de son enquête sur *"L'état physique et moral des classes ouvrières"*, Villermé observe en 1835 :

"Dans cette ville (Reims) *et dans les environs, on allaite les enfants des pauvres tantôt au sein et tantôt au biberon ; mais ceux des ouvriers le sont plus souvent au biberon que les autres, surtout quand on confie le soin de les élever à des femmes qui font le métier de nourrices. L'allaitement au sein ne dure pas en général beaucoup de temps et l'on se hâte trop de nourrir les enfants avec de la bouillie. En outre, l'allaitement artificiel est le seul connu pour ceux qui sont abandonnés, et il résulte des recherches qu'on a bien voulu faire pour moi à l'administration des hôpitaux et hospices de Reims, et qui comprennent 216 enfants exposés avant l'âge de deux mois accomplis, depuis 1826 jusques et compris 1835, que leur portalité, dans le cours seulement de la première année de la vie, a été de 586, ou de 64 sur cent, malgré les bons soins d'ailleurs que ces enfants recevaient à l'Hôtel-Dieu pendant le peu de jours qu'ils y passaient.*

Je ne sais jusqu'où s'étend l'influence de l'allaitement artificiel sur la santé des Rémois. Mais, malgré la pureté de l'air que l'on respire en toute saison dans leur ville, on voit beaucoup de scrofuleux parmi les ouvriers de la fabrique, et surtout parmi leurs enfants."

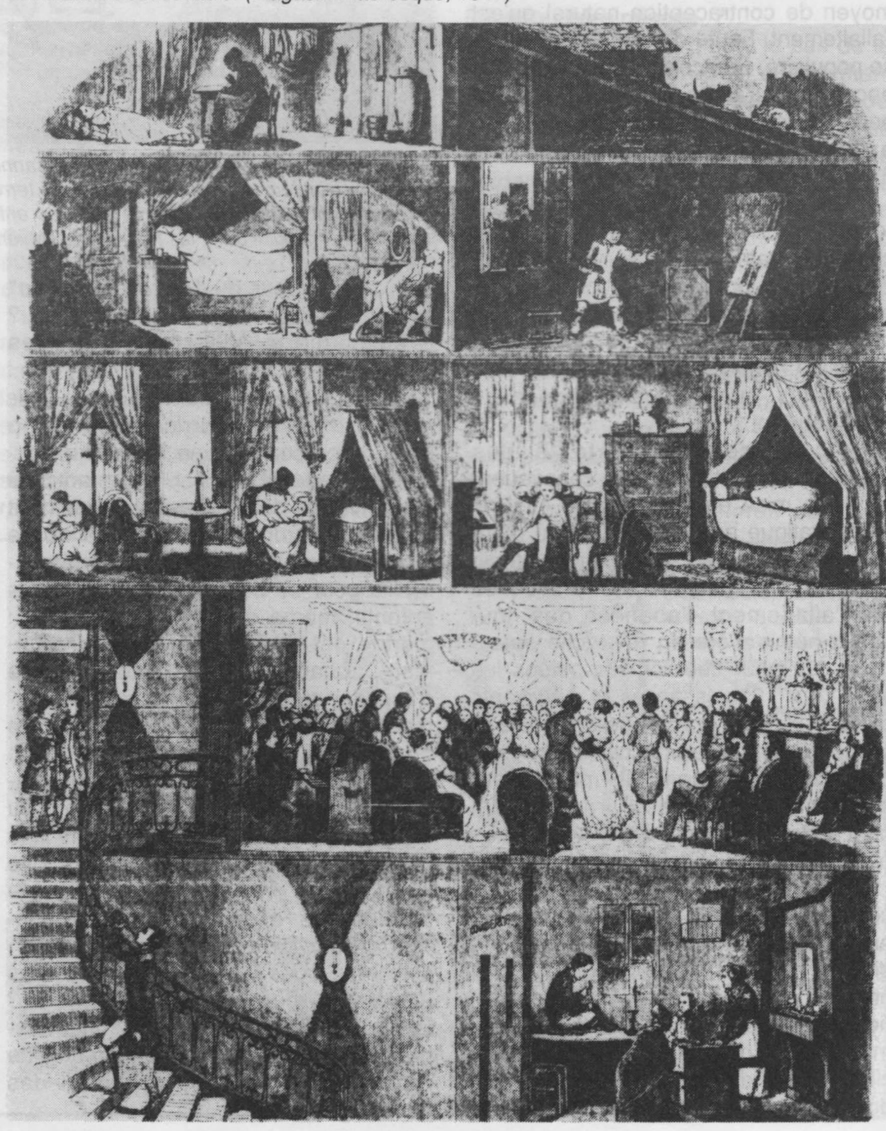
Rappelons que le biberon, auquel sont précocement soumis les enfants abandonnés et ceux des milieux ouvriers, véhiculera la maladie et la mort jusqu'à la tardive application des découvertes pasteuriennes, au début du XXe siècle. La situation de Reims se retrouve dans toutes les grandes villes dont les usines attirent une main-d'œuvre grandissante. Une femme ne peut à la fois vendre ses forces et se consacrer à un enfant. Question de choix : si on ne peut lui interdire la maternité, sa condition fait de la salariée une demi-mère par force. Une nouvelle fois, la notion de *"devoir sacré"* s'efface devant les contraintes d'ordre supérieur : celles de l'économie en l'occurence. La richesse d'un pays se fabrique avec de la sueur humaine convertie en or. Peu importent les moyens utilisés. Respectueux du *"laisser faire"*, cette prétendue liberté chère au système capitaliste, l'Etat ne saurait intervenir pour règlementer les rapports entre patrons et ouvriers. Il faut attendre 1894 pour qu'une loi limite à onze heures la journée de travail des femmes ! Aux spécialistes es-discours de sauver les apparences, d'accommoder la déontologie aux réalités.

Ainsi, après avoir dénoncé le caractère criminel de la mise en nourrice, le savant auteur d'un *"Rapport sur la mortalité des nouveaux-nés en France"* (1866) change-t-il radicalement d'opinion pour justifier l'allaitement mercenaire en certaines circonstances :

"L'ouvrière doit pouvoir travailler et son enfant ne doit pas rester couché dans une mansarde sans air, sans soleil (...) C'est le cœur de la mère qui fera comprendre à l'ouvrière qu'elle doit s'abstenir de nourrir son enfant (...) ; elle doit le mettre en nourrice à la campagne."

Le cœur des mères pauvres doit se

Avant que les grands travaux réalisés sous le Second Empire ne donnent naissance aux "Beaux Quartiers" et n'exilent les prolétaires dans les zones périphériques de la capitale, la coupe d'un immeuble parisien offre une significative vision de la hiérarchie sociale. Pour les ménages ouvriers réfugiés dans les mansardes (ou dans les caves), élever un enfant paraît difficilement concevable. (Magasin Pittoresque, 1847)



faire une raison... Publié dans la seconde moitié du XIXe siècle, un roman édifiant de la "Bibliothèque rose" offre, à sa manière, un témoignage de la nourrice idéale, imaginée et souhaitée par les classes aisées. Dans *"La petite Jeanne"*, Zulma Carraud (à laquelle Balzac voua une durable affection et une admiration sans réserve) retrace l'exemplaire destin d'une femme pauvre. Accablée par toutes les misères et tous les coups du sort possible, l'humble héroïne n'en conserve pas moins les plus grandes des vertus chrétiennes ; pieuse, honnête, laborieuse, économe, dévouée à ses maîtres, respectueuse de l'ordre établi, bonne épouse et enfin mère parfaite, Jeanne sait faire preuve de reconnaissance envers tous ceux qui l'ont secourue. Dans la scène suivante, l'admirable jeune femme, qui allaite encore le dernier de ses trois enfants, reçoit la visite de la riche châtelaine du lieu, bienfaitrice de la paroisse.

"Paul avait huit mois quand Mme Isaure vint voir Jeanne et lui dit :

- Je vais te donner bientôt un nourrisson, ma bonne Jeanne, ton Paul n'aura guère que neuf mois quand tu prendras mon enfant. Je ne veux pas que tu les nourrisses tous les deux à la fois ; toute forte que tu es, tu serais bientôt épuisée ; si tu veux mettre ton garçon en nourrice, je payerai ses mois.

- Merci, madame, je le sèvrerai ; il est très fort et mange déjà comme un petit homme. Je vous promets qu'il ne prendra pas le lait de votre enfant.

- Je le sais bien, Jeanne ; tu es trop honnête femme pour tromper personne, moi moins que tout autre. Prépare-toi donc à recevoir bientôt ton nouvel enfant ; nous passerons l'hiver ici pour ne pas le quitter. Mais, dis-moi, si tu prenais une petite fille pour t'aider ? Tu ne pourras pas suffire à tout.

- Madame, j'emploie déjà la mère Henri une partie de la journée ; je la garderai tout à fait. La pauvre femme est bien malheureuse et ne manque pas de courage ; mais elle ne peut travailler aux champs ; je serai plus tranquille avec elle qu'avec une fillette de douze à treize ans.

- Alors, je payerai la mère Henri en sus de tes mois.

- De mes mois, ma chère dame ! est-ce que vous comptez me payer ? Oh ! vous ne me ferez pas ce chagrin-là !

- Mais, petite Jeanne, n'est-il pas juste que tu sois payée de la peine que tu vas prendre pour mon enfant ?

- Ma récompense, madame, ce sera de vous rendre service et de m'acquitter, selon mon pouvoir, des grandes obligations que je vous ai. Que serais-je sans vous ? (...)

Hélas, quand paraît *"La petite Jeanne"*, on ne trouve plus guère de telles perles rares que dans les pages



"Dites à votre mari qu'il me paie et ne fasse pas tant d'enfants. Est-ce que j'en fais, moi ? Pourtant mes moyens me le permettent !"
Les riches charitables et les braves pauvresses campagnardes ne se rencontrent que dans les pages de la "Bibliothèque rose"... (Caricature du milieu du XIXeème siècle)

de la *"Bibliothèque rose"* ! Les familles riches ont gagné les villes, plus favorables aux affaires juteuses et aux distractions mondaines. De leur côté, les campagnardes appauvries songent-elles aussi aux profits, bien maigres à vrai dire, qu'elles peuvent tirer de leur sueur ou de leur lait. Plus question pour les citadins des beaux quartiers de confier leur progéniture à quelques lointaine et suspecte paysanne. Experts eux-mêmes dans l'art d'exploiter autrui, les nantis connaissent par expérience le pouvoir corrupteur de l'argent et se méfient de tous ceux dont ils achètent les mamelles ou les muscles.

Or, dans les milieux aisés où l'on a appris à dominer la procréation sauvage pour n'engendrer que les rejetons nécessaires à perpétuer la lignée et à conserver l'héritage, on attache davantage d'importance aux nouveaux-nés, devenus rares et précieux. Aussi, à l'imitation des familles aristocratiques engage-t-on des nourrices à domicile. Soumises à une étroite surveillance, celles-ci ne se substitueront à leur maîtresse que pour les basses et fastidieuses besognes : allaiter, nettoyer, langer et supporter les cris des riches nourrissons.

En 1867, un docteur (qui fut un des premiers à dénoncer les tares du marché nourricier) constate :

"Il y a quarante ans, seules les dames riches, ou bien celles que la maladie ou la faiblesse mettait dans l'impossibilité d'allaiter elles-mêmes leurs enfants, prenaient chez elles des nourrices. Il n'en va pas de même aujourd'hui. Presque toutes les familles qui ont quelque aisance veulent avoir une nourrice dans leur propre maison."

L'industrie nourricière

Durant cette quarantaine d'années, la révolution industrielle a considérablement bouleversé le pays, accroissant l'écart entre les plus riches et les plus pauvres. Incapables de subsister du produit de leurs maigres terres, nombre de petits paysans sont venus chercher du travail dans les villes, grossissant l'effectif d'un prolétariat en pleine expansion, ou bien se plaçant comme domestique dans les beaux quartiers nouvellement créés par les travaux d'Haussmann.

Pour de nombreuses provinciales, se faire nourrice permet d'éviter l'usine et de mettre un peu de lard dans la soupe. Celles qui acceptent de quitter leur foyer pour les quelques deux années d'une *"nourriture"* ramènent des gages qui permettront de renflouer l'exploitation ou de commencer la construction d'une *"maison de lait"*. Tout au long du XIXe siècle, l'offre de seins à louer dépasse largement une demande pourtant importante, ce qui permet aux familles aisées de se montrer difficiles quant aux choix d'une mère de remplacement. Par ailleurs, l'amélioration des moyens de transport, avec le développement de la voie ferrée en particulier, facilite ce négoce du lait maternel. Les coches puis les trains véhiculent la pitoyable marchandise humaine : de la province arrivent les loueuses de mamelles, portant avec elles leur nouveau-né, qui servira à juger la qualité de leur production laitière. De la ville partent des convois de nourrissons. A ceux des nourrices, abandonnés une fois leur mère engagée, s'ajoutent les petits assistés ainsi que les enfants d'artisans et d'ouvriers. Les plus fortunés ne dépasseront pas la banlieue, où leurs parents pourront venir les visiter de temps à autre. Les autres échoueront dans les départements plus lointains : le coût de l'allaitement mercenaire est inversement proportionnel à la distance.

S'appuyant sur des études statistiques, un démographe du XVIIIe siècle concluait déjà :



Faire des enfants ! Si nous n'étions pas de fichues bêtes, nous laisserions ce métier aux riches. Steinlen.

"A Paris, les enfants des gens riches ou aisés y meurent moins en général que ceux du bas peuple. Les premiers prennent les nourrices dans Paris ou dans les villages voisins, et sont tous les jours à portée de voir leurs enfants, et les soins que la nourrice en prend ; au lieu que le bas peuple qui n'a pas le moyen de payer cher, ne peut prendre que des nourrices éloignées : et en général il en meurt un peu plus de la moitié entre les mains des nourrices, ce qui vient en grande partie du manque de soins de la part de ces femmes : soit que leur lait soit trop vieux, ou qu'elles n'en aient pas assez, ou qu'elles le leur laissent sucer mauvais ; soit qu'ils ne têtent pas assez longtemps ; soit qu'elles diminuent leur portion en faisant téter de temps en temps leurs propres enfants au préjudice de ceux pour lesquels elles sont payées, les parents étant trop éloignés pour y avoir l'œil."

Privées de ce moyen contraceptif élémentaire que constitue la lactation, poursuit l'enquêteur, les mères *"redeviennent plus tôt grosses"*. Affaiblies par des maternités rapprochées, un travail éreintant et des conditions de vie misérables, les ouvrières donnent naissance à de chétives créatures, aussitôt soumises à la dure épreuve de la mise en nourrice :

"Une partie de ceux qui échappent à cette mortalité occasionnée par la faiblesse de leur tempérament, ou par le manque de soins de la part des nourrices, tombent en chartre (affection tuberculeuse, également connue sous le nom de carreau), *se nouent, deviennent bossus, ou affligés de quelque autre infirmité. Arrivés à un certain âge, ils ne laissent pourtant pas de se marier ; et les enfants qui naissent d'eux tiennent de leur mauvaise constitution, qui par là se perpétuera tant que les mères confieront à d'autres le soin d'allaiter leurs enfants."*

LA GRANDE AMIE _ L'esclavage, la misère t'attendaient... J'abrège tes douleurs d'un seul coup... Ah ! On a rudement bien fait de te confier à moi !



Selon les statistiques dressées au début du XIXe siècle, le nombre d'enfants morts-nés dans les familles populaires est égal à celui enregistré dans les beaux quartiers pour la catégorie d'âge de 0 à 10 ans. La mise en nourrice accentue encore cette inégalité des chances devant l'existence des petits pauvres et des petits riches. A la fin du XIXe siècle, on estime que sur 20000 nourrissons parisiens envoyés chaque année à la campagne, un quart à peine en revient. Le directeur de l'assistance publique révèle à l'académie des sciences les tristes records remportés par certains départements, Loire-Inférieure (Atlantique) et Seine-Inférieure (Maritime) notamment : 90 % des petits assistés y meurent en nourrice.

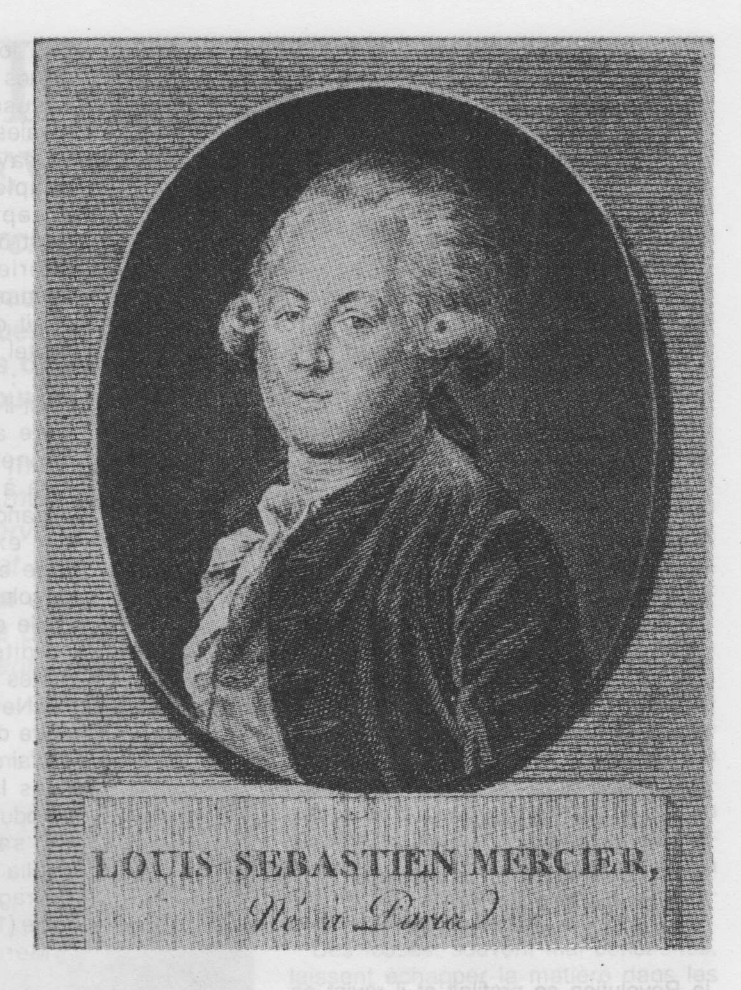
C'est qu'il faut une robustesse exceptionnelle pour résister aux multiples coups du sort : s'ils survivent à l'abandon, les enfants trouvés sont d'abord convoyés vers les hospices des grandes villes. De là, les rescapés repartiront pour de lointaines campagnes où, contre de misérables salaires, on les gavera d'indigestes bouillies plus souvent que de lait de femme. Pourquoi soumettre les chétives créatures à ce double et périlleux voyage ? Il s'agit simplement d'éviter que leur mère, après les avoir abandonnés, ne les reprennent en se proposant comme nourrice et ne gagne quelques sous en allaitant son propre enfant.

Comme tous les négoces, celui du lait maternel confronte acheteurs et vendeurs : des mères en l'occurence. Lieu de rencontre de la richesse et de la misère, l' *"industrie nourricière"* permet de pénétrer dans l'intimité des familles les plus opposées de la hiérarchie sociale et, ce faisant, de dévoiler les sordides rouages d'un système économico-politique soumis à la souveraineté de l'argent.

Si on a pu qualifier de *"demi-mères"* celles qui refusent d'assumer leur fonction maternelle par-delà l'accouchement, comment dénommer les nourrices mercenaires, ces salariées de l'allaitement, qui abandonnent leur propre enfant pour louer leurs mamelles à un petit étranger ?

Guy Citerne

Prochain article : Le siècle d'or des nourrices.



Louis-Sébastien MERCIER Prophète de la Révolution ?

Né à Paris le 6 juin 1740, Louis Sébastien Mercier appartenait à une famille de commerçants modestes. Doué d'une intelligence précoce et d'une mémoire exceptionnelle, il se sentait attiré par les lettres. Il avait à peine vingt ans quand il publia des *héroïdes* (1), qui n'eurent aucun succès auprès du public. Déçu, il répondit aux critiques par d'autres critiques et n'hésita pas à railler les réputations solidement établies. Dès lors, il se posa en ennemi des institutions et des gloires du moment. C'est ainsi que devenu professeur de rhétorique à Bordeaux, il employa ses heures de loisir à composer un *Essai sur l'art dramatique*, qui fut son premier pamphlet contre la poésie consacrée alors aux poèmes héroïques et de tragédies. Il souhaitait que l'écrivain entrât en plein dans la vie moderne, qu'il cherchât dans cette source féconde ses sujets, ses inspirations, remplaçant les héros tragiques par des personnages vivants pris surtout dans le peuple. Le petit professeur de province devait payer cher son audace; il fut insulté et ridiculisé, ce qui ne l'empêcha pas de sortir de nouveaux écrits. Après les auteurs dramatiques, Mercier prit à partie leurs "complices", les acteurs de la Comédie-Française, qu'il attaqua dans sa *Lettre sur les comédiens*. Ceux-ci lui intentèrent un procès et refusèrent de jouer ses drames dont les principaux, *L'Habitant de la Guadeloupe, la Brouette du vinaigrier, Jean Hennuyer*, avaient pourtant été joués avec succès en province.

Les gazettes, et le public attaquèrent à leur tour le malheureux littérateur; les premiers en publiant des caricatures, les autres en sifflant les pièces qui furent finalement jouées par les acteurs de la Comédie-Italienne. Mais le talent de Mercier s'imposa, ses pièces eurent le succès mérité. La reine Marie-Antoinette elle-même s'intéressa à lui après sa pièce *Le Déserteur*, et lui fit accorder une pension de 800 livres, à condition toutefois d'en modifier le dénouement.

Quelques années auparavant, en 1770, Mercier avait publié *l'An 2440 ou rêve s'il en fut jamais*. Cet ouvrage, considéré comme une satire du gouvernement d'alors, fut interdit. Il contient tout un projet de réformes politiques, qu'il suppose voir se réaliser après avoir dormi six cent soixante dix ans. Ses théories, qualifiées à l'époque de "fantastiques", étaient proches des idées que la Révolution devait faire heureusement adopter quelques années plus tard. On constate que Mercier fait preuve dans cet ouvrage, d'un esprit très ouvert, nourri des doctrines philosophiques. Il dira lui-même, plus tard, rappelant ce livre, "Je suis **le véritable prophète de la Révolution**, je le dis sans orgueil".

Le Tableau de Paris, dont on trouvera de larges extraits dans l'article qui suit, a paru anonymement en 1781. Cette fois Mercier dans sa description des conditions de vie des parisiens, ne manque pas de vilipender le gouvernement. Les autorités judiciaires, à la recherche de l'auteur se mirent à soupçonner tous les écrivains susceptibles de dire des vérités. Diverses personnes ayant été inquiétées, Mercier se rendit chez le préfet de police Lenoir et lui dit : "Ne cherchez plus l'auteur, c'est moi !..". Ce beau geste lui valut de ne pas être inquiété davantage. Prudent, Mercier partit en Suisse et se fixa à Neuchâtel où il put écrire librement les dix volumes venus compléter les deux déjà parus en 1781. Ces dix volumes, qui obtinrent un succès considérable, aussi bien à l'étranger qu'en France, furent édités à Amsterdam de 1782 à 1789. Selon Rivarol, "il a été pensé dans la rue et écrit sur la borne". Brissot, qui rencontra l'auteur à Neuchâtel, est d'un avis contraire, sa philosophie facile et plus à la portée du peuple, n'a pas peu contribué à accélérer la Révolution, en ouvrant les yeux des Français sur une foule de préjugés et d'abus.

Mais Mercier devait bientôt se réjouir : la Révolution se profilait et il revint en

(1) Petite composition, ordinairement en vers, dans laquelle l'auteur fait parler quelque héros ou personnage fameux.



Messieurs, je suis quoi qu'on en dise
Nostradamus, Cadet Moïse,
Iconoclaste, grand Auteur,
Grammairien, Déclamateur,
Mais ô, destin toujours bizarre
Dont l'homme ne peut triompher,
Avec un mérite aussi rare,
Je ne suis qu'un petit Mercier.

la Révolution se profilait et il revint en France pour y participer. Il collabora dès son retour aux *Annales Patriotiques* de Carra qu'il quitta pour devenir rédacteur de la feuille girondine, *La Chronique du mois.* Elu député de Seine et Oise à la Convention, ils ne suivra pas ses confrères dans leurs accusations lors du procès du roi. Lui qui avait été si sévère vis à vis de Louis XVI, lors de son règne, se refusait à le condamner quand il fut déchu; il se borna à voter pour le bannissement après la paix. Après la chute du parti girondin, auquel il appartenait, il fut détenu puis libéré après le 9 thermidor. Ainsi l'on retrouve, dans cette période de sa vie, cet esprit révolté qui devait l'entraîner à remettre en cause les idées et les théories qu'il avait si bien défendues sous l'ancien régime. Eternel contestataire, il restait opposé à ce qui avait la faveur du moment; il était l'ennemi du présent. Il n'en était pas pour autant devenu un défenseur de la monarchie expirante, mais il critiquait sans cesse les décisions de la Convention dont il avait retrouvé le siège. A titre d'exemple, il ridiculisa les projets de lois d'enseignement pour le peuple, mais fut heureux de se voir nommé membre de l'Institut et, en 1795, professeur d'histoire à l'Ecole Centrale, qui venait d'être inaugurée par la Convention.

Mais Mercier va encore nous surprendre : il appuya le rétablissement des loteries républicaines alors qu'il avait accusé les loteries royales d'être la ruine et l'avilissement du peuple. Mieux, il accepta d'être un contrôleur de cette loterie en 1797. Comme on lui reprochait d'avoir accepté un tel emploi, il répliqua : "Depuis quand n'est-il plus permis de vivre aux dépens de l'ennemi ?...". Il se livra à d'autres extravagances en affirmant par exemple que la terre est plate et que le soleil tourne autour d'elle ou traitant d'absurdité les découvertes de Copernic et de Newton. Dans un autre domaine, il tenta de faire une révolution dans la langue, en y introduisant 3000 mots de sa façon, et il publia à ce sujet son ouvrage intitulé *Néologie* (1801).

Mercier ne fut jamais tant républicain que sous l'Empire. Il détestait profondément l'empereur qu'il appelait un "sabre organisé". Au milieu du servilisme général, il conserva une liberté de langage qui lui valu d'être menacé, une fois de plus, par le ministre de la police, Savary. Désireux de voir s'écrouler le despotisme impérial, il souhaitait pouvoir vivre suffisamment longtemps "pour voir comment tout cela finirait". Son voeu fut exaucé : il s'éteignit en 1814 peu après la chute de Napoléon.

L'oeuvre de Mercier est considérable, philosophie, morale, politique, histoire, théatre, romans, il aborda toutes sortes de sujets se considérant lui-même comme "le plus grand *livrier* de France". Maître du paradoxe, ennemi de toute règle, inconséquent, il n'en a pas moins émis des aperçus nouveaux, pleins de finesse et des vues hardies. "La prose est à nous; sa marche estlibre, il n'appartient qu'à nous de lui imprimer un caractère plus vivant. Les prosateurs sont nos vrais poètes ; qu'ils osent, et la langue prendra des accents tout nouveaux.", qui le contredirait aujourd'hui ?..

Certes, Mercier peut parfois étonner par son comportement, mais il est avant tout intelligent, courageux, honnête et humain. Et maintenant, laissons lui la parole....

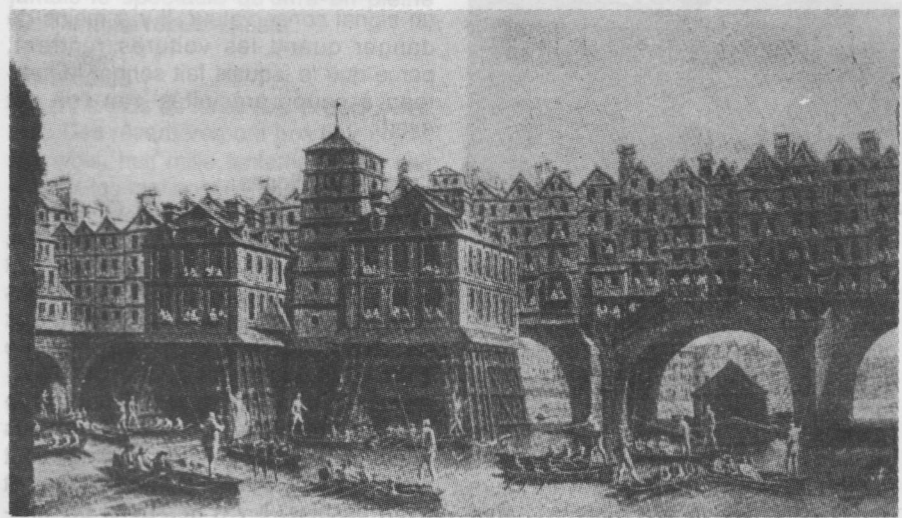
Les gazettes attaquèrent à leur tour le malheureux littérateur.



SCENES DE LA VIE PARISIENNE
A LA VEILLE DE LA REVOLUTION
d'après "Tableau de Paris" de L.S. Mercier

Deux cents ans après la parution de son "Tableau de Paris", nous rendons hommage à Mercier en publiant quelques extraits de cet ouvrage, dont nous nous sommes bien gardés d'altérer le style. Nous sommes certains que nos lecteurs y trouveront intérêt et plaisir :

J'ose croire que, dans cent ans, on reviendra à mon Tableau, non pour le mérite de la peinture, mais parce que mes observations, quelles qu'elles soient, doivent se lier aux observations du siècle qui va naître, et qui mettra à profit notre folie et notre raison. La connaissance du peuple parmi lequel il vit, sera donc toujours la plus essentielle à tout écrivain qui se proposera de dire quelques vérités utiles, propres à corriger l'erreur du moment ; et je puis dire que c'est la seule gloire à laquelle j'ai aspiré.



Les maisons élevées sur les ponts...

L'air vicié

Dès que l'air ne contribue plus à la conservation de la santé, il tue ; mais la santé est le bien sur lequel l'homme se montre le plus indifférent. Des rues étroites et mal percées, des maisons trop hautes et qui interrompent la libre circulation de l'air, des boucheries, des poissonneries, des égouts, des cimetières, font que l'atmosphère se corrompt, se charge de particules impures, et que cet air renfermé devient pesant et d'une influence maligne.

Les maisons d'une hauteur démesurée sont cause que les habitants du rez-de-chaussée et du premier étage sont encore dans une espèce d'obscurité lorsque le soleil est au plus haut point de son élévation.

Les maisons élevées sur les ponts, outre l'aspect hideux qu'elles présentent, empêchent le courant d'air de traverser la ville d'un bout à l'autre, et d'emporter avec les vapeurs de la Seine tout l'air corrompu des rues qui aboutissent aux quais.

Lorsque le citoyen veut, les fêtes et les dimanches, respirer l'air pur de la campagne, à peine a-t-il mis le pied hors des barrières, qu'il trouve les exhalaisons infectes qui sortent des gadoues et autres immondices : elles couvrent les campagnes à une demi-lieue de la capitale. Ses promenades sont infectées, parce que l'on n'a pas eu l'attention de porter les boues un peu plus loin : les beaux boulevards s'en ressentent et perdent ainsi leur agrément. Aucun soin paternel ne veille à dédommager le citadin de ses fatigues journalières, et de l'argent qu'il donne.

On sait que les végétaux tendent à conserver l'atmosphère dans un état de salubrité, à la purger même de toute corruption : voilà pourquoi les anciens environnaient leurs temples et leurs places publiques de grands arbres : pourquoi ne les imiterions-nous pas ?

Les maisons sont puantes, et les habitants perpétuellement incommodés. Chacun a dans sa maison des magasins de corruption ; il s'exhale une vapeur infecte de cette multitude de fosses d'aisance. Leurs vidanges nocturnes répandent l'infection dans tout un quartier, coûtent la vie à plusieurs malheureux, dont on peut apprécier la misère par l'emploi périlleux et dégoûtant auquel ils se livrent.

Ces fosses, souvent mal construites, laissent échapper la matière dans les puits voisins. Les boulangers qui sont dans l'habitude de se servir de l'eau des puits, ne s'en abstiennent pas pour cela ; et l'aliment le plus ordinaire est nécessairement imprégné de ces parties méphitiques et malfaisantes.

Les vidangeurs aussi, pour s'épargner la peine de transporter les matières fécales hors de la ville, les versent au point du jour dans les égouts et dans les ruisseaux. Cette épouvantable lie s'achemine lentement le long des rues vers la rivière de Seine, et en infecte les bords, où les porteurs d'eau puisent le

Les porteurs d'eau puisent le matin dans leurs seaux l'eau que les insensibles parisiens sont obligés de boire...





Le passage du ruisseau - peinture de Garnier, gravure de Petit

matin dans leurs seaux l'eau que les insensibles parisiens sont obligés de boire.

Ruisseaux

Un large ruisseau coupe quelquefois une rue en deux, et de manière à interrompre la communication entre les deux côtés des maisons. A la moindre averse il faut dresser des ponts tremblants. Rien ne doit plus divertir un étranger que de voir un Parisien traverser ou sauter un ruisseau fangeux avec une perruque à trois marteaux, des bas blancs et un habit galonné, courir dans de vilaines rues sur la pointe du pied, recevoir le fleuve des gouttières sur un parasol de taffetas. Quelles gambades ne fait pas celui qui a entrepris d'aller du faubourg St. Jacques dîner au faubourg St. Honoré, en se défendant de la crotte, et des toits qui dégouttent ! Des tas de boue, un pavé glissant, des essieux gras, que d'écueils à éviter ! Il aborde néanmoins ; à chaque coin de rue il a appelé un décrotteur ; il en est quitte pour quelques mouches à ses bas. Par quel miracle a-t-il traversé sans autre encombre la ville du monde la plus sale ? Comment marcher dans la fange en conservant ses escarpins ? Oh ! c'est un secret particulier aux Parisiens, et je ne conseille pas à d'autres de vouloir les imiter.

Pourquoi ne pas s'habiller conformément à la boue et à la poussière ? Pourquoi prendre à pied un vêtement qui ne convient qu'à celui qui roule dans une voiture ? Pourquoi n'avoir pas des trottoirs, comme à Londres ?

Les portes cochères

Les gens qualifiés font jeter, pendant leurs maladies, du fumier devant leurs portes cochères et aux environs, pour que le bruit des carrosses les incommode moins. Ce privilège abusif change la rue en un cloaque affreux, pour peu qu'il ait plu, et fait marcher cent mille hommes en douze heures, dans un fumier liquide, noir et puant, où l'on enfonce jusqu'à mi-jambe. Cette manière d'empailler toute une rue, rend les voitures plus dangereuses, en ce qu'on ne les entend pas.

Pour épargner quelque cahot bruyant à une tête malade ou vaporeuse, on expose la vie de trente mille fantassins, dont la *cavalerie* se moque, il est vrai, mais qui ne doivent pas expirer sous les roues silencieuses d'un carrosse, pace que Monsieur le marquis a eu un accès de fièvre ou une indigestion.

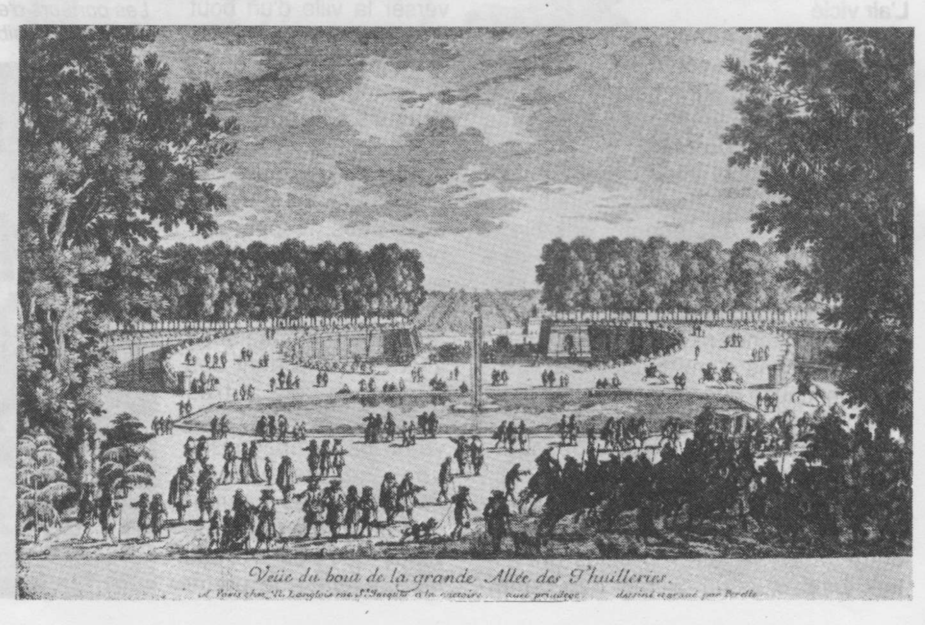
Souvent les portes cochères vomissent des voitures qui sortent à l'improviste, et qui coupent la rue rapidement et transversalement, de sorte qu'il est impossible de se garantir de ce brusque danger : on se jette dans le péril, ne sachant si elles tourneront à droite ou à gauche. Ne pourrait-on pas obliger les portiers à prévenir les passants, et à siffler d'une certaine manière, ce qui serait un signal conservateur. Il y a moins de danger quand les voitures rentrent, parce que le laquais fait sonner le marteau à coups précipités ; et l'on est averti.

Latrines publiques

Elles manquent à la ville. On est fort embarrassé dans ces rues populeuses, quand le besoin vous presse ; il faut aller chercher un privé au hasard dans une maison inconnue. Vous tâtez aux portes et avez l'air d'un filou, quoique vous ne cherchiez point à prendre.

Autrefois le jardin des Tuileries, le palais de nos rois, était un rendez-vous général. Tous les chieurs se rangeaient sous une haie d'ifs, et là ils soulageaient leurs besoins. Il y a des gens qui met-

Vue de la grande allée des Tuileries



tent de la volupté à faire cette sécrétion en plein air : les terrasses des Tuileries étaient inabordables par l'infection qui s'en exhalait. Monsieur le comte d'Angiviller (directeur des bâtiments et jardins de Louis XVI), en faisant arracher ces ifs, a dépaysé les chieurs qui venaient de loin tout exprès. On a établi des latrines publiques, où chaque particulier satisfait son besoin pour la pièce de deux sols ; mais si vous vous trouvez au faubourg St. Germain, et que vos viscères soient relâchés, aurez-vous le temps d'aller trouver l'entrepreneur ? L'un se précipite dans une allée sombre, et se sauve ensuite ; l'autre est obligé, au coin d'une borne, d'offenser la pudeur publique ; tel autre se sert d'un *fiacre* ou d'une *vinaigrette* ; il transforme le siège de la voiture en siège d'aisance. Ceux qui se sentent encore des jambes, courent à demi-courbés au bord de la rivière.

Les femmes sur ce point sont plus patientes que les hommes ; elles savent si bien prendre leurs mesures, que la plus dévergondée ne donne jamais le spectacle qu'offre en pleine rue l'homme réputé chaste.

Réverbères

Il n'y a plus de lanternes depuis seize ans. Des réverbères ont pris leur place. Autrefois, huit mille lanternes avec des chandelles mal posées, que le vent éteignait ou faisait couler, éclairaient mal, et ne donnaient qu'une lumière pâle, vacillante, incertaine, entrecoupée d'ombres mobiles et dangereuses. Aujourd'hui, on a trouvé le moyen de procurer une plus grande clarté à la ville, et de joindre à cet avantage la facilité du service. Les feux combinés de douze cents réverbères jettent une lumière égale, vive et durable.

Pourquoi la parcimonie préside-t-elle encore à cet établissement nouveau ? L'interruption des réverbères a lieu les jours de lune ; mais avant qu'elle soit levée sur l'horizon, la nuit la plus obscure règne dans les rues ; et quand elle brille au firmament, la hauteur des maisons intercepte encore les rayons de cet astre, dont le flambeau devient inutile. Quand il se couche, les mêmes inconvénients se font sentir, et Paris alors est totalement plongé dans les plus dangereuses ténèbres.

L'huile des réverbères est une huile de tripes, qui se fabrique, lors de la cuisson, dans l'île des Cygnes (aujourd'hui quai de Grenelle).

On fait payer tous les vingt ans, aux propriétaires des maisons, une somme assez considérable pour le rachat des boues et lanternes. La taxe surpasse de beaucoup les frais qu'il en coûte pendant ces vingt années ; ce qui est une vexation de plus, que supporte le bon Parisien.

Enseignes

Les enseignes sont maintenant appliquées contre le mur des maisons et des boutiques ; au lieu qu'autrefois elles pendaient à de longues potences de fer ; de sorte que l'enseigne et la potence, dans les grands vents, menaçaient d'écraser les passants dans les rues.

Quand le vent soufflait, toutes ces enseignes, devenues gémissantes, se heurtaient et se choquaient entr'elles ; ce qui composait un carillon plaintif et discordant, vraiment incroyable pour qui ne l'a pas entendu. De plus, elles jetaient la nuit des ombres larges, qui rendait nulle la faible clarté des lanternes.

La ville, qui n'est plus hérissée de ces appendices grossiers, offre, pour ainsi dire, un visage poli, net et rasé. On doit cette sage ordonnance à *Monsieur de Sartine*, qui, de lieutenant de police, est devenu ministre de la marine.

L'orthographe est extrêmement vicieuse sur les enseignes, les écriteaux et dans les autres inscriptions des boutiques ; là l'ignorance est gravée en lettres d'or.

Il est important que cette langue qui est devenue celle de l'Europe, ne souffre aucune altération, surtout dans ses principaux signes ; car à la longue le peuple qui fait loi quant à l'idiome, peut corrompre une langue et lui substituer un jargon misérable.

L'ignorance produit quelquefois des rapports bizarres, et dont on s'amuse, parce que les riens ont droit avant tout d'intéresser le Parisien. Un nommé *Ledru* a fait sa fortune avec l'inscription de son enseigne, laquelle portait : *Ledru pose des sonnettes dans le cul-de-sac*. L'écrivain, perché sur sa haute échelle, avait mis un gros point après le mot *cul*, et avait rejeté *de sac* à l'autre ligne, ce qui parut facétieux ; et tout le monde voulut employer le sieur Ledru, qui *posait des sonnettes dans le cul*. Il n'en fallut pas davantage pour lui attirer la vogue.

Mais ce qui est bien pis que des fautes d'orthographe ou des expressions ridicules, c'est l'impudence de certains polissons qui barbouillent nos blanches murailles de figures indécentes et de mots obscènes. La police, qui fait enlever les boues et les ordures, devrait faire effacer en même temps ces

Vue du Pont Neuf. Au centre la statue de Henri IV



turpitudes ; car ce n'est pas assez que le tombereau des immondices nettoie la ville, il ne faut pas encore que l'oeil de nos femmes et de nos filles, en sortant de chez elles, rencontre de pareilles images, beaucoup plus révoltantes que des rues mal balayées.

Le Pont-Neuf

Le Pont-Neuf est dans la ville ce que le coeur est dans le corps humain, le centre du mouvement et de la circulation ; le flux et le reflux des habitants et des étrangers frappent tellement ce passage, que pour rencontrer les personnes qu'on cherche, il suffit de s'y promener une heure chaque jour.

Les mouchards se plantent là ; et quand au bout de quelques jours ils ne voient pas leur homme, ils affirment positivement qu'il est hors de Paris. Le coup d'oeil est plus beau de dessus le Pont-Royal ; mais il est plus étonnant de dessus le Pont-Neuf. Là, les Parisiens et les étrangers admirent la statue équestre de Henri IV, et tous s'accordent à le prendre pour le modèle de la bonté et de la popularité.

On croit dans les provinces, qu'on ne saurait traverser le Pont-Neuf la nuit, sans courir risque d'être jeté, à la rivière. On parle des attentats de Cartouche comme si ce voleur subsistait encore : c'est le passage le plus sûr qui soit à Paris.

L'île Saint-Louis

Cette île était autrefois partagée en deux par un petit bras de la rivière. On a joint les deux îles. C'est un quartier qui semble avoir échappé à la grande corruption de la ville ; elle n'y a point encore pénétré. Aucune fille de mauvaise vie n'y trouve un domicile. Dès qu'on la connaît, on la pousse, on la renvoie plus loin. Les bourgeois se surveillent ; les moeurs des particuliers y sont connues : toute fille qui commet une faute, devient l'objet de la censure, et ne se mariera jamais dans le quartier. Rien ne représente mieux une ville de province du troisième ordre, que le quartier de l'Ile. On a fort bien dit : "L'habitant du Marais est étranger dans l'Isle".

On entre dans cette île par trois ponts. Le Pont-Marie, qui y communique, portait cinquante maisons uniformes et profondes de quatre toises. Un débordement de la Seine emporta, le premier mars 1658, deux arches et vingt-deux maisons. Avis renouvelé aux maisons placées sur des ponts, et que les inondations ont encore épargnées.

Le faubourg Saint-Marcel

C'est le quartier où habite la *populace* (1) de Paris, la plus pauvre, la plus remuante et la plus indisciplinable. Il y a plus d'argent dans une seule maison du faubourg Saint-Honoré, que dans tout le faubourg Saint-Marcel pris collectivement.

Les séditions et les mutineries ont leur origine cachée dans ce foyer de la misère obscure.

Les maisons n'y ont point d'autre horloge que le cours du soleil ; ce sont des hommes reculés de trois siècles par rapport aux arts et aux moeurs régnantes. Tous les débats particuliers y deviennent publics, et une femme mécontente de son mari, plaide sa cause dans la rue, le cite au tribunal de la *populace*, attroupe tous les voisins, et récite la confession scandaleuse de son homme. Les discussions de toutes natures finissent par de grands coups de poings ; et le soir on est racommodé, quand l'un des deux a eu le visage couvert d'égratignures.

Là, tel homme enfoncé dans un galetas, se dérobe à la police et aux cent yeux de ses argus, à peu près comme un insecte imperceptible se dérobe aux forces réunies de l'optique.

Une famille entière occupe une seule chambre, où l'on voit les quatre murailles, où les grabats sont sans rideaux, où les ustensiles de cuisine roulent avec les vases de nuit. Les meubles en totalité ne valent pas vingt écus ; et tous les trois mois les habitants changent de trou, parce qu'on les chasse faute de paiement du loyer. Ils errent ainsi, et promènent leurs misérables meubles d'asile en asile. On ne voit point de souliers dans ces demeures ; on n'entend le long des escaliers que le bruit des sabots. Les enfants y sont nus et couchent pêle-mêle.

C'est ce faubourg qui, le dimanche, peuple Vaugirard et ses nombreux cabarets ; car il faut que l'homme s'étourdisse sur ses maux : c'est lui surtout qui remplit le fameux *salon des gueux*. Là, dansent sans souliers et tournoyant sans cesse, des hommes et des femmes qui, au bout d'une heure, soulèvent tant de poussière qu'à la fin on ne les aperçoit plus.

Une rumeur épouvantable et confuse, une odeur infecte, tout vous éloigne de ce salon horriblement peuplé, et où dans des plaisirs faits pour elle, la *populace* boit un vin aussi désagréable que tout le reste.

Ce faubourg est entièrement désert les fêtes et les dimanches. Mais quand Vaugirard est plein, son peuple reflue au Petit-Gentilly, aux Porcherons (dans le faubourg Montmartre) et à la Courtille : on voit le lendemain, devant les boutiques des marchands de vin, les tonneaux vides et par douzaines. Ce peuple boit pour huit jours.

Il est, dans ce faubourg, plus méchant, plus inflammable, plus querelleur, et plus disposé à la mutinerie, que dans les autres quartiers. La police craint de pousser à bout cette *populace* ; on la ménage, parce qu'elle est capable de se porter aux plus grands excès.

Petites bourgeoises

Faire *l'amour à une fille*, en style bourgeois, c'est la rechercher en mariage. Un garçon se présente le dimanche après vêpres, et joue *une partie de mouche*. Il perd et ne murmure pas ; il demande la permission de revenir, elle lui est accordée devant la fille qui fait *la petite bouche*.

Le dimanche suivant, il arrange une partie de promenade, pour peu qu'il fasse beau. Déclaré épouseur, il a la liberté d'entretenir sa future à cinquante pas géométriques devant les parents. A l'issue d'un petit bois, se fait l'importante déclaration, qui ne surprend point la belle.

Le prétendu est toujours bien frisé et d'une humeur charmante ; aussi la fille parvient-elle à l'aimer un peu. Puis elle sait que le mariage est pour elle la seule porte de liberté. Toute la maison ne parle devant l'épouseur que de la vertu intacte, qui règne de temps immémorial dans la famille.

Mais il survient un petit inconvénient. Les parents du garçon ont trouvé un parti plus avantageux : on rompt ses habitudes. La fille est piquée, mais elle se console. C'est pour la troisième fois que cela lui arrive ; et forte des leçons de sa mère, elle s'arme d'une noble fierté contre les infidèles.

Quelques autres se présentent ; mais l'histoire du contrat fait toujours obstacle. Cependant la fille court sur son *vingt et unième* ; il n'y a plus à balancer, il faut que le père se décide, car il sait que *marchandise gardée perd de son prix*, sans compter les accidents.

La fille devient boudeuse ; le premier qui vient faire des propositions est accepté. En trois semaines on bâcle l'affaire. La fille aura le plaisir de dire qu'elle a été recherchée au moins par cinq partis ; mais elle n'ajoutera pas qu'elle a été remerciée par quatre.

Payer son terme

Combien parmi vous pâlissent, mes chers et pauvres Parisiens, en lisant seulement le titre de ce chapitre : *payer son terme !* Il rend un son lugubre. On s'arrange avec son épicier, avec son boucher, avec son tailleur, même avec un Juif ; mais on ne s'arrange point avec son principal locataire.

Un principal locataire est un créancier impitoyable, qui vous apparaît à chaque quartier ; mais il est talonné lui-même par le propriétaire qui doit à son maçon, et qui rejette son inflexibilité sur les receveurs des trois vingtièmes, qui font pleuvoir les *commandements de par le Roi*, parce qu'ils se les font ensuite rem-

(1) Ce terme qui signifie Bas peuple était très utilisé à l'époque, nous le retrouverons plusieurs fois au cours de ces récits.

bourser au triple.

Une fille d'une conduite équivoque, qui paye régulièrement son terme, devient tout de suite une très honnête fille. Celle qui ne le paye pas, fût-elle la plus sage et la plus vertueuse du quartier, est rangée bien au-dessous d'une raccrocheuse. On n'a enfin la figure d'un honnête homme et d'une honnête femme, que lorsque l'on a satisfait le principal locataire, dès que le quartier est *échu* ; il ne salue même que ceux qui l'on payé avec cette ponctualité.

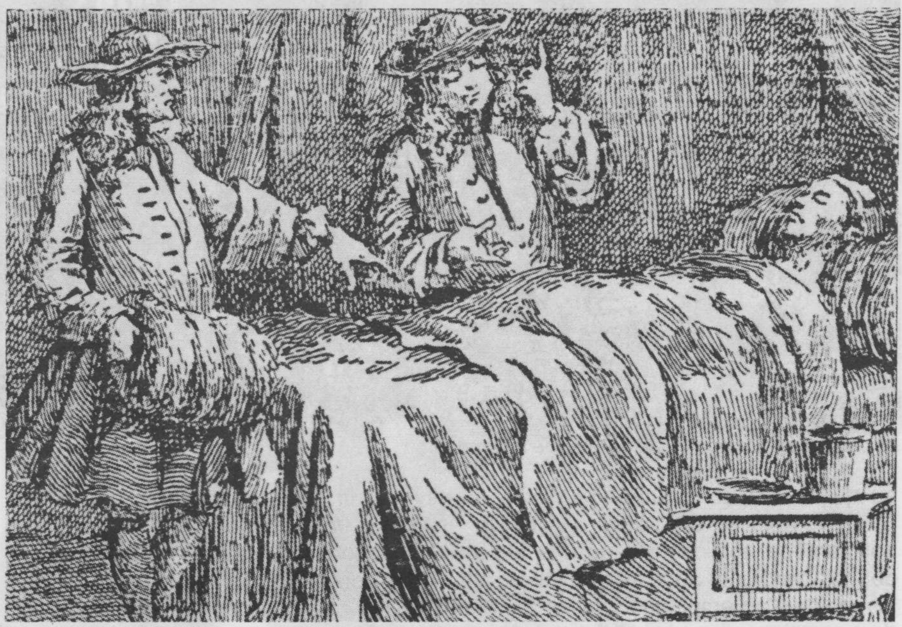
Dans les faubourgs, il y a trois a quatre mille ménages qui ne payent point leur terme, et qui promènent tous les trois mois, de galetas en galetas, des meubles dont la totalité ne vaut pas quatre-vingts francs ; ils déménagent pièce à pièce sans payer, et laissent seulement un de leurs meubles pour dédommagement, de sorte qu'au bout de deux ou trois années ils n'ont plus de meubles. Le receveur de la capitation, qui ne s'attendrit jamais, arrive de *par le Roi*, et s'empare du dernier.

Le *cendrier*, le marchand *de bouteilles cassées*, le *gratte-ruisseau*, le *crieur de vieilles ferrailles et de vieux chapeaux*, ont leurs gîtes et payent *capitation*.Quand on voit toutes les rues peuplées à midi, on ne conçoit pas au premier coup d'oeil, où tout ce monde se logera le soir. C'est comme une ruche bourdonnante ; chaque insecte ailé a sa case : mais dans la ruche humaine, les cases sont prodigieusement inégales. Ici dix insectes sont dans le même trou, tandis qu'un autre insecte logeant des animaux qui le traînent, jetant dans les airs la fumée ondoyante de sa grasse cuisine, occupe soixante fois plus de place.

Depuis trente ans on a bâti dix mille maisons nouvelles, et il y a plus de huit mille appartements qui sont vides. Eh bien, quand vous voulez vous loger, vous êtes fort embarrassés, à cause des convenances. On se loge aussi plus grandement qu'autrefois. Il est très difficile de décider si la population de Paris a baissé ou s'est accrue depuis quarante ans ; je crois qu'elle a baissé. Les petites locations ont infiniment plus de concurrents que les autres. Il y aura cent personnes qui se présenteront pour une chambre de cinquante écus ; et un hôtel de douze mille livres de loyer portera longtemps *écriteau*. Proportion gardée, le pauvre paye plus cher son appartement que le riche, et il en est de même pour tout le reste ; c'est là la plus incontestable, la plus triste et la plus instructive vérité, qui se trouve dans tout le cours de mon livre ; et je ne l'ai fait, j'ose le dire, que pour la bien inculquer, sous différentes couleurs, dans la tête des Administrateurs présents et futurs de la grande police. C'est en protégeant le faible et le pauvre, que les lois humaines développent leur plus haute sagesse ; et c'est par là que les royaumes s'honorent dans la postérité la plus reculée.

Empiriques

Ils sont les médecins du peuple. Le peuple n'a pas de quoi payer ceux qui roulent en voiture. Il va chez ceux qui donnent en même temps la consultation et le remède : par là il est dispensé de payer l'apothicaire.



Une consultation médicale au XVIIIe siècle.
Les médecins, en tenue de ville portent le manchon.

Les empiriques ne sont pas despotiques. On va chez eux, on marchande, on tâte de leur remède ; s'il réussit, on continue ; s'il ne fait pas du bien, on le met de côté. Mais le médecin ne se relâche pas de la rigueur de ses ordonnances. Le médecin qui raisonne, tantôt tue et tantôt guérit. L'empirique en fait autant ; mais du moins il ne raisonne pas. Il se conduit par l'expérience ; et comme nous sommes tous plus ou moins pyrrhoniens, lorsqu'il s'agit de cette science très obscure, nous ne voyons pas de mauvais oeil les empiriques qui ont aussi à citer leurs merveilleuses guérisons.

L'empirique sera constamment le médecin du pauvre, de l'indigent. Celui qui n'a point de temps à perdre monte chez l'Esculape grossier : *Me guérirez-vous ?* lui dit-il d'une voix impérative, *je n'ai pas le loisir d'être malade*. L'esculape répond affirmativement : *Oui, je vous guérirai.*

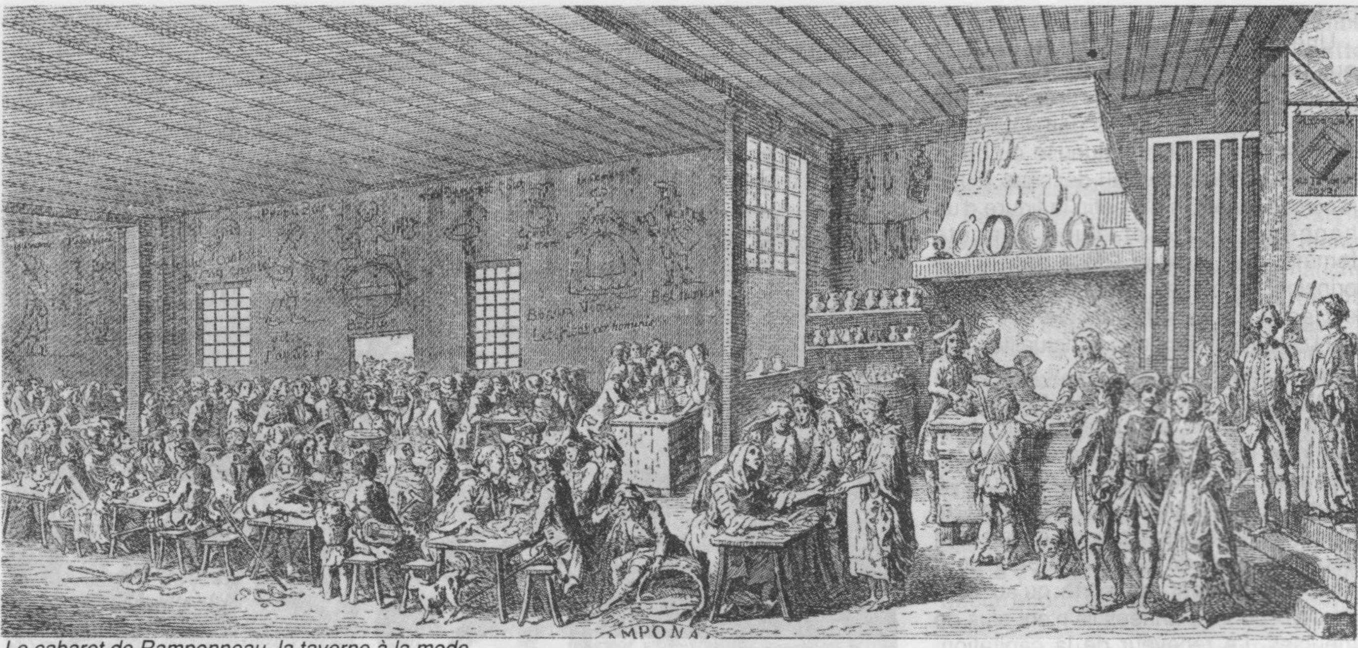
Quand il n'y aurait que ce ton ferme , assuré, qui frappe le malade, ce serait déjà un grand bien ; car il commence par fortifier l'âme, et le médecin de la Faculté, avec sa parole incertaine et ces tâtonnements, ne verse pas dans l'âme le courage ni le beaume restaurant de l'espérance. Il est froid, tandis que l'autre, chaud et véhément, vous dit d'une voix forte et convaincante : *prenez et guérissez.*

Ce ton éloquent ranime et conforte le malade, chasse la peur, et commence peut-être la guérison. Il ne faut pas compter pour peu cette force, imagination ordinaire aux empiriques, et qui leur fait dire à des squelettes ambulants : *j'en ai guéri bien d'autres ; vous ne digérez pas ; eh bien, dans quinze jours vous mangerez un aloyau avec moi.*

Un médecin blême avec une voix flûtée, l'oeil indécis, vous tâte le pouls mollement, profère de ces phrases élégantes, mais dont on sent le vide. Il semble vouloir temporiser la maladie, en faire un objet de curiosité. Son ton doux et mielleux à la constitution vaporeuse des femmes et des élégants de nos jours. L'empirique, au contraire, a la parole hardie, l'oeil sûr ; il fait tourner son malade, lui bat l'épaule, s'empare de son imagination, et en le félicitant d'être venu le trouver, il a déjà changé la situation de son esprit.

Le peuple trouve donc que les médecins n'ont pas le talent de la parole ; et conformément à sa manière de juger, il a recours aux empiriques qui ont le ton populaire, qui font rire les agonisants, en leur prouvant qu'ils se porteront bien avant peu, et qui distribuent l'apophtegme médical et la bouteille pour vingt-quatre sols.

Tous ceux qui distribuent des remèdent sont enregistrés à la police ; ils sont tolérés lorsqu'ils ont déposés le secret de leur composition entre les mains du premier médecin du roi. Plusieurs remèdes dont on fait usage dans la médecine, sont dus originairement à des empiriques. Et ne peut-il pas se trouver un remède bon au corps humain, dans presque toutes les circonstances ? Ne voyons-nous pas aujourd'hui, que toute l'apothicairerie, entre les mains des véritables gens de l'art, se réduit au tartre stibié, au jalap,



Le cabaret de Ramponneau, la taverne à la mode.

au quinquina, au mousse de Corse à l'éther ; voilà ce qui sauve la vie. Un bon remède applicable dans une foule de maladies, peut donc se trouver entre les mains d'un empirique ; et un remède non universel, mais bienfaisant dans presque tous les cas, n'est pas aussi chimérique qu'on voudrait le dire.

Quoi qu'il en soit, le peuple qui n'a pas plus envie de mourir que les grands, court chez les empiriques, croit aux empiriques, ne renoncera pas aux empiriques ; il a droit de les interpeller, de les tancer. Le malade dispute, se plaint, gronde, ce qu'il ne peut avec le médecin irréfragable.

Il résulte que les empiriques guérissent et ne tuent pas plus de monde que les médecins endossant robe fourrée.

Instruction

Nous avons eu lieu de remarquer plusieurs fois, que le Parisien manquait d'instruction, qu'il suivait opiniâtrement les préjugés les plus contraires à ses véritables intérêts, qu'une foule de vielles idées lui étaient encore chères. Ce défaut d'instruction dans la majeure partie du peuple n'est pas un petit inconvénient, parce qu'il rétrécit de jour en jour les idées religieuses ou politiques, qu'il subordonne les choses les plus sérieuses à la futile plaisanterie, et qu'il sera facile de mouvoir ce peuple comme des marionnettes, tant qu'il n'aura pas sur certains objets des notions exactes et préliminaires.

Les dimanches et fêtes

Il n'y a plus que les ouvriers qui connaissent les fêtes et dimanches. La Courtille, les Porcherons, la Nouvelle-France se remplissent ces jours-là de buveurs. Le peuple y va chercher des boissons à meilleur marché que dans la ville. Plusieurs désordres en résultent, mais le peuple s'égaie, ou plutôt s'étourdit sur son sort. Ordinairement l'ouvrier *fait le lundi*, c'est à dire, s'enivre encore pour peu qu'il soit en train.

Le bourgeois qui a besoin d'économie, ne sort pas des barrières. Il va se promener assez ennuyeusement aux Tuileries, au Luxembourg, à l'Arsenal, aux Boulevards. Le peuple va encore à la messe, mais il commence à se passer des vêpres, que le beau monde appelle *l'opéra des gueux*. Il faut qu'il reste debout dans les églises, ou qu'il paie une chaise. Cela est très mal vu ; on lui demandera *six sols* pour entendre un sermon assis. Les temples sont donc déserts, excepté dans les grandes solennités, où les cérémonies le rappellent. Quoi, de l'argent encore pour entendre l'office divin !

Il est singulier que, dans les états catholiques, le dimanche soit presque partout un jour de désordres. On a supprimé enfin à Paris *quatorze jours de fêtes par an*. On s'est arrêté en beau chemin. Il en reste encore trop : autant d'enlevé du moins à l'ivrognerie et à la débauche crapuleuse.

La Courtille

On ne sait ici bas à qui la renommée promet ses faveurs éclatantes. Elle tire de la plus profonde obscurité, des noms qu'elle proclame tout à coup, et rend illustres. Ces noms passent dans toutes les bouches, s'attachent à la langue nationale, et deviennent immortels. Tel est le fameux nom de *Ramponeau*, plus connu mille fois de la multitude que ceux de *Voltaire* et de *Buffon*. Il a mérité de devenir célèbre aux yeux du peuple, et le peuple n'est jamais ingrat. Il abreuvait la *populace* altérée de tous les faubourgs, à trois sols et demi la pinte : modération étonnante dans un cabaretier, et qu'on n'avait point encore vue jusqu'alors !

Sa réputation fut aussi rapide qu'étendue. Une affluence extraordinaire rendit son cabaret trop étroit, et l'emplacement s'élargit bientôt avec sa fortune. Je ne parlerai point des princes qui le visitèrent. *Le sourire du peuple*, a dit Marmontel, *vaut mieux que la faveur des rois*.

Il fut question de le faire monter sur un théâtre, pour le livrer tout entier aux avides regards du public, qui ne voulait voir que lui. Il avait signé un engagement avec l'entrepreneur d'un spectacle ; mais il se rétracta, alléguant sa *conscience*, qui lui reprochait d'avoir voulu monter sur un théâtre. Il en naquit un procès, mais Ramponeau triompha, et ses avocats adverses furent vertement chapitrés par leur ordre : tant le génie prédominant de ses heureux destins terrassait tous ses ennemis.

La fortune vint à la suite de la renommée : il enrichit la langue d'un mot nouveau, et comme c'est le peuple qui fait les langues, ce mot restera. On dit *ramponer*, pour dire boire à la guinguette hors de la ville, et un peu plus qu'il ne faut.

C'est à la Courtille que s'agite le dimanche un peuple qui consacre ce jour-là à la boisson et au libertinage, que dans un étage au-dessus on appelle galanterie : il est presque sans voile dans ces tavernes, où cette *populace* étourdit sa raison sur le profond sentiment de sa misère. C'est la brutalité de la passion, qui, dans ce qu'on appelle le bas peuple, fait le grand nombre d'enfants, et le philosophe, après s'être promené à la Courtille avec ses yeux observateurs, ne pourra s'empêcher de dire : "C'est là où la nature gagne, car elle perd avec les classes supérieures ; et ce sont les inférieures qui la dédommagent des pertes qu'elle fait chez les grands et chez le bourgeois trop aisé".

(à suivre)

LE THEATRE DE TRADITION POPULAIRE



"Il y a trois parties sensibles : la peau, la bourse et la femme. Etre rossé, volé, trompé, voilà les trois mésaventures qui le font rire quand elles arrivent aux autres, parce qu'elles le fâcheraient si elles lui arrivaient".

Gustave Lanson

Le théâtre de tradition populaire s'est éteint à la fin du XIXème siècle, sous les assauts répétés de la dérision des érudits et de la bourgeoisie bien pensante. Les roulottes sont arrivées au bout de leurs longs chemins cahotiques à travers villages et campagnes, emportant avec elles la mascarade, la farce, la satire et le renouveau inépuisable d'artistes à jamais méconnus.

La spontanéité de ces spectacles vivants, repris et manipulés en fonction du lieu, du public, de l'actualité, de l'humeur et de l'improvisation, n'a laissé que peu de traces. Les saltimbanques, farceurs et bateleurs n'hantent plus les tréteaux. Il ne reste pour les évoquer que quelques ouvrages aux données très superficielles.

Ils n'ont jamais écrit leur théâtre : il existait !

Les *atellanes* de l'Antiquité romaine, ces petites pièces bouffonnes ; les *moralités*, ces courtes pièces du Moyen-Age, les *soties* (ou sotties), ces farces satiriques ; les *mystères* du Moyen-Age, ces pièces à sujet religieux ; les comédies italiennes du XVIème siècle ; les farces du théâtre de foire Parisien du XVIIème et XVIIIème siècle et les drames populaires du XIXème siècle écrits par Dumas père ou fils, Paul Féval, Eugène Sue, ou encore Victor Hugo ou Edmond Rostand, forgent à travers les siècles le théâtre populaire.

Les caractéristiques principales de ces spectacles de tréteaux sont la spontanéité du geste, les situations rapides et variées, les personnages très "typés", une trame plus qu'une réalisation dramatique, des dialogues vifs, aux liaisons et aux scènes parfois osées !

L'expansion de la doctrine des *humanistes* de la Renaissance qui contribue à la création de tendance littéraire, va creuser un fossé extrèmement profond entre le théâtre populaire et le théâtre aristocratique en France (Alors qu'en Angleterre, la Renaissance connaît, avec Shakespeare un épanouissement du théatre populaire). Ainsi, les érudits et les lettrés, la cour et les nobles, se détournent de ces spectacles prosaïques, refusant de se mélanger au peuple *inculte et misérable*.

Même le clergé, qui avait encouragé en son temps les représentations des mystères sur les parvis des églises, se détourne du théâtre comique et de ses serviteurs. Il est vrai que les spectacles religieux dégénéraient et ressemblaient le plus souvent à des spectacles de bouffonneries. Une fois l'an, le Pape des Fous et l'Evêque des Innocents étaient élus par le peuple. A l'occasion de ce sacre grotesque, un défilé de mascarade était donné : mitres, crosses, mitaines, aubes, surplis et sermons parodiaient la célébration de la messe. L'autel même de l'église et la chaire servaient à leur représentation.

Le Pape Innocent III, en 1210, intervient en personne pour condamner "les jeux de théâtre et les spectacles donnés dans les églises et par lesquels on y introduit des masques".

Quand le théâtre devient ambulant

Les saltimbanques se mettent en chemin : les roulottes deviennent leurs maisons, les cieux leurs théâtres.

Leurs représentations sont le plus souvent constituées de trois sortes de pièces : la sotie, la moralité puis la farce.

La *sotie*, farce de caractère satirique, est jouée par des acteurs en costumes de bouffons représentant différents personnages d'un imaginaire "peuple de sots". Véritable allégorie du temps, c'est un extraordinaire instant pour la mise en train du spectacle. Les sots, habillés d'un maillot aux couleurs de

Un théatre au XVIe siècle. De simples tréteaux avec une toile, le public debout, tout à fait contre la scène.

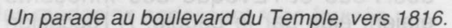
Sganarelle et revêtant un capuchon jaune et vert à oreilles d'âne, restent célèbres pour la richesse de leurs calembours, leur talent pétulant de comédien, leurs improvisations truculentes, leurs acrobaties insensées et leurs mimiques de pitre.

Ensuite, c'est la *moralité* qui se joue, pièce principale et sérieuse du spectacle. Le public assiste religieusement à cette représentation, le plus souvent allégorique et aux intentions édifiantes.

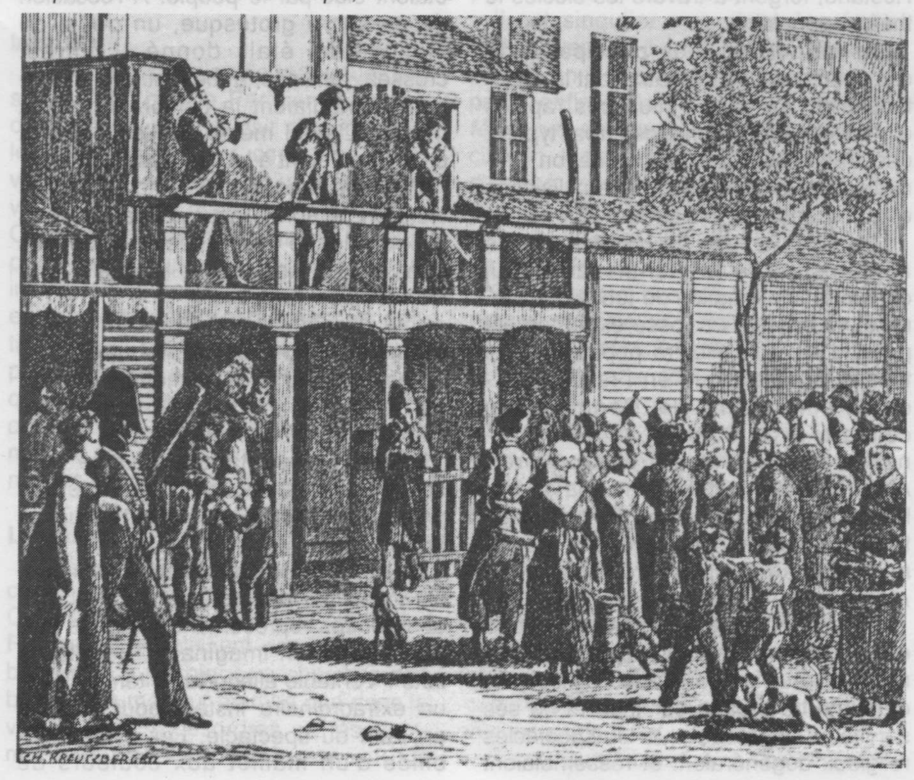
Puis, comme pour effacer l'ennui de la pièce précédente, les sots reprennent possession de la scène afin d'interpréter la *farce*. Jeux de scènes trépidants, personnages grotesques et langage peu délicat, redonnent vie à ce public toujours joyeux devant le malheur d'autrui.

Ces spectacles de carrefour apparaissent bien plats et grossiers à la lecture. C'est le jeu des comédiens qui en est leur principale richesse, et s'ils rossent vertement à coup de bâton, tel Guignol, ils s'attirent alors les louanges du public.

En fait, le comédien nourrit ces spectacles de tout son corps, de tout son être. Il abandonne au théâtre sa vie, et le plus souvent sa liberté. Au XIVème siècle, le mot "comédien" n'existe pas : on parle de "joueur d'histoires", le jeu n'étant pas considéré comme un métier. Alors, les pièces fantaisistes et les mystères sont interprétés par des confréries de bourgeois et d'artisans. Par ailleurs, certaines associations temporaires se forment par contrat avec des notables afin de monter une représentation à peu de frais.



Un parade au boulevard du Temple, vers 1816.



Mais le nombre des comédiens grossit avec le temps, et leurs conditions de vie les contraignent à errer sur les routes. Sous l'Ancien Régime, Les parlements et le Clergé ne les apprécient guère, et les confondent volontiers avec les vagabonds. Il est difficile de contrôler ces comédiens et les messages de leurs spectacles ambulants; de plus, ils accueillent au sein de leurs troupes des actrices, associant ainsi la galanterie au théâtre !...

Ils sont poursuivis, battus de verges, mis au pain et à l'eau, frappés de peines allant jusqu'à la prison ferme (François 1er les mit même aux fers !), accusés d'offenser la morale, alors qu'ils ne voulaient que distraire et amuser.

La répression que l'on constate vis-à-vis des comédiens ambulants va également frapper les comédiens des universités. Des étudiants interprétant des pièces, dans l'enceinte des universités à l'encontre des grands du royaume et du clergé, sont emprisonnés. C'est ainsi que la satire dramatique disparait des tréteaux au XVIème siècle.

Mais les troupes ambulantes ne manquaient ni d'auteurs, ni d'imagination. D'autres sujets vont les remplacer. Cependant l'humanisme, l'admiration du luxe et des arts de la cour amènent les beaux esprits à se tourner vers un nouveau style de théâtre. Ainsi, en 1719, la Comédie Française obtient la suppression des Théâtres de Foire.

Mais le vaste public des théatres interdits ne l'entend pas ainsi, et il va soutenir les acteurs dans leur lutte pour leur survie. Des spectacles plus virulents encore s'opposent au théâtre dramatique naissant. A peine le théâtre populaire est-il condamné qu'il renaît de ses cendres ! Triomphalement, il inaugure sa grande époque sur les grands boulevards parisiens. De son côté, l'Opéra Comique (1724-1761) dirigé par Favard puis par Mounet va connaître les plus grands succès, en 1762, il fusionnera avec la Comédie Italienne. En 1759, J.B. Nicolet ouvre le premier théâtre du boulevard du Temple. Son exemple est rapidement suivi par Audinot en 1769 qui inaugure "L'Ambigu Comique", Vienne et Salla en 1774 "Les Associés", Lecluze de Thillay en 1778 "Les Variétés Amusantes"...

Les autorités n'ont plus qu'à abdiquer devant la tempête théâtrale qui s'abat sur Paris. Le théâtre populaire s'est imposé, mais afin d'éviter une sclérose latente, il renonce a des stéréotypes hérités du passé. Les spectacles parisiens se consacrent désormais à l'évocation de la vie bourgeoise renonçant à la satire des Grands. Ils s'attachent particulièrement à la recherche de plus de vérité dans le costume et restent avides d'une immense variété de décors.

Le théâtre populaire a survécu, il a su épouser son siècle.



Isabelle LEVY



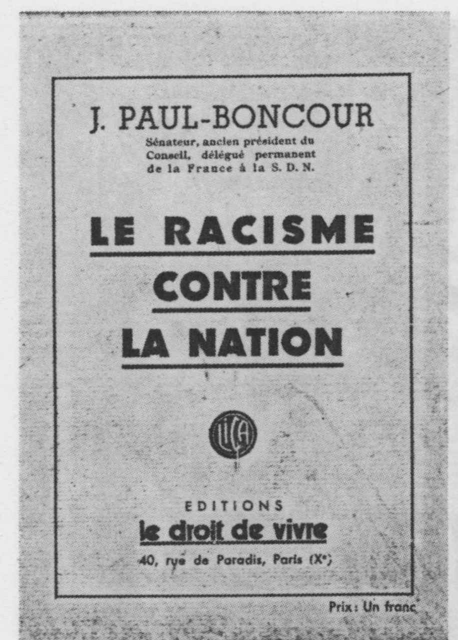
Types de la comédie italienne (XVIIe siècle)

BIBLIOGRAPHIE

- "Le Théâtre de Tradition Populaire" publié par Jean Variot Ed. Robert Laffont
- "Le Théâtre des origines à nos jours" de Léon Loussinac - Ed. Le Livre Comtemporain - Aniot-Dumont.
- "Histoire Générale illustrée du Théâtre" par Lucien Dubech - Librairie de France.
- "Histoire des Spectacles" dirigée par Guy Dumur - Encyclopédie de la Pléiade - Gallimard.



Le théâtre de l'Ambigu pendant une représentation de "La closerie des Genets" en 1846



Plaquette éditée en 1938 d'où sont tirés les extraits de ce discours



Paul-Boncour

Le 26 octobre 1938, Paul-Boncour, ancien président du Conseil, sénateur et délégué permanent de la France à la Société des Nations, intervient, Salle des Sociétés Savantes, lors de l'Assemblée d'information du **Rassemblement Mondial contre le racisme**. Il est intéressant de constater que le langage tenu à la veille de la seconde Guerre Mondiale a des tonalités proches de celui qu'on peut entendre aujourd'hui :

Je ne vous cache pas, dit-il en préambule, *que je suis venu d'autant plus volontiers que je savais la nature et la méthode de cette réunion. Je ne veux pas, bien entendu déclarer inutiles les grandes manifestations publiques, les grands meetings plus ou moins spectaculaires. Mais, voyez-vous, ce dont nous souffrons à l'heure actuelle, c'est de la perversion, en même temps que de la confusion des idées.*

La tâche la plus urgente, en attendant de reconquérir l'opinion, -car nous en avons besoin,- c'est d'abord de fortifier la nôtre, de clarifier nos idées, de détruire la confusion, de prendre à la gorge les sophismes.

(...)

La Nation, de quoi est-elle faite ? Elle est faite, de tout un ensemble d'individus, de races, de confessions, de langages quelquefois différents, mais qui sont liés avant tout par la vie commune dans une certaine portion de l'histoire.

La Nation, elle est par dessus la race, elle est dans la confusion des races, et ceux qui prèchent le racisme le font pour des besoins démagogiques intérieurs, et parce qu'il faut bien dériver sur quelqu'un, ou sur une classe, ou sur une race, les mécontentements, les souffrances produits par les crises économiques, lorsqu'on ne veut pas aller jusqu'aux conséquences socialistes qu'elles imposent.

(...)

Le racisme a été, à l'origine de l'hitlérisme, le rideau de fumée derrière lequel l'impérialisme traditionnel, mais amplifié, décuplé par la brutalité hitlérienne, a trouvé un prétexte idéologique pour aller chez les autres et pour les dominer.

(...)

Nos idées sont momentanément vaincues, elles prendront leur revanche, car elles sont avec le centre de l'évolution humaine. Nous sommes au coeur du mouvement humain et, en même temps que nous servons la cause générale de l'humanité et de la civilisation, nous servons l'intérêt le plus strict de cette nation française, faite de races mêlées.

(...)

Le régime capitaliste, il faut bien le dire, a retourné en quelque sorte cette liberté de la presse qui avait été un des grands espoirs pour lesquels des Révolutions s'étaient faites et pour lesquels des nôtres avaient péri. C'est une entreprise systématique de corruption des esprits, d'intoxication des esprits, qui fait reculer, même chez des gens dénués de toute passion politique, extrêmement honnêtes, extrêmement sincères, des notions qui, par la force des choses, par l'évolution, par le progrès (pour appeler les choses d'un nom simple mais qui répond à la réalité) avaient fini par devenir le patrimoine commun de toutes les nations civilisées.

(...)

Oui ! nous assistons à une véritable régression de toutes les valeurs humaines.(...) Nous assistons à tout cela. ***Nous ne l'acceptons pas****. Vous l'avez dit et vous avez bien fait : il ne faut jamais l'accepter, même au pire des moments. Même au fond de l'abîme, il ne faut pas désespérer.*

(...)

Il y a dans ce pays, vous m'entendez bien, toutes les possibilités de redressement, ce redressement dont on parle trop, puisque ceux qui sont les plus empressés à en parler sont ceux contre lesquels précisément il faut faire le redressement.

Le redressement, le vrai, il est parfaitement possible de le faire. Je ne vous en donne pas ici la formule, car nous ne faisons pas la théorie politique du droit constitutionnel, mais il faut trouver une expression politique. Il faut trouver le moyen - sans démagogie, c'est même le contraire des démagogies - que toutes les forces saines puissent trouver leur expression en dehors de mouvements qui ne sont déterminés que par les mensonges intéressés d'une grande presse aux ordres d'un capitalisme s'imaginant trouver une protection dans des dictateurs, qui videront leur coffre-fort d'une façon autrement grave que les pauvres timidités du socialisme.

1933 - Pendant que les Croix de feu du colonel de La Rocque défilent à l'Arc de Triomphe...



..Les chômeurs défilent de Calais à Paris



"VERITE HISTORIQUE", "VERITE POLITIQUE" ET "REVISIONNISTES"

La vérité historique, ce n'est un secret pour personne, est avant tout une vérité politique. Le groupe social prédominant impose une lecture de l'Histoire qui, d'une part, légitime sa venue au pouvoir, et, d'autre part, fait apparaître celle-ci comme résultant d'une volonté commune de la plupart des acteurs sociaux. Un gouvernement ne proclame jamais représenter une infime partie de la population mais au contraire l'ensemble de la population. La république française, encore de nos jours, n'est-elle pas présentée comme le fruit de l'ensemble des forces politiques françaises ?

La vérité historique est une vérité multiple. Elle évolue selon ses détenteurs. Les exemples abondent démontrant qu'un comportement social hostile à un gouvernement peut être, dès la chute de ce gouvernement, porté aux nues. Le tort et la raison, c'est-à-dire les préceptes moraux, sont affaires de rapports de force. La vérité historique est une vérité où interviennent généralement deux antagonistes : les vainqueurs et les vaincus. Le dernier mot, ceci est évident, revient aux vainqueurs.



A Auschwitz, dans le camp de concentration, le 14 février 1945, on emmène un garçon de 15 ans devenu fou à la suite des traitements qu'il a subis. Comment devant une telle image vouloir prétendre que "les rescapés sont coupables de la mort des autres déportés" !

Un individu doué d'un certain esprit critique écoutera donc d'une oreille apparemment bienveillante les arguments émis soit par le "vaincu", soit, plus globalement, par toute personne n'appartenant pas au clan des "vainqueurs". Ceci ne signifie pas que la vérité historique, si vérité historique il y a, a plus de chance de s'avérer juste énoncée par qui conteste la version "officielle". Les partis-pris influent grandement sur les propos des uns et des autres et ces propos doivent être replacés dans leur contexte. Mais, a priori, et a priori seulement, une version de l'Histoire qui ne concorde pas avec la version officielle peut, à défaut d'être exacte, contraindre le pouvoir en place à redéfinir la vérité historique (sa vérité historique) et donc à ébranler, ne serait-ce que d'une façon minime, ce pouvoir.

La vérité historique selon les "révisionnistes"

La vérité historique doit être contestée dès lors qu'elle semble être contestable (sinon avant de se révéler contestable) car un esprit critique ne saurait tenir pour acquis un jugement prononcé à l'issue d'un rapport de force. C'est pourquoi, loin de blâmer préalablement les chercheurs qualifiés de "révisionnistes", est-il nécessaire de prendre en compte leurs arguments. Les "révisionnistes" affirment haut et fort que la vérité historique est une vérité politique. Ceci n'est bien sûr guère difficile à prouver. Pour prévenir toute gène ou tout scrupule à renverser la vérité historique, un historien comme Robert Faurisson assène un argument irréfutable : "J'imagine le premier chrétien à qui la lecture de Fontenelle ou de Voltaire a pu faire entrevoir un jour que le diable n'existait peut-être pas. Il a dû penser : "Mais si le diable n'existe pas, Dieu non plus n'existe pas ! Et s'il en est ainsi, que penser de la divinité de Jésus-Christ, de l'Immaculée Conception, des martyrs, des mystères, des dix commandements, des péchés, de la morale ? Il n'y aurait donc plus de morale !" Ce chrétien a pu ajouter : "C'est intolérable. Seuls des esprits diaboliques peuvent prétendre que le diable n'existe pas. D'ailleurs, il existe. C'est bien prouvé. Mille procès l'ont prouvé. Des magistrats intègres ont rassemblé des milliers de preuves irréfutables. Des milliers d'aveux ont été obtenus. Et l'on voudrait nous faire croire que ces magistrats étaient des menteurs ou des criminels. C'est invraisemblable. C'est trouver du faux partout, et de la vérité nulle part." (Robert Faurisson, *Mémoire en défense*, Ed. La Vieille Taupe, 1980).

Avec un tel argument Robert Faurisson peut prétendre rallier à lui des individus pour qui la critique de tout ce qui est "établi" constitue une base de réflexion. Ce qui est étonnant, précisons-le tout de suite, c'est que les individus qui apportent à cet historien leur soutien ou leur sympathie n'ont, dans leur grande majorité, pas une réelle réputation d'hommes épris de liberté, cette liberté que recquiert tout esprit critique. Il y a certe Noam Chomsky parmi les signataires de pétitions en faveur de Faurisson, mais il y a aussi des individus connus pour d'autres activités que la linguistique.

Mais poursuivons l'étude des propos des "révisionnistes". Ce terme, "révisionniste", est d'ailleurs à mettre en opposition avec celui d'"exterminationniste" si l'on en croit leurs ouvrages. Face aux "exterminationnistes" (vocable évidemment péjoratif qui englobe ceux pour qui l'extermination nazie des Juifs par les chambres à gaz est une réalité indéniable), les "révisionnistes" répètent qu'aucun Juif n'a péri dans une chambre à gaz, que les chambres à gaz n'ont même jamais existé sous le régime hitlérien, et que, de ce fait, le chiffre de six millions de morts attribués à la communauté israélite est abusif.

"Crime de guerre" ou "crime de la guerre" ?

Les "révisionnistes" s'appuient sur de patientes recherches pour affirmer ceci. Aucune chambre à gaz n'a été utilisée pour l'extermination des Juifs, affirment-ils, et ce pour plusieurs raisons. La raison initiale (en dehors de problèmes techniques couramment invoqués) est peut-être que, selon eux, Hitler n'a jamais eu pour but d'éliminer l'ensemble de la population juive d'Allemagne ou des territoires occupés par des soldats du

Reich. Ce sont les opposants à Hitler qui ont entravé ses projets concernant cette population (les projets d'Hitler sur ce point restent imprécis, mais les "révisionnistent" affirment à plusieurs reprises qu'il souhaitait diriger les Juifs à Gibraltar ou leur faciliter l'exil, leur préservant ainsi la vie). Les camps de concentration, affirment-ils ensuite, ont certes existé, mais n'existaient-ils pas déjà en France, où ont été parqués les Républicains espagnols au lendemain de la victoire de Franco, et surtout en U.R.S.S. ? La seule différence probante entre les camps allemands et ceux des autres nations consiste en ces abominables chambres à gaz. Or, si celles-ci n'ont jamais vu le jour, comme le clament les "révisionnistes", pourquoi accorder au régime nazi une disqualification qu'il ne mérite pas plus que d'autres ? Mais, à les en croire, il y a plus grave : ce sont les Alliés, après leur victoire, qui ont construit les seules chambres à gaz que le public peut aujourd'hui visiter, et ceci dans le but de discréditer le régime vaincu. Le chiffre de six millions de Juifs morts durant la seconde guerre mondiale est donc un chiffre exessif. Les "révisionnistes", au prix de longs calculs, prononcent quant à eux le chiffre maximum d'un million de morts. Ce million de morts résulte des horreurs de la guerre. Il n'est, en définitive, attribuable ni aux vainqueurs ni aux vaincus. Robert Faurisson, dans un plaidoyer faussement humaniste et pacifiste (mais ces prises de position font partie de l'ambiguïté dont s'entourent les "révisionnistes"), affirme que "ce ne sont ni les Allemands, ni les Anglais qui ont tué à Bergen-Belsen (ou dans d'autres camps, affirme ailleurs R. Faurisson), c'est le typhus qui a tué : le typhus principalement mais aussi sans doute d'autres épidémies connexes et puis la sous-alimentation. Il n'y a là aucun "crime de guerre" de la part d'une nation en particulier mais, si l'on tient à ce mot de "crime" (qui est toujours étrange quand on parle de la guerre), il vaudrait mieux dire, à mon avis, que ces horreurs sont "un crime de la guerre", un "crime" dû à la folie des hommes. Comme dans la célèbre gravure de Dürer, la peste accompagne la guerre." (R. Faurisson, op. cit.).

A ce propos, notons que Paul Rassinier va plus loin. Selon lui, une des causes principales de l'extrême mortalité observée dans les camps est imputable... aux prisonniers eux-mêmes. Profitant d'un système hiérarchisé mis en place par les autorités nazies, certains prisonniers bénéficiaient de postes dotés de quelques responsabilités à l'intérieur des camps. Entre autres avantages, ils en retiraient celui de procéder à la distribution de la nourriture et n'ésitaient pas à prélever pour leur propre compte une quantité d'aliments plus importante que celle à laquelle ils avaient théoriquement droit. Ce geste explique, toujours selon Rassinier, la mortalité anormalement élevée dans les camps.

La bonne cause

Faurisson met cette mortalité sur le compte du typhus ou de maladies contagieuses. Rassinier se cantonne à une mauvaise redistribution de la nourriture... Il va de soi, à les croire, que les véritables responsables des camps, c'est-à-dire les nazis, n'étaient aucunement coupables de la mort de leurs... "pensionnaires".

Robert Faurisson se targue de ne pas vouloir réhabiliter le régime nazi. "Ni objectivement, ni subjectivement, assure-t-il, je ne suis judéo-marxiste ou néo-nazi. J'éprouve de l'admiration pour les français qui ont courageusement lutté contre le nazisme. Ils défendaient la bonne cause. Aujourd'hui, si j'affirme que les "chambres à gaz" n'ont jamais existé, c'est que le difficile devoir d'être vrai m'oblige à le dire." (R. Faurisson, op. cit.).

Comment le croire ? La vérité à laquelle se réfère sans cesse Robert Faurisson le conduit à adopter de singulières positions. Bien qu'il certifie ne pas être "judéo-marxiste ou néo-nazi", il faut reconnaître que sa démarche l'amène à cotoyer des personnages qui revendiquent de façon plus ou moins ouverte leur idéologie. Une idéologie qui, quel que soit le vocabulaire dont elle use aujourd'hui, est une idéologie développant certains points typiques du nazisme : l'autoritarisme, la hiérarchie, la ségrégation, etc... Il suffit de voir dans quels journaux les thèses de Faurisson ou d'autres "révisionnistes" sont accueillies favorablement pour comprendre qu'il y a parfois des "amitiés" bien pesantes !

Sans préjuger de la bonne ou de la mauvaise foi de Robert Faurisson lorsqu'il soutient être indépendant vis-à-vis du "judéo-marxisme" ou du "néo-nazisme", pour reprendre ses termes, il faut toutefois convenir que les thèses qu'il défend sont particulièrement opportunes pour tous les nostalgiques du régime allemand déchu. Minimiser les atrocités commises par les nazis (ce à quoi mènent ses propos) s'intègre dans une propagande affectionnée depuis l'après-guerre par les anciens partisans du régime autoritaire. L'extrême droite française qui approuvait, après la première guerre mondiale, le traité de Versailles accordant à l'Allemagne un statut que beaucoup, d'un côté comme de l'autre de la frontière, estimaient trop injuste, applaudit néanmoins lorsque l'Allemagne se dota d'un pouvoir fort et réarma. En fait, toute l'extrême droite ne se réjouit pas semblablement. La frange la plus chauvine n'appréciait pas ce renforcement de l'"ennemi héréditaire". Mais nombreux étaient les individus voyant d'un bon oeil ce pays voisin qui allait insuffler à la France une nouvelle vigueur. Ne rêvaient-ils pas de chasser du pays "les Juifs et les francs-maçons" composant, s'entêtaient-ils à dire, le gouvernement de Front Populaire ?

La campagne continue de nos jours. Finalement, les thèmes ont peu changé... Brasillach et Rebatet sont périodiquement "redécouverts"... Drieu la Rochelle et Céline sont absous de tous leurs maux. N'étaient-ils pas de talentueux écrivains...? L'extrême droite tente de relever la tête en abordant tour à tour sujets cuturels et sujets politiques. La question des chambres à gaz prend place dans ce projet.

Intrinsèquement, il ne saurait être reproché à Robert Faurisson, à Paul Rassinier, ou à d'autres "révisionnistes", de porter un regard nouveau sur l'histoire, d'autant plus que cette histoire récente détermine directement notre mode de vie quotidien. Mais, en admettant que la bonne foi de ces auteurs ne soit pas mise en doute (et pourtant nombre de "révisionnistes", en particulier aux U.S.A., ne nient pas leur attachement envers les régimes autoritaires), en admettant donc ceci, constatons que les principaux bénéficiaires de leurs travaux sont les partisans de régimes tels que celui qui existait en Allemagne jusqu'en 1945 ou en Espagne sous Franco. Ajoutons aussi que le régime nazi, même s'il n'avait pas utilisé de techniques d'extermination massive à l'encontre d'une partie de la population, n'en serait pas moins condamnable. Son obstruction systématique de la liberté faisait de celui-ci un ennemi à combattre en priorité.

Relativiser, minimiser, excuser

Paul Rassinier, l'un des pionniers du "révisionnisme", se prétendait "homme de gauche". Il est vrai que sa vie durant il compta des amis dans les rangs de la gauche non communiste : des socialistes, des pacifistes, des libertaires. Son existence atteste de ces affinités. Né en 1906, près de Montbéliard, à Bermont (il emploiera plus tard le nom de cette commune comme pseudonyme lorsqu'il écrira dans "Ravachol"), il rejoint très tôt le mouvement ouvrier. En 1922, il adhère au Parti Communiste; il en est exclu dix ans plus tard. Militant ensuite dans divers groupes de gauche, il finit par adhérer à la S.F.I.O. après les événements du 6 février 1934. Il est membre de la tendance "pivertiste" de la S.F.I.O. Son pacifisme lui occasionne des problèmes en 1939. Puis devant les victoires remportées par les troupes allemandes, il s'engage dans la Résistance. "Arrêté par la Gestapo (octobre 1943), il est torturé pendant onze jours (mains écrasées, machoire brisée, un rein éclaté). Son épouse et son fils âgé de deux ans seront également arrêtés et resteront incarcérés deux mois." Paul Rassinier est alors "déporté à Buchenwald puis à Dora (dix-neuf mois), invalide à 95% (révisé à 105%) des suites de déportation, il ne survit que grâce à une discipline draconienne et au dévouement des siens." (extrait d'une courte biographie de Paul Rassinier, in P.R., *Ulysse trahi par les siens*, Ed. La Vieille Taupe, 1980).

La paix revenue, Paul Rassinier poursuit son activité politique au sein de la S.F.I.O. Il est élu député, puis battu par un candidat communiste. Il publie en 1948 *Passage de la ligne* et en 1950 *Le mensonge d'Ulysse*. Ce dernier ouvrage déchaîne contre lui l'animosité des membres de la S.F.I.O. Il en est bientôt exclu. Il se rapproche des libertaires, mais pourtant son discours va prendre peu à peu sa spécificité "de gauche". Les hommes issus de la Résistance rejettent ses propos. A cela plusieurs raisons. La moindre n'est sans doute pas le prestige qui émane de la Résistance, prestige sur lequel jouent bon nombre d'hommes politiques pour parvenir à leurs fins et qu'il ne respecte pas. En apportant son témoignage sur les camps de concentration, Paul Rassinier ne renforce pas le mythe construit autour de ces personnages. Au contraire, puisqu'à l'entendre les survivants des camps (c'est à dire des hommes et des femmes qui depuis ont accédé à des postes politiques) doivent leur survie non pas à leur courage mais à leurs procédés malhonnêtes. Les victimes, qui n'ont fait que tenter de survivre, deviennent des coupables sous la plume de Rassinier. Les rescapés des camps sont coupables de la mort des autres déportés. L'argument est spécieux ! Devaient-ils donc se laisser mourir ? La responsabilité des nationaux-socialistes allemands est considérablement atténuée. Paul Rassinier reconnaît le fait que les rations alimentaires distribuées à l'intérieur des camps étaient insuffisantes, mais il oublie de préciser que la direction des camps en portait l'entière responsabilité. Les prisonniers ne pouvaient qu'essayer de prolonger leur existence, quitte, pour cela, à détourner à leur profit une partie de l'alimentation. Mais la faute leur incombait-elle ? Qui avait fait régner cette "loi de la jungle" ?

Poursuivant, Rassinier reproche à l'Angleterre son refus d'accueillir une population juive que persécutait le régime nazi. Les nazis cherchaient à refouler les Juifs hors de leurs frontières : en Europe de l'Ouest ou en Palestine. En entravant ce processus, l'Angleterre empêchait le départ des Juifs des territoires allemands et obligea les nationaux-socialistes à utiliser abondamment les camps de concentration.

Paul Rassinier se fait le champion de la dialectique... La vérité historique est une vérité politique, et entre ses mains ceci apparaît de façon éloquente. L'anticommunisme de Rassinier explique cependant bien des choses. Soucieux de réfuter toute assertion provenant du bloc soviétique, il est contraint de relativiser, dans un premier temps, les crimes du régime nazi, puis, dans un second temps, de les minimiser, et, dans un troisième temps, de parvenir quasiment à les excuser. "Pourquoi l'Allemagne a-t-elle été et reste-t-elle seule accusée ?" interroge-t-il, répondant : "Dès que, les hostilités ayant à peine pris fin, l'existence des camps allemands de concentration fut révélée au monde (en même temps, d'ailleurs, qu'au peuple allemand) ce ne fut qu'un cri : on n'avait jamais vu cela et il fallait un génie aussi démoniaque que celui de l'Allemagne pour l'inventer. Personne ne remarqua sur le moment que ceux qui criaient le plus fort étaient les communistes. Et, comme les communistes ajoutaient qu'ils s'étaient le mieux conduits, que grâce à eux beaucoup de gens voués à l'extermination avaient été sauvés d'une mort affreuse, à quelques esprits près, tout le monde leur emboîta le pas." (Paul Rassinier, *Ulysse trahi par les siens*, op. cit.).

Rassinier n'était pas antisémite, il était anticommuniste. Au point de confondre allègrement communisme et stalinisme... Et, selon un processus connu, il va puiser là où elles se trouvent les forces qui lui font défaut pour combattre le communisme. Son premier allié est donc tout naturellement l'extrême droite. "Il est aux antipodes de Rivarol puisqu'il est antimilitariste et anticolonialiste radical depuis toujours et qu'il s'est élevé contre la guerre d'Algérie et son cortège d'atrocités, la torture et les camps" ("note de l'éditeur", in P.R., *Ulysse trahi par les siens*, op. cit.), mais c'est néanmoins dans ce journal qu'il publie une série d'articles lorsque s'ouvrent les procès d'anciens gardiens du camps d'Auschwitz. Curieuse compagnie pour un homme qui fut militant de gauche...!

Voilà bien ce qui peut être retenu de plus grave contre les auteurs "révisionnistes" : amenuiser les responsabilités du régime nazi, le comparer à d'autres régimes autoritaires (d'autres régimes sont certes à dénoncer, mais il est absurde de comparer deux régimes politiques, correspondant chacun à une époque et une région précises), pour conclure que le nazisme n'a pas été plus répréhensible que d'autres régimes (suivez mon regard) et que les conditions exigeaient peut-être de sa part le recours à des méthodes autoritaires. Il faut donc cesser "cette surenchère de vengeance antinazie qui est tant à la mode"... (Robert Faurisson, *Mémoire pour défense*, op. cit.).



Déportés massacrés au lance-flamme à Tekla-Leipzig

Adversaires de qui ?

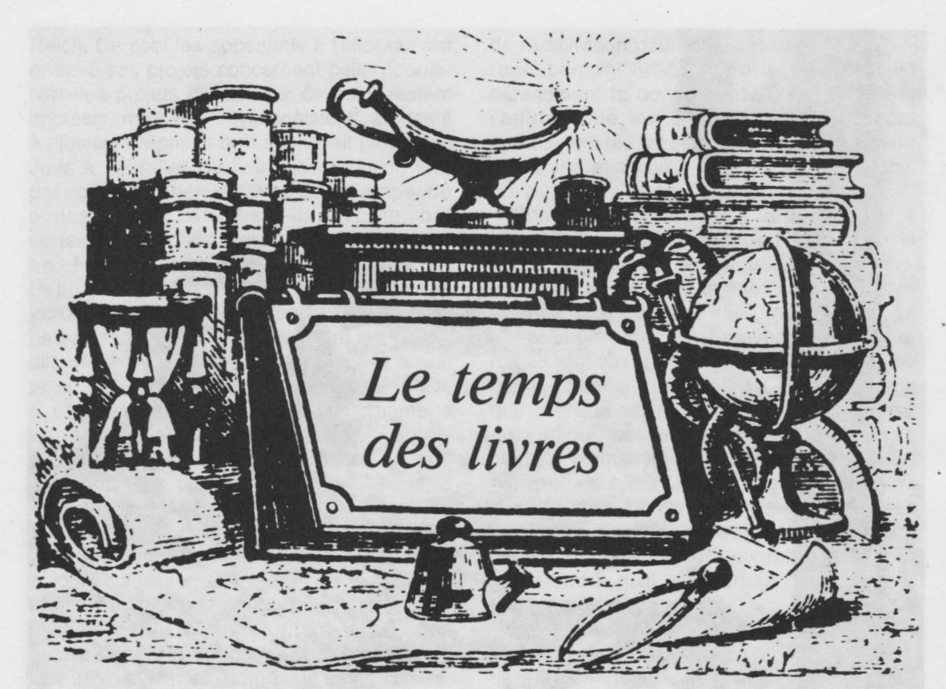
Le point de départ du débat -l'existence ou non de chambres à gaz dans les territoires allemands durant la seconde guerre mondiale et leur usage pour l'extermination de la population juive- est escamoté. Les historiens "révisionnistes" semblent tenir pour acquis l'inexistence des chambres à gaz. Aussi suivent-ils une méthode de travail prêtant manifestement le flanc à la controverse : "Rassinier et ses imitateurs appliquent des règles de travail très simples et très pratiques. La première règle consiste à écarter tous les témoignages plus ou moins gênants, sous deux prétextes : si les témoignages sont concordants, ils sont déclarés sans valeur, soit parce que provenant de connivences nées des intérêts communs des témoins, soit parce qu'ils ont été obtenus sous la torture ou grâce à des promesses. Si les témoignages sont contradictoires, leurs auteurs sont de toute évidence des menteurs. La seconde règle consiste à prendre à la lettre les euphémismes du langage officiel, inventés pour cacher la vérité." (lettre de G. Wellers dans "Le Monde" du 21 février 1979, citée par R. Faurisson, in *Mémoire pour défense*, op. cit.).

Le point de départ n'est qu'un prétexte qui permet, au nom de principes démocratiques (la liberté d'expression, la recherche de la vérité historique, etc...), un débat plus général sur le fonctionnement des sociétés occidentales. La réhabilitation du régime nazi n'est pas encore engagée. Elle est seulement sous-jacente. Mais si l'évolution qui se fait jour actuellement se poursuit, si les pratiques politiciennes sont dénoncées avec de plus en plus d'ardeur, le risque de mêler les différents régimes politiques de ce vingtième siècle en un même "fatras" se profile. Et les régimes autoritaires, pour qui l'individu n'est plus sujet mais objet, seront assimilés à n'importe quel autre régime. Leurs caractères propres, leur malignité, s'estomperont.

Cet article ne répond pas à la question de savoir si les chambres à gaz ont réellement existé. Il est tout à fait plausible que les vainqueurs de la seconde guerre mondiale -les Alliés- aient réécrit l'Histoire selon leurs intérêts. Les arguments des "révisionnistes" sont, sur ce point, troublants. Les arguments d'anciens Résistants ou déportés sont cependant plus vraisemblables. Leurs expériences renforcent leurs propos. Des hommes et des femmes témoignent encore de la répression nazie. Leur attitude dégage une crédibilité que ne possèdent pas les "révisionnistes". Mais après tout... L'Histoire pourrait très bien, sur certains points, avoir été dénaturée. Autant que le suggèrent les "révisionnistes" ? Sûrement pas. Il subsiste trop de preuves même si celles-ci n'ont pas l'heur de leur convenir. Mais au fond, ne s'agit-il pas d'un faux débat... ?

Les "révisionnistes" ne jettent-ils pas le masque lorsqu'ils qualifient les "exterminationnistes" d'adversaires ? Qui étaient les véritables adversaires des déportés et des Résistants ? Qui, sinon les partisans du régime nazi ?

Thierry MARICOURT





Des écrivains et des artistes sous l'occupation
par *Gilles et Jean-Robert Ragache*

Il y a trois ans que Gilles Ragache travaille avec minutie à la réalisation de cet ouvrage, en compagnie de son cousin Jean-Robert, Grand Maître du Grand Orient de France. Pour traiter ce sujet gigantesque, ils ont consulté des centaines et des centaines d'ouvrages qu'ils ont disséqués avec le sérieux d'historiens professionnels.

J'ai eu la grande chance de suivre ce parcours. En effet, il ne se passait pas de mois sans que Gilles Ragache (qui est presque mon voisin), ne vienne "chiner" dans ma librairie ancienne l'ouvrage rare qu'il recherchait ou qu'il découvrait. J'aurai toujours en mémoire les longues discussions que nous avons eues sur tel auteur ou tel artiste, ou sur tel événement sur lequel nous n'étions pas toujours d'accord. Combien de fois ai-je dû réviser mon jugement que je croyais définitif lorsque nous évoquions Sartre, Camus, Morvan Lebesque ou Raimu...

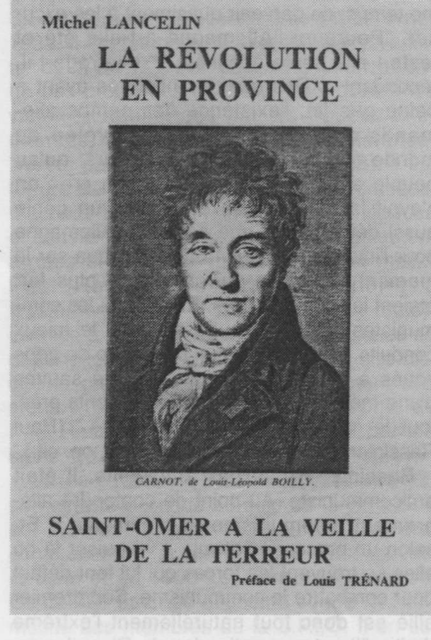
A vrai dire, je n'ai pas encore lu ce livre, pour la simple raison qu'il n'est pas encore en vente au moment où j'écris ces lignes. Gilles m'a apporté ce matin la maquette de la couverture de l'ouvrage avec l'émotion que l'on conçoit, j'en soupçonne son contenu et ne peux résister à la tentation d'en parler dans ces colonnes. Confidentiellement, je peux vous dire que les auteurs n'ont pas tout dit, mais je peux vous affirmer que vous en saurez suffisamment pour être captivé. Une bonne lecture en perspective pour vos vacances.

Collection "La vie quotidienne" Hachette. 98 F

Georges Pelletier

Cet ouvrage peut être commandé à notre service librairie.

NOUS AVONS REÇU :



La Révolution en Province : Saint-Omer à la veille de la terreur
Par *Michel Lancelin.*

En cette époque ou pullulent les ouvrages contre-révolutionnaires, il est réconfortant de pouvoir consulter une étude sérieuse sur la Révolution, étude dérivant d'un doctorat d'Etat soutenu à l'Université des Sciences humaines, Lettres et Arts de Lille en 1983 par Michel Lancelin.

On connait mal, en général, la Révolution en province. Saint-Omer, à l'époque, avait 22000 habitants. Un de ses députés était Lazare Carnot, "L'organisateur de la victoire". Malgré la guerre, malgré la faim, malgré la peur, les Audomarois (beaucoup de lecteurs sauront ainsi comment se nomment les habitants de Saint-Omer) avaient confiance en la République.

L'auteur (fidèle lecteur de notre revue), a remanié sa thèse et l'a éditée à compte d'auteur, avec une participation du Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais, c'est à dire qu'il en assume partiellement les charges. Que ceux qui souhaitent recevoir cet ouvrage lui envoient 80 F à l'adresse suivante : Michel Lancelin, Lycée de Vilgénis, 80 rue de Versailles BP 112 913,5 Massy cedex

Grégoire et Cathelineau ou la déchirure
par *Michel Lagrée et Francis Orhant*

Voilà une manière originale d'aborder les problèmes de la Foi pendant la Révolution. Les auteurs, un enseignant et un prêtre mettent en parallèle les biographies de deux personnages, l'abbé Grégoire, prêtre qui va s'enthousiasmer pour la Révolution et se dévouer pour elle, et Jacques Cathelineau, un simple



voiturier, qui va combattre la Révolution, au nom de la Foi. Ces hommes ne se connaissent pas. Suivant une logique que développent les auteurs, ils vont suivre des voies différentes entre lesquelles s'ouvre, béante, la *déchirure* de l'Eglise de France.

Les éditions ouvrières. 120 pages, 7OF.

Les Mythologies révolutionnaires - L'utopie et la mort
par *Abel Poitrineau*

Depuis quelques millénaires, les hommes rêvent de la Révolution, organisent la Révolution, font la Révolution.. et souffrent ou meurent à cause d'elle. La fascination des lendemains qui chantent ne date pas d'hier.

"A l'instar de Pénélope, l'homme insatisfait refait sans cesse la Révolution - toujours la même ; faire et défaire sans trêve le tissu social..le "divertissement" favori de l'espèce ?", nous explique l'auteur, (Professeur d'histoire moderne à l'université de Clermont II), qui développe cette analogie.

Après avoir traité de la "Physiologie de l'utopie et de l'idéologie appliquées", il analyse les mouvements révolutionnaires, du Taborisme bohémien aux Khmères rouges en traitant, bien sûr, de la "grande Révolution française".
Il ne s'agit pas d'un livre d'histoire à proprement parler, mais l'Histoire est ici plutôt prétexte pour construire une idéologie.
Comment parler de **l'utopie** sans présenter au lecteur ce que fut le sort de la paysannerie anglaise depuis le XVIeme siècle (mouvement des Enclosures) ou pourquoi mettre sur le même plan les Khmères rouges et la Révolution française !.. Pourquoi convertir en mythologie les raisons et les motivations qui incitent les déshérités à la conquête de leur moyen d'existence et de leur dignité ?

Ce livre paraît dans la collection "Histoire" aux Presses Universitaires de France, au prix de 140 F.

La Verita desplegado per un pouèto vilageois
Textes et documents dialectaux

Des textes en langue occitane, inspirés par la Révolution dans l'espace provençal, sont traduits et analysés par un groupe de chercheurs (bénévoles) : René Merle, Régis Bertrand et Philippe Gardy. Cette première réédition de ces textes mérite d'être connue, car elle constitue un élément de mémoire vivante sur la Révolution. C'est un long poème, au style vigoureux et populaire, qui résume les péripéties de l'année 1789. Il justifie la révolte contre les seigneurs et les *moussus*, et se termine par une profession de foi dans le régime nouveau.

Société d'Etudes Historiques du Texte Dialectal 213 chemin Domergue 83500 La Seyne-sur-mer

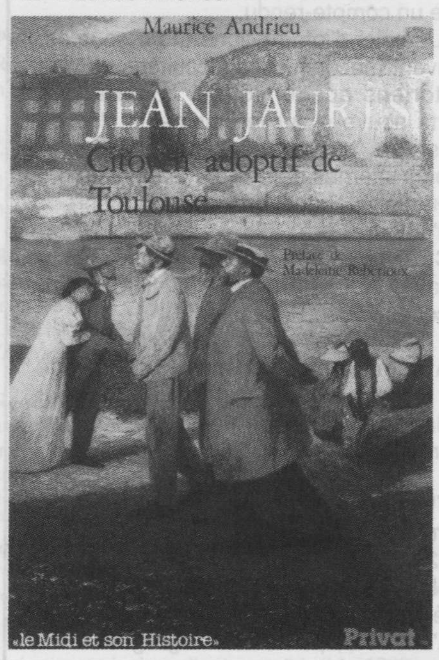
Le Nord en 1936
par *Claude Fouret*

Editée par le C.R.D.P. de Lille ce dossier contient:
- 25 fiches reproduisant en fac-similé des pièces des Archives Départementales du Nord, facilitant une utilisation directe.
- 6 diapositives sur quelques moments importants de l'année 1936.
-Une brochure commentant chaque document situé dans son ensemble historique, politique, économique et social, présentant les sources et la bibliographie.

L'ensemble présenté sous jaquette, 7O F

C.R.D.P. Rue Jean Bart B.P. 199 59018 Lille Cedex.

Jean Jaurès, citoyen adoptif de Toulouse
Par *Maurice Andrieu*



Jaurès fut maître de conférences à la Faculté des Lettres de Toulouse. Il fut également adjoint au maire de cette cité, chargé de l'instruction publique avant de devenir député. C'est à Toulouse que Jaurès fit ses premières armes dans le journalisme publiant son premier article le 21 juin 1887 dans *La Dépêche de Toulouse* (qui deviendra *La Dépêche du Midi*).

"Riche de connaissances et d'amour, il (cet ouvrage) va contribuer à faire connaître Jaurès aux toulousains qui l'aiment sans le bien connaître, à le faire aimer aussi à ceux pour qui, peut-être, il n'est qu'un ancêtre de ce socialisme que les libéraux font profession de mépriser." écrit Madeleine Rébérioux dans sa préface.

Pour notre part, nous avons aimé.
Collection "Le midi et son histoire" Editions Privat à Toulouse.

L'increvable anarchisme
par *Louis Mercier Vega*

Louis Mercier Vega, alias Charles Ridel (1914-1977) a pris diverses identités au cours d'une vie aventureuse qui

l'a mené de Belgique en France, en Espagne en 1936 puis en Amérique latine et au Levant avant de revenir en France après la deuxième Guerre mondiale.

Ses articles dans la presse anarchiste internationale, ses ouvrages spécialisés sur l'Amérique latine et son expérience multiple de militant forment la base de cet ouvrage, publié pour la première fois en 1969 et remis à jour pour la présente édition.

152 pages - 78 F - Editions Analis BP 28 33031 Bordeaux cedex

Autonomie individuelle et force collective
Par *Alexandre Skirda*

Charles Jacquier nous conseille cet ouvrage "en tous points remarquable" qu'il a lu et dont il n'a pas eu le temps de faire un compte-rendu.

"L'emploi d'informations et de sources, souvent méconnues et occultées par les historiens académiques, apporte une clarté nouvelle sur les moments clés de plusieurs expériences historiques et débats internes menés par le mouvement libertaire de Proudhon à nos jours." précise l'auteur.

Ce livre auto-édité est diffusé par la librairie Autres Rivages 57 Rue Saint-Jacques 75005 Paris

A paraître prochainement un ouvrage sur Sébastien Faure et "La Ruche" par Roland Lewin. Nous tiendrons nos lecteurs au courant.

REVUES
Terres ardennaises
N° 22 - Mars 1988

Nous relevons au sommaire de cette intéressante revue :
- L'ouvrière, par Didier Bigorgne - Les femmes au travail.
- Faucheurs et moissonneurs par Jacques Lambert
- Le cuivre dans la vallée de la Houille par Agnès Paris
- Métier : Fondeur par Pascal Chagot
- Préhistoire de la Thiérarche ardennaise par Jean-Pierre Pénisson
- Dans le ciel de Sedan, le 14 mai 1940 par Gérard Giuliano

56 pages 30 F - Terres ardennaises 21 Rue Hachette BP 71 08002 Charleville-Mézières cedex

Union Pacifiste

Nous déplorons le décès d'Emile Véran, que nous ne connaissions pas, mais dont nous avions pu apprécier les qualités d'historien grâce à sa chronique "Rétrovision".

Nous retrouvons toutefois, sous sa signature, dans les deux derniers numéros de la revue, les articles suivants :
- La dislocation de l'empire Austro-Hongrois et ses conséquences.
- Les Anschluss autrichien et tchécoslovaque.

Le numéro 15 F. 4 rue Lazare-Hoche 92100 Boulogne

Dans le cadre du bi-centenaire de la Révolution, nous proposons à nos lecteurs une série d'ouvrages dont la réédition a été réalisée avec grand soin et à petit nombre par les Editions d'Histoire Sociale EDHIS, spécialistes des réimpressions de *textes rares et importants.*

L'ami du peuple français, ou mémoire adressé à M. Turgot, contrôleur des finances, par le fils d'un laboureur. A Limoges, 1776, in-8º, VIII-153 pp., relié - **140 F.**
Paru peu avant la disgrâce de Turgot, sous la protection de qui il semble s'abriter, l'auteur anonyme expose la tragique histoire de sa propre famille, victime des gens du fisc.

Goudar (le chevalier ange) : Testament politique de Louis Mandrin, généralissime des troupes des contrebandiers écrit par lui-même dans sa prison. A Genève, 1755, in-8º, v-67 pp., relié - **120 F.**
Violente attaque du système des fermes, cet ouvrage, aujourd'hui introuvable, a joué un rôle important dans la propagation du mythe populaire de Mandrin, bandit social.

Brissot (Jean-Pierre) : Recherches philosophiques sur le droit de propriété considéré dans la nature, pour servir de premier chapitre à la *Théorie des Loix* de M. Linguet, par un jeune philosophe. S.I., 1780, in-8º, XII-116 pp., broché - **80 F.**
Réimpression de l'édition originale, imprimée à une vingtaine d'exemplaires. Elle seule donne le texte intégral.

Pommereul (François, René, Jean de) : Recherches sur l'origine de l'esclavage religieux et politique du peuple, en France. Londres, 1783, in-8º, 54 pp., broché - **50 F.**
Un des textes les plus intéressants de la littérature pré-révolutionnaire.

Babeuf (F.N.C.) : Journal de la Confédération. Paris, juillet 1790, 3 numéros en 1 vol. in-8º, 22 pp., broché - **30 F.**
Réimprimé d'après le seul exemplaire connu, comprenant le numéro 3, dont l'existence était ignorée de tous les historiens du babouvisme.

Bancal des issarts : Du Nouvel ordre social. Paris 1792, in-8º, 52 pp. - **40 F.**
Imprimée par ordre de conduite de constitution de la Convention Nationale.

Billaud-Varennes (G.-N.) : L'Acéphocratie ou le gouvernement fédératif démontré le meilleur de tous pour un Grand Empire, par les principes de la politique et les faits de l'histoire. Paris, 1791 in-8º, 78 p. - **70 F.**

Boissel (François) : Le Cathéchisme du Genre humain...; seconde édition, revue, corrigée et augmentée. Paris, 1792, 1 f.n. ch. et VII - 241-40 pp., broché - **120 F.**
Pour la période de la Révolution française antérieure au Babouvisme et à la Conjuration des Egaux, l'ouvrage de Boissel est un des plus importants au point de vue des idées socialistes de l'époque. Cette édition est la plus complète.

Un citoyen aux Etats-Generaux : S.I., 1788, in-8º, 1 f.n. ch. et 46 pp., broché - **40 F.**
Un des plus intéressants documents sur la question paysanne à la veille de la Révolution.

Cournaud (Abbé Antoine de) : De la propriété ou la cause du pauvre plaidée au Tribunal de la Raison, de la Justice et de la Vérité. Paris, 1791, in-8º, XII-76 pp., broché - **70 F.**
Plan de partage agraire, de socialisme parcellaire, qui avait attiré l'attention de tous les historiens des idées sociales, et notamment de Jaurès.

Deverite (Louis-Alexandre) : La vie et les doléances d'un pauvre-diable, pour servir de ce qu'on voudra aux prochains Etats-Généraux. Seconde édition, augmentée. S.I. (Abbeville), 1789, in-8º, 140 pp, relié - **140 F.**
Critique amère de la société à la veille des Etats-Généraux. C'est un des rares ouvrages à décrire la situation des manouvriers qui n'ont pour vivre que leurs bras, et à exposer leurs revendications.

D'Olivier (Abbé Pierre) : Essai sur la justice primitive, pour servir de principe générateur au seul ordre social qui peut assurer à l'homme tous ses droits et tous ses moyens de bonheur. Paris, 1793, in-8º, 43 (1) pp., broché - **50 F.**
Précurseur important du socialisme, l'auteur démontre dans cet écrit la fiction de l'égalité idéale et juridique, et préconise la nationalisation du sol.

Favre (Abbé de) : Les Droits de l'Homme et du Citoyen, ou la cause des journaliers, ouvriers et artisans... (Paris, 1789), in-8º, 61 pp., broché - **60 F.**
Défense énergique des droits civiques et politiques des dix-neuf millions de Français qui, ne vivant que du travail de leurs bras et fourmant la partie dominante de la nation, n'ont aucun député pour les défendre aux Etats-Généraux.

Lange (François-Joseph) : Plaintes et représentations... Lyon, 1790, in-8º, 30 pp., broché - **45 F.**
"L'attaque la plus véhémente, la plus brutale, la plus nette qui ait été dirigée contre la propriété", a dit Jaurès de cet écrit, où est demandée l'expropriation révolutionnaire des biens ecclésiastiques, nobles et bourgeois.

Lange (François-Joseph) : Remède à tout, ou Constitution invulnérable de la félicité publique. Lyon, Cutty, 1793, in-8º, 1 f.n. ch. t 38 pp., broché - **45 F.**
Projet de constitution socialiste qui préconise l'imposition sur le revenu, ou d'après la valeur d'usage ; des greniers d'abondance ; un trésor pour les pauvres ; la distribution aux indigents des terres incultes avec une avance permettant la mise en culture... et une armée aérienne invincible qui ferait de la France révolutionnaire le Maître du Monde et le sauveur de tous les peuples.
Ce texte n'était connu jusqu'à présent que par l'analyse qu'en avait donné Gonon en 1844.

Le junius français, Journal politique par J.-P. Marat. Paris, Juin 1790, 13 numéros en 1 vol. in-8º, 104 pp. - **80 F.**

Maréchal (Sylvain) : Apologues modernes, à l'usage du Dauphin, premières leçons du fils aîné d'un roi. A Bruxelles, 1788, in-8º, 118 pp., relié - **120 F.**
C'est un des textes les plus importants de l'auteur du Manifeste des Egaux. *Sous le prétexte de donner des leçons au fils d'un roi, Maréchal énonce des affirmations antimonarchiques d'une rare violence. Un des apologues montre un peuple las de souffrir immolant son tyran. M. Dommanget a longuement analysé cette œuvre et en a démontré toute la hardiesse politique et sociale :* "Sylvain nous donne l'une des premières visions de la révolution sociale, la grève générale y est déjà esquissée... Maréchal a bien su donner un caractère communiste et internationaliste à la Révolution qu'il prédit..."

Maréchal (Sylvain) : Culte et loix d'une société d'hommes sans Dieu. Paris, l'an 1er de la raison, VIe de la République françcaise, in-12, 64 pp., broché - **50 F.**
Aboutissement logique du rationalisme et du matérialisme du XVIIIe siècle, ce projet du rédacteur du Manifeste des Egaux *n'était plus connu que par quelques exemplaires, conservés dans des bibliothèques publiques.*

Petit (Michel-Edme) : Eloge de J.-J. Rousseau, citoyen de Genève... Paris, 1793, in-8º, 72 p. - **60 F.**

Le publiciste de la République française par l'ombre de Marat (Jacques Roux). Paris, nº 243 (1er paru), 16 juillet 1793 - nº 271, novembre 1793, relié en 1 vol. in-8º. - **280 F.**

Roux (Jacques) : Discours sur les moyens de sauver la France et la liberté. Paris chez l'auteur, s.d., in-8º, 1 f.n. ch. et 48 p., broché 40 **F.**
Le plus célèbre écrit du plus célèbre des "Enragés".

Requête d'une société rustique à toutes les assemblées générales, provinciales du royaume, par un curé de campagne, à portion congrue. S.I., 1788, in-8º, 71-(1), pp., relié. - **120 F.**
Peu d'écrits de l'époque ont poussé aussi loin, et avec autant de précision, les revendications du "quatrième état", celui des paysans pauvres.

Le réveil du Tiers Etat, c'est-à-dire de la nation, ou principes d'ordre social. S.I., 1789, in-8º, 99 pp. - **80 F.**

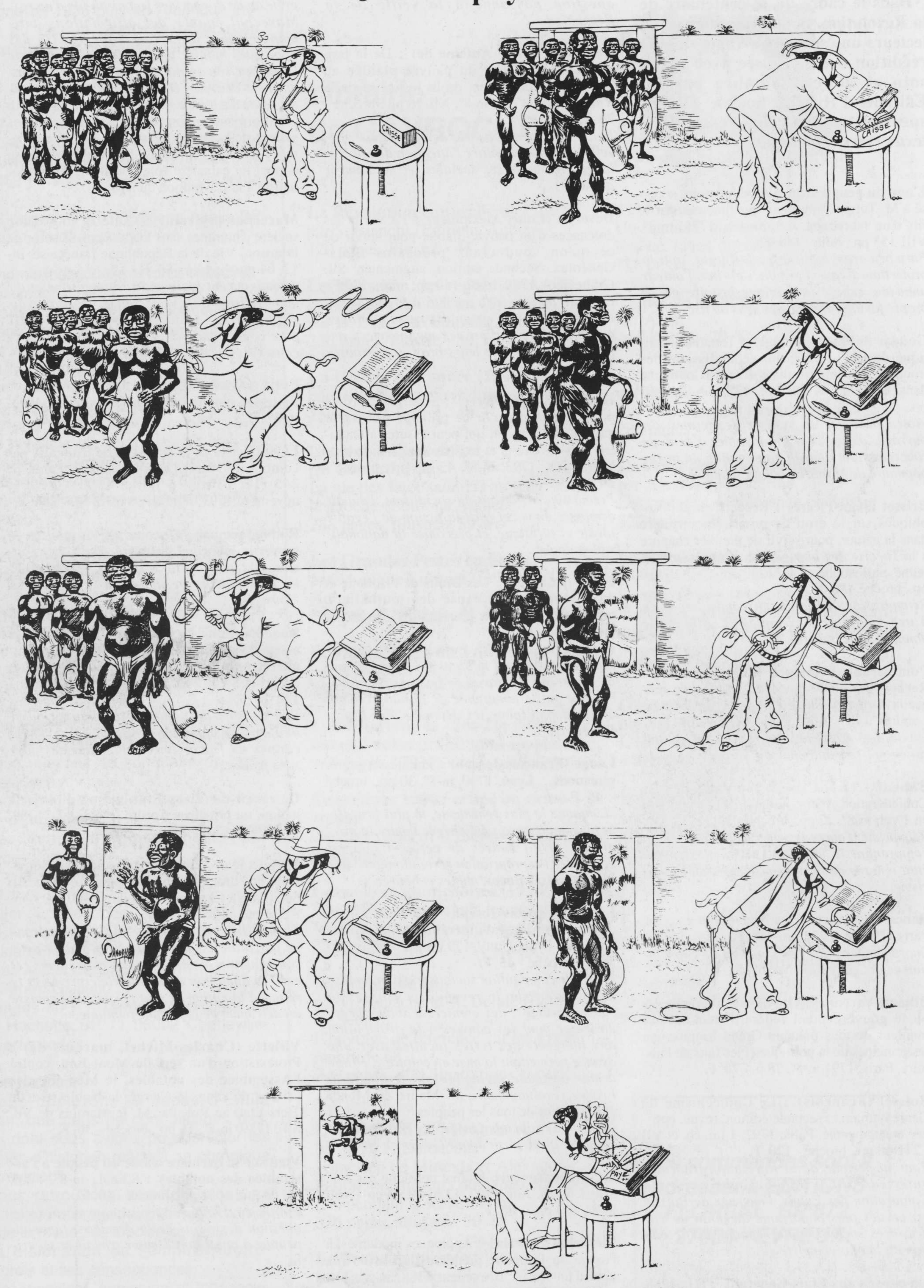
Varlet (Jean-François) : Déclaration solennelle des droits de l'homme dans l'état social. S.J. (Paris), l'An premier de la vérité, 1793, in-8º, 24 pp., broché - **30 F.**
Enragé d'abord, hébertiste ensuite, emprisonné par ordre du comité de Salut public pour son agitation sociale, Varlet réclame dans cet écrit la limitation de la propriété privée et le retour à la nation de tout ce qui a été amassé au détriment de la fortune publique.

Villette (Charles-Michel, marquis de) : Protestation d'un serf du Mont-Jura, contre l'Assemblée des notables, le Mémoire des princes du sang, le Clergé, la Noblesse et le Tiers-Etat, au Roi. Par M. le Marquis de Vil. S.I., 1789, in-8º, 16 pp., broché - **30 F.**

Vœu sur la dernière classe du peuple à l'assemblée des notables : S.I.n.d., in-8º, 1 f.n. ch. de titre et 31 pp., broché - **40 F.**
Publié en 1787, cet écrit anonyme pose la question des droits de la dernière classe du peuple, à qui il faut assurer travail et sécurité.

Les commandes sont à adresser à EDITIONS FLOREAL, BP 872, 27008 EVREUX.

Jour de paye



— Ouf !… et dire qu'ils demandent l'augmentation de salaire !

Dessin de Caran d'Ache.